

**/UNREVISED/**

**No. 7 of 2024**

**RODRIGUES**

**FIFTH REGIONAL ASSEMBLY**

**PARLIAMENTARY**

**DEBATES**

**(HANSARD)**

**(UNREVISED)**

**FRIDAY 03 MAY 2024**

**/UNREVISED DRAFT/**

**CONTENTS**

**ANNOUNCEMENT**

**PAPERS LAID**

**MOTION**

**ADJOURNMENT**

**/UNREVISED DRAFT/**

**The Executive Council**

**(Formed by Mr Franceau Aubret Grandcourt)**

Mr Franceau Aubret Grandcourt	Chief Commissioner, Commissioner responsible for Central Administration, Civil Aviation (Administration), Civil Status, Community Development, Customs and Excise (Administration), Environment, Judicial (Administration), Legal Services, Marine Services (Administration), Meteorological Services (Administration), Postal Services (Administration), Registration, Statistics in respect of Rodrigues, State Lands, Town and Country Planning
Mr Johnson Roussety, G.O.S.K.	Deputy Chief Commissioner, Commissioner responsible for Education (Administration), Industrial Development, Public Infrastructure including Highways and Roads and Public Buildings and Utilities, Trade, Commerce and Licensing, Transport, Vocational Training, Water Resources
Mr Louis Ange Perrine	Commissioner responsible for Agriculture, Cooperatives, Fisheries, Food Production, Forestry, Marine Parks, Plant and Animal Quarantine
Mr Jean Nicolas Volbert	Commissioner responsible for Health (Administration), Housing, Social Security (Administration), Fire Services, Prisons & Reforms Institutions (Administration)
Miss Marie Christiane Agathe	Commissioner responsible for Women's Affairs, Child Development, Family Welfare, Handicraft, Consumer Protection/Price Fixing
Mr Jean Alain Wong So	Commissioner responsible for Tourism, Employment, Labour and Industrial Relations, Information Technology and Telecommunications
Mr Joseph Varok Ravina	Commissioner responsible for Youth and Sports, Arts and Culture, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings, Library Services

**/UNREVISED DRAFT/**

**PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS**

Mr Chairperson - Leopold, Mr Joseph Christian, GOSK

Deputy Chairperson - Tolbize, Mr Justar

Clerk - Legentil, Miss Marie Lyndia Yannick

Deputy Clerk - Clair, Miss Marie Chrismélanie

Serjeant-at-Arms - Perrine, Mr Joseph Laval

**/UNREVISED DRAFT/**

**RODRIGUES**

**Fifth Regional Assembly**

-----

**Debate No. 7 of 2024**

**Sitting of Friday 03 May 2024**

The Assembly met in the Assembly House, Port Mathurin, at 2.00 p.m.

**The National Anthem was played**

*(Mr Chairperson in the Chair)*

**/UNREVISED DRAFT/**

**TABLE OF CONTENTS**

**ANNOUNCEMENT**

**PAPERS LAID**

- (i) Certificate of Audit and Report of the Director of Audit on the accounts of the Rodrigues Regional Assembly for the Financial year 2022-23 together with the Certified Annual Statements thereof (original); and
- (ii) MAGAZINE-BILAN 2022-2024 (original)

**MOTION – First Local Region Member of Saint Gabriel – Mr J. R. Ramdally**

*“This Assembly resolves that it has no confidence in the Commissioner for Health and Others, in light of the chaotic management in the health sector in general together with other issues pertaining to the areas of responsibility falling under the Commissioner.”*

**ADJOURNMENT**

**/UNREVISED/**

**ANNOUNCEMENT**

**Mr Chairperson:** Respected Members, good afternoon. The business of this day's Special Meeting has been set out and allow me to draw your attention from the very onset that in regard to item 4 of the Order Paper, I have not set a figure limit of the intervention time for the debate on this day although discussion has been held thereon with Leaders on both sides of the House. Nevertheless, as always I will be very mindful that there is no abuse of the time of the House and invite respected Members to remain throughout their speech within the parameters of our Standing Orders and Rules.

Members are kindly advised that I will not hesitate, if the need arises to invoke the provision of Standing Order 46 as well as Standing Order 43. I trust that every Member will give their best for the smooth running of this exercise. I thank you for your attention.

**PAPERS LAID AND CIRCULATED**

- (i) Certificate of Audit and Report of the Director of Audit on the accounts of the Rodrigues Regional Assembly for the Financial year 2022-23 together with the Certified Annual Statements thereof (original); and
- (ii) MAGAZINE-BILAN 2022-2024 (original)

**MOTION**

**The First Local Region Member of Saint Gabriel (Mr J. R. Ramdally):** Mr Chairperson, Sir, I beg to move the following motion standing in my name and which reads as follows:

*“This Assembly resolves that it has no confidence in the Commissioner for Health and Others, in light of the chaotic management in the health sector in general together with other issues pertaining to the areas of responsibility falling under the Commissioner.”*

**The Minority Leader rose and seconded the motion.**

**Mr Ramdally:** M. le président, je vous remercie de me donner la parole lors de ce débat sur la motion des Membres de la minorité inscrite sur l'agenda du jour sous mon nom en ce vendredi 3 mai 2024. D'emblée, M. le président, je voudrais faire ressortir que ce n'est

## **/UNREVISED/**

pas de gaieté de cœur que nous venons avec cette motion aujourd'hui. Mais devant la souffrance du publique ainsi que les officiers de la commission de la Santé et autres placer sous l'égide du commissaire de la Santé au vu des nombreuses représentations que nous avons eu depuis un certain temps, nous comme les représentants nous n'avions pas le choix que de venir devant cette auguste Assemblée pour faire entendre leurs voix. La raison principale, M. le président, est la suivante : c'est la goutte qui a fait déborder le vase, c'est l'amateurisme avec lequel le commissaire de la Santé a géré toute la question de dengue à Rodrigues. C'est l'exemple type de gestion chaotique, d'incohérence et de mauvaise planification, M. le président. Permettez-moi de rappeler la chronologie des événements en rapport avec cette épidémie.

En juin 2023, un premier cas de la fièvre Dengue est enregistrée à Rodrigues. La commission effectue une gestion superficielle et laisse empirer le problème. En décembre 2023, il y a la résurgence mais entretemps aucune mesure concrète est effectuée alors qu'un rapport était déjà dans les tiroirs depuis bien avant la pandémie de COVID-19. Nous avons constaté des faits troublants dans le nombre de mort à Rodrigues qui coïncide avec la période de résurgence. Un de mes collègues va élaborer dessus dans son discours, M. le président.

L'épée de Damoclès qui pend au-dessus de nos têtes à l'heure où nous débattons cette motion est les risques que cette maladie soit déclarée endémique à Rodrigues avec tous les conséquences que cela aura sur la santé de la population et sur le secteur économique et le secteur touristique. Nous dénonçons vivement au sein de la minorité cette amateurisme alors que tout était mis sur place, tout était sur un plateau, tout était mis sur un plateau par l'OPR pour bien gérer cette situation.

M. le président, tour à tour les Membres du côté de la minorité vont aller en détail dans les difficultés que nos représentés font face avec des témoignages à l'appui pour soutenir ici ce que nous reprochons au Commissaire de la Santé ainsi que toute l'équipe de la majorité pour leur indifférence face au nombreux appels de nos concitoyens. Dans nos interventions nous allons démontrer avec force le bien fondé de nos propos concernant principalement le secteur de la santé mais aussi les autres domaines de responsabilité tombant sous l'égide du commissaire en question.

Pour la suite de mon discours je vais donner les autres raisons principales qui nous ont poussés à en arriver là aujourd'hui. J'aimerais souligné que nous n'avons rien de personnelle encore une fois avec le Commissaire Volbert mais étant donné l'importance du secteur sous

## **/UNREVISED/**

sa responsabilité, il est de notre devoir de faire part de nos observations pour que le Commissaire ainsi que tous l'Exécutif sort de leur myopie du quotidien et prend un peu de recul pour prendre les actions nécessaires pour la santé et les bien-être de notre population.

M. le président, la richesse principale de Rodrigues est sa ressource humaine. Sa santé doit faire l'objet d'une réflexion profonde afin de le pourvoir des meilleurs soins possibles, le garantissant ainsi son droit à une bonne santé physique et mental.

M. le président, j'ai été choqué et outré par l'attitude du Commissaire de la Santé lors des débats sur le discours du budget 2024-2025 en mars dernier. Lors de son discours, le Commissaire a fermé les yeux sur la souffrance de notre population en parlant des remarques faites par les Membres de la minorité affirmant que toute cette souffrance ne constitue qu'un petit point noir sur une feuille blanche représentant tout son bon travail d'après lui dans le secteur. Ne répondant à aucune de nos critiques, il a lui-même admit que problème il y en a et en minimisant leur importance il a démontré que clairement son indifférence face au difficulté de son peuple, peuple qu'il s'est engagé à servir de par son engagement en politique. Face à ce comportement, M. le président, nous de ce côté de la Chambre avons décidé de lui faire entendre raison et du même coup mettre ce gouvernement face à ces responsabilités envers le peuple qu'il veut unir.

M. le président, je vais maintenant énumérer les autres raisons principales que nous voulons mettre de l'avant pour soutenir cette motion de blâme contre le Commissaire de la Santé. Par soucis de compréhension je vais apporter certaine précision quant au problème énoncer sans toutefois aller dans trop de détail afin de donner l'opportunité aux autres Membres de la minorité la chance de faire entendre aussi les voix de ceux et celles qu'ils représentent au sein de cette Chambre. Les autres raisons principales peuvent être classés sous quatre chapeaux : les difficultés que font face les personnels du service ; la qualité de service offertes à nos concitoyens ; l'acquisition des équipements pour le service, et les nouvelles mesures apporter par notre Commissaire de la Santé.

Les difficultés que font face les personnels, M. le président. M. le président, je suis triste de dire cela mais le personnel du secteur de la santé est démotivé à un point que pas moins que la semaine dernière de nombreux officiers étaient tellement remontés qu'ils envisageaient de faire une grève. C'est grave, M. le président. Pourquoi une grève, M. le président ? Nombreux sont ces officiers est qui ont tous donnés pour assurer une continuité et la bonne qualité du service pendant le mois écoulé au vu de leur paye verser à la banque.

**/UNREVISED/**

Oui, M. le président, beaucoup d'officiers n'ont même pas eu leurs fiches de payes comme à l'accoutumer. Après calcul ces travailleurs disent qu'ils ont eus que leurs *flat salary*, la compensation et le *travelling* seulement. Donc, pas de *night shift allowance*, pas de *night shift bonus*, pas de *bank allowance* et pas de *public holiday allowance*. Alors qu'ils se sacrifient pour assurer un bon service, c'est ainsi qu'ils sont traités, M. le président. Je vous livre les réactions d'un officier sur le réseau sociaux, M. le président, pour montrer son dégoût face à une situation qui ne cesse de perdurer. Et dans son message il s'est remémoré de ces cours de français au collège et devait conjuguer le verbe travaille au présent de l'indicatif - je travaille ; tu travailles ; il/elle travaille ; nous travaillons, vous travaillez, ils/elles profitent, M. le président.

*(Interruptions)*

Nous de côté de la Chambre nous sommes peiné devant cette situation et de par cette motion nous nous mettons à leur côté en partageant leurs souffrances. Autre exemple, M. le président, un médecin m'a confié qu'ils n'ont pas encore eu leurs allocations pour le travail qu'ils ont abattus depuis le cyclone Freddy, depuis début 2023. Nombreux sont ceux parmi les officiers les plus âgés qui s'empresse de prendre leurs retraites alors qu'ils pouvaient même aller encore quelque temps. Des ambulanciers et leurs attendant et des officiers de Health and Safety, nous ont rapportés qu'ils n'ont pas eus leurs *overtime* depuis juillet 2023, M. le président. Tout cela, M. le président, ne constitue pas un petit point noir sur une feuille blanche, c'est plutôt une grosse tâche dégoulinante qui si on ne fait pas attention va noircir tout le papier car le service repose entièrement sur les personnels, M. le président.

Deuxième point, donc la qualité de service offert à nos concitoyens. Le confort et l'hygiène. Malgré les nombreuses annonces du commissaire de la Santé à l'effet que le service de la sante s'est grandement amélioré à son arriver à la tête de cette commission. Nombreux sont les membres du public qui nous rapporte le manque d'hygiène au sein de nos institutions hospitalières.

Nous avons dénoncé la présence de punaise de lit dans les salles. Ces salles ont été fermées pendant plusieurs jours pour que nos dirigeants viennent ensuite nous dire que c'était cinq *la kok pinez*, M. le président.

Patients et infirmiers nous ont signalés l'insalubrités ainsi que le manque de drap et de matelas dans les salles. Un patient qui souffre d'un cancer m'a relaté d'une situation qu'il qualifie de désolation pour le service. M. le président, lorsque pour faire sa chimio l'un de ces

**/UNREVISED/**

amis souffrant de cette même maladie. Le personnel a dû faire le tour de l'hôpital pour trouver un matelas ainsi qu'un drap pour étaler sur un lit pour allonger le patient pour arriver à la suite avec un matelas tacheté de sang. Il a fallu l'intervention d'un docteur qui a constaté cet état de chose pour que ce patient ne s'installe pas sur ce lit. Il faut souligner, M. le président, qu'alors qu'auparavant les patients qui faisaient leurs chimio avaient une place dédiée pour leurs traitements. Par manque de place suite à la décision absurde du commissaire de fermer le centre de santé de La Ferme. Donc, ils ont été obligés de trouver une petite place dans le *Male Ward*.

Les manques de place dans nos hôpitaux. Oui, M. le président, des décisions absurdes et irréfléchies ont été prises par le commissaire. Il s'est entêté à convertir un bâtiment qui a été conçu pour un espace de bureau en 'Area Health Centre' délaissant ainsi le centre de santé de Zita Jean Louis où il y a quelques 32 places. Il devait en même temps fermer le centre de santé de La Ferme où il y avait quelques 17 places. Donc, notre *bed capacity* s'est retrouvé avec ces décisions diminuer quelques 49 places, M. le président. Il s'en est suivi une pression sur le service et pour faire face il a pris la décision d'ouvrir des annexes et déplacés nos patients souffrant de cancer et d'autres.

Il est à souligner les mauvaises conditions de travail des officiers qui sont postés dans ces annexes. Pas de toilette, un seul officier qui est posté à la fois, pas de médicament, etcetera. C'est ainsi qu'on procède à un tri de patient pour occuper ces annexes en y envoyant les cas les moins graves. Si jamais, il y a un problème comme un arrêt cardiaque, l'infirmier ou l'infirmière serait seul sans aide aucune, sans équipement et sans médicament pour prodiguer les premiers soins à un tel patient. Croissons les doigts, M. le président, pour que le tri se face convenablement et que de tel problème ne survienne...

*(Interruptions)*

...convenablement et que de tel problème ne survienne pas lors de l'admission dans ces annexes qui se fait parfois très tard dans la nuit.

Le service hémodialyse, M. le président. M. le président, lors de nos conférences de presse et nos interventions dans cette Chambre nous avons soulevé à mainte reprise la question de dialyse. Le gouvernement OPR sortant devait prendre la décision pour décentraliser ce service à La Ferme parce que le risque d'une contamination n'ait pas été écarté car cela s'est déjà produit à Rodrigues, M. le président. Avec le gouvernement l'Alliance, le projet a été abandonné et ils ont décidés de ré-centraliser le service au Queen Elizabeth

**/UNREVISED/**

Hospital même si ceci constitue un risque très important pour nos patients. Pendant ces deux dernières années, ces patients dialyser ont eus beaucoup de difficultés. Le nombre de machine en état de marche diminuait entraînant une augmentation dans le nombre de session pour les patients ainsi que pour tous les soucis de transport rencontrer pour leurs retours à la maison. Une pétition a même été signé et envoyé au ministère de la Santé, au commissaire, au Minority Leader, entre autre, pour leurs faire prendre conscience de leurs souffrances.

Le nouveau bloc dédié à l'hémodialyse est en service depuis peu flambant neuf mais on constate déjà les failles. Il y a un problème avec l'installation électrique dans ce bâtiment. On nous a rapporté qu'il a fallu couper le courant dans le 'Mess' des médecins pour pouvoir avoir une intensité de courant suffisante pour opérer les machines. Il y a eu selon nos renseignements même une coupure d'électricité alors que les patients étaient *load*, c'est-à-dire, déjà brancher sur les appareils. Les patients qui restent pour un long moment se plaignent de la non-existence d'un *waiting room* pour qu'ils puissent s'asseoir et manger avant de faire leurs sessions de dialyse. Actuellement, *ape manz dan la main*, M. le président.

Manque de médicament à l'hôpital. Donc, les manques de médicaments dans les pharmacies publiques persistent toujours, M. le président. Et nombreux sont ceux dans le publique qui se plaigne de cette situation. Devant l'augmentation du coût de la vie beaucoup de Rodrigues se trouve dans l'obligation de se tourner dans les pharmacies privées pour avoir leurs médicaments.

Dans sa réponse à une question, la question B/78 en juin 2023, le commissaire disait ceci, je cite :

*"I am informed that there is a long list of drugs as listed by the Drugs and Therapeutic Committee of Therapeutic Committee of the Ministry of Health and Wellness which is not available at the level of the Ministry since the pandemic of COVID-19. However, my Commission is procuring those drugs on the local market explaining the short list of drugs not available in Rodrigues."*

Malgré les promesses du commissaire, cette situation perdure et la liste des médicaments manquants s'allongent – Kemadrine, Beclonasal Spray, Otravine, tablet Migril. Une longue liste, M. le président. Nos patients continuent de mettre la main dans leurs poches pour leurs santés dans un pays où la santé est gratuite.

L'acquisition des équipements pour le service. M. le président, la question d'équipement est primordiale pour le service de la santé. Le commissaire de la Santé flatte

**/UNREVISED/**

beaucoup ces réalisations dans ce domaine. Nous au sein de la minorité nous constatons qu'il y a une mauvaise planification de la part du commissaire dans ce domaine. Beaucoup de fait d'annonce, M. le président,

Le scanner – en effet, le commissaire de la Santé devait dans le discours du budget 2023-2024 se vanter qu'il allait faire l'acquisition d'un appareil pour l'imagerie à résonance magnétique, l'IRM. On s'avait que c'était du bluffe, M. le président, car il n'avait pas le moyen dans le budget pour cela. Où est l'IRM, M. le président ?

Et cette année dans le budget 2024-2025, il change de langage. Il va cette fois-ci acquérir un nouveau CT scan alors que celui qui est en panne depuis fin novembre 2023 n'est pas réparé même s'il y a un rapport qui dit que l'appareil est réparable pour quelque Rs1.8 millions. Entretemps nos patients sont transférés à Maurice et subissent toutes sortes de difficultés dont l'épineux problème de logement. C'est un manque flagrant de planification de la part du commissaire et nous tenons à dénoncer cela aujourd'hui, M. le président.

Point of care testing (POCT) – je vous avoue, M. le président, que c'est par la bouche du commissaire Volbert que j'ai entendu ce mot pour la première fois, ce mot POCT. Pour en savoir plus, j'ai posé des questions ici dans cette Chambre mais à ma grande surprise j'ai constaté que toute a été fait pour ne pas y répondre. On a usé de subterfuge pour ne pas y répondre jusqu'à aller dire que même les thermomètres sont considérés comme POCT alors que c'était clair que je parlais des appareils qui ont été commande et acheté par l'argent des contribuables et *commissioned and tested* le 17 mai 2023 et installait au dispensaire de Petit Gabriel, Roche Bon Dieu, Port Sud Est, Rivière Coco, Cascade Jean Louis au *new area health centre* de Mont Lubin à Zita Jean Louis et La Ferme. *Nou pou revini*, M. le président, car il faudra rendre des comptes. Combien on coutait ces appareils ? Sont-ils utilisés aujourd'hui ? Combien de test on était effectué par chaque appareil ? Et qui a fait la recommandation pour ces POCT ? Nous allons poser encore des questions et prendre d'autre mesure si nécessaire pour faire la lumière sur cette acquisition, M. le président.

ICU - M. le président, regardez l'incohérence. Dans le ICU, deux appareils importants ne fonctionnent pas, le *troponine eye analyser*, le *ABG – Arterial Blood Gas*. Un depuis deux ans et l'autre depuis six mois. Le *troponine*, comme vous le savez, vous qui était prof de Biologie, est une protéine qui est relâché dans le sang quand une personne à une crise cardiaque ou autre dommage lier au cœur et le ABG mesure la balance entre l'oxygène et le dioxyde de carbone dans le sang pour voir si les poumons fonctionnent normalement. Cet

## /UNREVISED/

appareil mesure aussi le PH du sang, M. le président, vous qui était mon prof de Biologie, vous savez bien l'importance de ces paramètres pour suivre le fonctionnement des reins et les poumons.

Les officiers nous rapportent que les demandes ont été faite mais jusqu'ici rien. Ils se sentent ainsi exposer car ils doivent agir à l'aveugle sans pour évaluer l'état des patients sous respirations artificielles par exemple.

Le bloc opératoire, M. le président. M. le président, avec l'avenue de ce gouvernement l'ancien bloc opératoire à bouger pour aller dans le bloc de la maternité. Cette salle comprend seulement une salle comparer à deux dans l'ancien et cela comporte des risques accrus pour une contamination. Actuellement on nous rapporte une augmentation des infections des plaies après les interventions. Donc, nous nous demandons si les commissaires sont au courant de cela et quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour connaitre la source du problème.

Les nouvelles mesures apporter par notre commissaire de la Santé. L'hôpital moderne – dans le discours du budget 2021-2022 on peut y lire ce qui suit, je cite :

*Paragraphe 48 – « Ces investissements permettront premièrement de démarrer la phase 1 des travaux de construction pour le projet de l'hôpital moderne (il y a les chauffeurs à l'hôpital Queen Elizabeth) au cout de Rs300 millions. Un nouveau bâtiment permettra d'augmenter le nombre de lit disponible et accueillera les services spécialiser tels qu'une unité de dialyse, deux blocs opératoires avec tous les services annexes, des salles plus spacieuse pour les consultations et une unité de soin intensif pour post-opératoire. »*

Une somme de Rs39,450,000 était prévue dans ce budget 2021-2022 pour la première phase de ce projet. Dans une de ces réponses, le commissaire nous a fait comprendre qu'il n'avait rien sur papier concernant ce projet et s'est empressé pour courir derrière son hôpital moderne à Plaine Mao.

M. le président, j'ai vécu un moment de solitude quand lors d'un 'live' avec des experts pour discuter de ce projet, tous l'armada avec le commissaire n'avait pu répondre à une simple question sur le nombre de lit qu'ils ont décidés à mettre dans cet hôpital. Le commissaire a même dit aux experts que, ce serait à eux de statuer sur la question. Si le ridicule pouvait tuer, M. le président, nous serions depuis longtemps transformé en poussière.

**/UNREVISED/**

Le 'unsorted' - M. le président, c'est cet endroit que le public surnomme 'parc cabri'. Cela fait suite à une publication sur Facebook du commissaire lui-même. D'aucun ne se demander qui il pointait du doigt en disant qu'il a fait la demande pour des Watchmen et que sa demande n'a pas été agréée. Le citoyen l'Anda avait demandé, s'il a demandé à lui-même en tant que *political head* et qu'il a lui-même refusé. Cela frise le ridicule, M. le président. Cette initiative est fort louable, M. le président, mais quand on n'arrive pas à organiser correctement une telle unité toute la bonne volonté est relégué au second plan pour ne voir que l'incompétence de nos dirigeants, M. le président.

Pour terminer, donc le Cardiac Unit. Nous attendons l'ouverture de ce Cardiac Unit annonçait, M. le président. A la commission il n'y a pas de cardiologue en permanence mais le commissaire persiste dans son projet, les Nursing Officers former sont déployés dans d'autres unités et risque d'être promu dans d'autre grade mais toujours pas de Cardiac Unit. Des décisions sont prises sans prendre en compte tous les aspects du problème.

Donc, après avoir énuméré les raisons principales en support de la motion donc je vais terminer mon introduction ici, M. le président, et donner l'occasion aux autres Membres pour détailler davantage sur la bien fonder de la motion.

With these words, Mr Chairperson, I commend the motion to the House.

*(Applause)*

**The Commissioner for Tourism and Others (Mr J. A. Wong So):** M. le président, nous sommes réunies aujourd'hui au sein de cette Assemblée pour débattre d'une motion de blâme contre le commissaire de la Santé, mon ami, mon collègue, Nicolas Volbert. Je vais probablement d'emblée essayer quand même de brosser un tableau de l'homme qu'il est pour faire en sorte afin que tout le monde au sein de cette Assemblée puisse quand même connaître la personne, la personnalité qu'il dégage et ce que lui il a repris depuis qu'il est arrivé à cette Assemblée.

Vous vous rappelez en février 2022 il y a eu les élections régionales à Rodrigues et que j'ai eu la chance moi en tant que nouveau venu dans la politique d'être son colistier dans la Région 1. Et que de ce fait j'avais des appréhensions en tant que nouveau venu dans la politique de ce dire que bon on va se mettre dans la reine politique et quel va être le résultat par la suite. Pendant la campagne je peux vous dire me si la campagne n'a pas été aussi longue qu'on l'aurait imaginé, c'est que j'ai pu pendant cette période voir un petit peu le sens d'organisation et le sens de management de la personne que mon ami est, mon camarade

**/UNREVISED/**

Nicolas Volbert. Et qu'on a fait en sorte de travailler en une équipe solide et redoutable et on connaît tous les résultats. Les résultats sont ainsi messieurs et mes dames, M. le président, c'est une sanglante défaite de l'opposition, que vous êtes en ce moment-ci dans Région 1 dont on a remporté par plus de 850 voix je crois. Voilà, pour être plus précis il dit 864 voix. C'est pour voir, M. le président, c'est la première et unique fois, je ne sais pas s'il y aura d'autre fois mais c'est la seule et unique fois ou on a remporté avec un écart aussi considérable. Qu'est-ce que ça démontre, M. le président ? Ça démontre que les gens avaient confiance en nous, avaient confiance en ces gens qui étaient présentés comme candidats de par leurs compétences, leurs loyautés et leurs capacités à pouvoir gérer les affaires du pays et on a eu l'honneur, je peux dire, prestige de pouvoir quand même battre un ancien président de la Chambre et un ancien Chef commissaire. Ce n'était pas des moindres comme adversaires qu'on avait. C'est juste pour vous démontrer, M. le président, un petit peu la capacité de la personne de pouvoir quand même emmener les gens vers lui afin de pouvoir faire comprendre des idées qu'il veut préconiser. Donc, il a le sens de l'organisation, ce qu'on peut lui reprocher des fois est d'aller un peu trop vite mais néanmoins il a la capacité de pouvoir quand même gérer les affaires du pays et étant à la tête de la commission de la santé je peux vous dire qu'il en a fait plein de réalisation. Vous en avez en votre possession en ce moment même un magazine souvenir qui va énumérer tous les réalisations de sa commission. Je suis sûre que les orateurs qui vont passer après moi auront la chance quand même d'en débattre quand même des réalisations de cette commission mais en feuilletant le magazine j'ai un petit reproche à faire à mon ami et collègue commissaire Volbert dans le sens que, je suis au sein du Rotary on lui a remis justement un réfrigérateur et voilà il n'y avait pas assez de place, ça n'apparaît pas dans le magazine. Je suis un peu désolé. Frustrer non mais un peu désolé.

*(Interruptions)*

Ce qui fait bon on avait donné un réfrigérateur pour les pentes de sang. Bon c'était juste pour vous dire. Il y a tellement de réalisation que probablement il a dû laisser quelques-uns pour une prochaine parussions éventuellement. Voilà, éventuellement.

Alors, M. le président, venons-en à cette motion de blâme. Le respecte Membre Jean Rex Ramdally il a énuméré éventuellement, si je peux m'exprimer ainsi, les faux bons de notre commissaire. Mais ça ne tient pas la route. Ça ne tient pas la route. Moi si j'étais à la place du Président, j'aurais fait voter toute de suite et on aurait terminé. Parce que justement il n'y a pas d'argument. Ce que vous êtes en train de dire. Vous êtes en train de dire qu'il y a

## /UNREVISED/

eu des disfonctionnements au niveau des services de la santé. Je vais vous dire une chose, il y a un Directeur de la santé, il y a un commissaire. La santé comme vous le savez on n'est pas des *policy makers* dans la filière de la santé. Dans ma commission où je suis au niveau du tourisme j'ai la responsabilité de quand même développer des *policy* mais au niveau de la santé il y a un Directeur de la santé qui est responsable de la gestion de tout ce qui se passe à l'intérieur du service de la santé. Je ne dis pas de la commission de la Santé. Je ne vais pas énumérer tout ça parce que je pense que le commissaire et d'autres membres vont intervenir après moi vont pouvoir le faire. Ce n'est pas la peine. Ce n'est pas la peine d'aller dire – je vous donne un exemple flagrant. Vous parlez de dengue, M. le président, le respecte Membre Ramdally a parlé de dengue. Je crois le nombre le plus important qu'on est arrivé chez nous, allons dire on peut arrondir à 300 cas de dengue à Rodrigues si ce n'est pas moins peut-être. Est-ce que vous connaissez le nombre de cas de dengue en ce moment-ci à Maurice ? Toute proportion gardée mais je vais dire, je vais dire, s'il y a 2,000 cas à Maurice je peux vous dire s'il y avait 2,000 cas qui ne sont pas contenu on aurait 10,000 cas dans un mois. Et, quand est-il dans La Réunion ? On ne va pas aller loin. A La Réunion, est-ce que vous savez qu'à La Réunion dengue est considéré comme une maladie endémique éventuellement ? c'est tellement présent pour si longtemps que la dengue est considéré comme une maladie endémique à La Réunion aussi bien qu'à Madagascar éventuellement. Donc, vous avez fait une longue liste des choses qui ne fonctionnent pas au niveau du service de la santé, si jamais ça s'avère vrai, c'est qu'il faudrait voir au niveau de l'administration de l'hôpital. Non, mais c'est le Directeur de la santé... mais écouté vous mettez en cause le commissaire, c'est le Directeur de la santé qui doit être responsable valeur du jour par rapport au commissaire, il doit rapporter. Vous croyez que le commissaire doit quitter son bureau à 9hr et à 9hr30 il aille voir quand même qu'il y a des médicaments qui manquent.

Parlons en des fameux médicaments. Vous croyez que c'est à Rodrigues seulement qu'il y a un manquement de médicaments ? A Maurice c'est pire. Le commissaire aurait la chance quand même d'énumérer le nombre de médicament qu'il n'y a pas en ce moment-ci et, on l'avoue qu'il n'y a pas. Ce n'est pas sorcier. Mais je peux vous dire que dans d'autres régions du monde on chauffe justement de ces problèmes d'approvisionnement.

Pour sortir un peu de ce contexte de la santé, je peux vous dire que le monde est en train de souffrir qu'on n'arrive pas à produire autant de voiture électrique parce que les fournitures de batterie n'arrivent pas à satisfaire la demande. Même pour les portables, les fameux mobiles qu'on a, le lithium qu'on remet dedans il n'y en a pas assez. C'est juste pour

**/UNREVISED/**

vous dire qu'il faut taxer les gens d'incapacité ou de non-professionnalisme parce qu'il y a un manque quelque part. Il faut savoir ce qui se passe à travers le monde, M. le président. Le monde est en train de souffrir d'un manque de pas mal de produit.

*(Interruptions)*

Entre autre éventuellement. Merci, Chief d'avoir quand même mentionner tout ça.

Donc, moi ce que je peux vous dire, s'il y a des manquements, oui on l'admet il y a des manquements mais ce n'est pas une raison de venir de l'avant avec une motion de blâme pour dire que le commissaire est responsable de la commission et que la gestion est *faulty*. Si la gestion est *faulty* quelque part messieurs les Membres de la minorité il faut savoir qu'il y a quelqu'un qui gère la santé, c'est un Directeur avec tous son équipe et ce qui est dommage valeur du jour, vous savez très bien qu'on a nos sœurs et frères Rodriguais qui sont à la tête de la direction de la santé à Rodrigues. C'est que vous êtes de dire que ce sont des gens incapables. C'est le message que vous êtes en train de transpirer à la population de dire que les gens qui sont à la tête de la commission en terme de gestion de la santé se sont des incapables dont les points qui on était mentionnés par le respecte Membre Jean Rex Ramdally.

Donc, ma question est la suivante, M. le président, on va probablement passer des heures et des heures à venir dire qu'il y a eu des disfonctionnements au niveau de la commission de la Santé parce que tel truc ne marche pas, telle manquement ceci, telle manquement cela. Mais je peux vous dire, si vous regardez le ministère de la Santé, on lui tire à boulet rouge matin, midi et soir à Maurice. Mais on continue à évoluer. Mais c'est comme ça. Mais ce n'est pas une raison quand même de venir de l'avant pour dire que bon une motion de blâme est nécessaire pour voir le bon fonctionnement. C'est un petit peu mon avis valeur du jour en ce qu'il s'agit du fameux centre de Zita Jean Louis, je sais le commissaire en question à plein de réponse à vous donner. Concernant l'hôpital modern aussi je suis sûre qu'il aura la chance quand même de le faire.

Parlons-en du fameux scanner. Ce que les informations qui ont été glané de part et d'autre que le scanner malheureusement ce n'est pas des fautes techniques mais ce sont des fautes dont les utilisateurs qui utilisent ce scanner qui éventuellement occasionnent des pannes techniques.

*(Interruptions)*

**/UNREVISED/**

Non, éventuellement il faudrait quand même qu'il y ait des formations. Eventuellement, voilà. Et ce n'est pas nous, c'est la personne qui est responsable de la santé en tant qu'administrateur il doit trouver s'il y a des lacunes. Eventuellement, on essaye de former les gens pour que ces gens-là puissent quand même être... voilà.

Moi, M. le président, cette motion de blâme n'a pas sa raison d'être. Si j'avais la possibilité j'aurais passé directement éventuellement au vote et de faire en sorte que la motion passe ou ne passe pas. Mais la démocratie parlementaire veut que tout un chacun va exprimer. On laissera le soin à tout un chacun de vouloir dire de l'autre côté de la Chambre ce qu'il en pense de la commission.

Moi, je voudrais quand même que vous parlez de la commission de la Santé pas du commissaire de la Santé parce que vous mettez l'homme de l'avant c'est l'institution que vous devriez viser et non pas l'homme. Si vous avez affaire à l'homme c'est sur un autre espace qu'il faudrait quand même en débattre. C'est mon humble avis. Bon, je peux être un peu en tort là-dessus. Alors je peux juste dire qu'il en a fait tellement, tellement de réalisation. Le magazine, je pense reflète probablement la moitié de ces réalisations. Il y va de soi. Il y va de soi. Je reconnais moi-même que nul n'est parfait en la matière. Il se pourrait qu'il y est des manquements mais néanmoins il faut aussi reconnaître l'homme qu'il est à travers ces réalisations. Il ne faut pas négliger tout ça et voir que le *dark side of the person*. Il faudrait quand même donner la chance à la personne de dire mais bon il a le mérite d'avoir fait sortir même si c'est aujourd'hui quand même d'avoir fait sortir, à faire paraître un magazine souvenir pour étaler en long en large son bilan.

Bon, M. le président, je ne vais être long. Je sais que les membres de ce côté de la Chambre vont pouvoir en débattre éventuellement pour démontrer que cette motion de blâme n'a pas son raison d'être et qu'au moment du vote on va constater le résultat.

Merci, M. le président.

*(Applause)*

**The First Local Region Member of Grande Montagne (Dr. Agathe):** M. le président, je vous remercie de m'accorder la parole dans le cadre de ce débat sur la motion de blâme qu'a déposée mon collègue, le respecte des membres, Ramdally. J'aimerais commencer par dire moi aussi que ce n'est pas avec gaieté de cœur de ce côté de la Chambre que nous sommes arrivés la décision de déposer cette motion contre le commissaire de la Santé. Il a été dit par ailleurs à travers cette motion nous avons voulu principalement faire échos des cris et

## **/UNREVISED/**

des doléances de la population mais j'aimerais dire que nous souhaitons aussi venir avec des propositions afin de remédier à la pagaille actuelle dans le système de la santé. Ces derniers temps au quotidien des personnes nous relatent et déplorent des problèmes, des disfonctionnements qu'elles ont connues dans notre système de santé. Il y a une perte de confiance, la population a beaucoup perdu de confiance dans le système. Il est grandement nécessaire de restaurer cette confiance perdue pour le bien de tous. M. le président, nous croyons que le système de santé est actuellement malade car il n'assure pas l'accès à des soins de qualité, efficace et équitable pour tous. Comment en est-on arrivé là ? Depuis le début du présent gouvernement, le commissaire de la Santé a tendance à attribuer l'existence des problèmes relevant de sa responsabilité à l'ancien gouvernement.

Cette motion de blâme nous offre la possibilité de démontrer que le problème réside dans le mode de gestion du système actuel ou plus largement dans sa gouvernance. La gouvernance fait référence à la manière dont une institution est dirigée et contrôlée. Cela inclut la répartition des rôles et les responsabilités au sein de l'institution, les processus de prise de décision et le respect des règles et des et des procédures. La responsabilité de bien faire fonctionner la commission de la Santé revient au commissaire et au Conseil exécutif. Donc, la façon dont on prend des décisions, la façon dont on fixe ses cas, la façon dont on contrôle la réalisation des objectifs. Cette responsabilité revient au commissaire de la Santé. Et lorsque nous venons nous a déposé cette motion de blâme c'est vraiment pas par amusement loin de là, M. le commissaire Wong So. C'est bien parce qu'il y a des indicateurs qui nous démontrent qu'il y a des problèmes. On aura l'occasion de revenir là-dessus. Il y aura d'autres membres qui vont démontrer comment depuis janvier de cette année il y a une augmentation anormale du nombre de décès. Veut dire c'est vraiment... et les chiffres parlent de beaucoup. C'est quand même des indicateurs qui sont là. Donc, je crois que dans la population il est assez bien répandu l'expérience de souffrance que vit la population par rapport à la maladie de la dengue. Moi-même je vais en dire quelques mots.

L'épidémie de la dengue fait beaucoup de dégâts à Rodrigues et c'est dégâts on aurait pu les avoir évités s'il y avait une gestion plus rigoureuse, une gestion digne de ce nom de notre système de santé.

M. le président, il est aujourd'hui très clair que la qualité de la gouvernance fait beaucoup défaut lorsqu'il y a ingérence du politique dans les domaines de responsabilité qui ne lui revienne pas telle que l'administratif et le technique lorsque des procédures et des protocoles établis sont bafoués, lorsque l'autonomie de certaines institutions telles que par

## **/UNREVISED/**

exemple les services des pompiers ne sont pas respectés. Ce qui se passe à la commission de la Santé nous permet vraiment de mesurer l'importance d'une bonne gouvernance pour assurer le bon fonctionnement et la pérennité d'un système ou d'une institution. Et là, je me réfère au système de santé.

La mauvaise gouvernance entraîne des problèmes à tous les niveaux et impact les intérêts des diverses parties prenantes telle que les patients, le personnel médical et non médical ou encore les fournisseurs ou les bénéficiaires sociaux, qui voir dans le détail ce problème de mauvaise gouvernance au moyen de quelques problèmes que vit le système. Et je voudrais revenir à ce qu'avait dit précédemment le commissaire Wong So disant que la commission de la Santé n'a pas la responsabilité en terme politique. Et j'aimerais dire que la gouvernance en matière de santé nécessite une approche globale et la commission à la responsabilité dans certain domaine ou plus largement le Conseil exécutif à des responsabilités politique dans certains domaines qui eux aussi concours au fonctionnement de nos services de santé. Un exemple en ce qui concerne la gestion de la dengue, on voit bien que le nettoyage de l'environnement que contribue à faire ralentir la prévalence de l'épidémie, la prévalence de la maladie. Donc, cela montre bien que la gouvernance de la santé ou les responsabilités politiques dans le bon fonctionnement d'un système de santé ne revient pas uniquement à la responsabilité politique dans le domaine qui revient au niveau central. Il y a plein de domaine de responsabilité qui revienne à l'Assemblée qui peuvent concourir au bon fonctionnement de notre système de santé et cela nécessite une coordination. Par exemple, lorsque vous parlez du domaine de la formation, la formation des techniciens pour manier le scanner ou la formation des médecins pour pouvoir se perfectionner et assurer, qu'ils soient à jour des progrès qui s'effectue dans le domaine. Mais cette responsabilité revient aussi à la commission de la Formation. Donc, il y a plein de domaine où l'Assemblée a compétence qui peuvent contribuer au bon fonctionnement de notre système de santé. La gouvernance de la santé ne revient pas uniquement à la commission de la Santé. Donc, j'aurais l'occasion de revenir là-dessus par exemple en parlant de ce projet du nouvel hôpital. Voyons la question de la gestion de dengue comment il y a un problème de gouvernance à ce niveau. M. le président, les membres de la minorité se sont déjà exprimés sur la responsabilité du gouvernement régional actuel au sujet de la propagation de l'épidémie de la dengue et comment cela aurait pu être évité. Alors par manque de transparence, de surveillance, de contrôle et de pragmatisme, l'infection s'est

généralisée en une épidémie alors que toute l'attention aurait dû être mobilisé à chaque instant afin d'éviter la propagation de la maladie.

M. le président, par manque d'égard au bien-être de la population, par manque de transparence il n'y a eu une surveillance épidémiologie efficace permettant de détecter rapidement les cas de dengue, de les suivre afin d'orienter les interventions pour éviter la propagation.

L'intérêt du secteur touristique étant prioritaire pour ce gouvernement, il a préféré de ne pas communiquer au public les premiers cas. Il a été aussi délibérément choisi à l'encontre d'un protocole de bonne surveillance de ne pas effectuer des tests de dépistage pour détecter les cas. Alors que les premiers cas ont été détectés en décembre 2023 et la maladie était déjà bien présente dans l'île en janvier 2024, les tests de dépistage n'était toujours pas effectué de manière systématique. La population n'était pas informée et invité à participer à prévenir à la propagation de l'infection.

En résumé tous ce qu'il fallait faire pour éviter la propagation de la maladie n'a pas été fait. Un protocole approprié de lutte contre l'épidémie n'a pas été appliqué dès le début et le résultat n'a pas manqué d'arriver qu'il y ait eu une propagation et une généralisation de l'épidémie. Les agents de santé par exemple ont été invités à s'impliquer sur le tard et le gouvernement n'a pas su utiliser les moyens que nous utilisons d'habitude, par exemple, les comités de village afin d'emmener la population à se mobiliser sur les différents fronts que ce soit le front des nettoyages des villages ou de la protection contre les piqûres de moustiques. Le gouvernement n'a jamais eu le sens d'urgence de la situation alors que l'épidémie se propager et que des personnes y perdaient leurs vies. Ce manque de diligence, de transparence, de sens de l'intérêt général, l'intérêt de la population a eu pour résultat la diffusion de l'épidémie dans l'île avec son lot de mort et de conséquence pour notre île en tant que destination touristique.

M. le président, faute d'avoir bien géré l'épidémie le nombre élevé de malade à entraîner une surcharge sur notre système de santé, qu'il y a eu des difficultés à assurer une prise en charge médicale adéquat des patients atteint de la dengue. Nous avons été témoin de la vitesse à laquelle la situation de beaucoup de patient s'est dégradé entraînant parfois des décès. Voyons la question de la gouvernance sous l'angle maintenant de la continuité des programmes et la continuité de l'état.

**/UNREVISED/**

M. le président, le gouvernement actuel fait-il une différence entre changement de politique et continuité de programme. A son arriver au commande le gouvernement régional s'est amusé a arrêté des nombreux programmes et projets dont beaucoup étaient presque arriver à leurs termes et cela au motif qu'il avait la légitimité de procéder à des changements d'orientations politiques. Prenons le cas par exemple du projet 'nu zoli vilaz', projet a caractère participatif par excellence ou une majorité des 100 comités de village de l'île...

*(Interruptions)*

**Mr Chairperson:** Respected Member, I am on my feet. I am on my feet. Okay, we are debating a motion of no confidence in the Commissioner for Health and the other, I would say, all the responsibilities pertaining to his Commission but you are outside. This is not in order. Come back. I have already said remain in the parameters of what respected Member Ramdally said for this motion. You are outside of this...

**Dr. Agathe:** M. le président, il n'y a pas de problème là-dessus, je voulais simplement donner un exemple concret. Ça a été largement pratiqué par ce gouvernement-là de changer, d'arrêter des programmes qui étaient bien engages. C'était le cas pour un projet de développement communautaire qui était quand même assez important et ça a été aussi le cas dans le secteur de la sante. Et c'est là-dessus que je voulais venir. Je ne vais pas m'étaler longuement et largement là-dessus mais ça mérite d'être souligner puisque je ne suis pas là pour parler en dehors du domaine justement qui est le nôtre aujourd'hui. Ne vous inquiétez pas. Je continue.

Donc, referons-nous au ... réserver au projet d'une nouvelle unité de dialyse qui était en voie d'achèvement au centre de santé Christophe Prudence de La Ferme. Alors que la salle dédié à cette nouvelle unité était déjà aménagé. Il avait déjà reçu la livraison des équipements nécessaires à son fonctionnement. Le projet a été arrêté net et les ressources ont été déplacés des mois plus tard à l'unité de Crève-Cœur.

Ce deuxième centre devrait servir de secours dans le cas il y aurait un problème avec l'unité principale de Crève-Cœur comme cela s'était déjà produit dans le passé. Ce sont les patients dialysés qui subissent les conséquences de cette mauvaise décision et ils payent les conséquences sur leur santé. On a pu voir lors du déménagement récent de l'unité de Crève-Cœur dans un autre bâtiment, faute d'un deuxième centre de dialyse, les patients dialysés ont été pénalisés pendant deux semaines. Le personnel en plus a eu à gérer cette situation sous pression dans de très mauvaises conditions. Voyons maintenant cette question de

**/UNREVISED/**

gouvernance sous langue du respect des procédures, des normes et des standards. M. le président, en matière de changement de politique, nous avons aussi connu des changements dans le sens inverse tel que le changement de vocation, des bâtiments administratifs de Mt Lubin en un nouvel hôpital.

M. le président, un hôpital doit être construit suivant des normes et des processus d'accréditation précis. Il y a des protocoles précis à respecter pour garantir la sécurité sanitaire que l'on est en droit d'attendre de la part d'un hôpital. Il y a eu aussi des tentatives poussées pour installer des bureaux administratifs dans les nouveaux locaux des pompiers à Mon Plaisir. Que dire ici du non-respect des services des pompiers qui de par leur statut de fort disciplinaire doit avoir une autonomie de fonctionnement et être respectés dans leur mission ? Ces pompiers sont sollicités pour conduire des ambulances qu'ils ne peuvent assurer le fonctionnement au niveau des services de la santé.

Que dire aussi lorsque l'administration de la Commission de la santé ne procède pas à l'attribution des uniformes auxquelles les pompiers ont droit et pour lequel provision est faite dans le budget 2023/2024. Et je dois vous dire, je ne sais pas si vous avez remarqué cela, M. le président, les jeunes pompiers nouvellement recrutés, ils achètent leurs uniformes sur internet. Certains ont des uniformes d'Italie, certains ont des uniformes des Etats Unis, certains de la chine. Donc, est-ce que c'est digne de notre service disciplinaire des services et des pompiers ? Le projet d'un nouvel hôpital. M. le président, il y a un consensus des deux côtés de la Chambre, de cette Chambre sur la nécessité d'avoir un nouvel hôpital.

Un projet avait démarré sous l'ancien Gouvernement, un plan directeur avait été élaboré et provision a été faite dans le budget 2021/2022 pour le démarrage de cet hôpital qui devait voir le jour sur le site de l'actuel hôpital *Queen Elizabeth* à Crève-Cœur. Ce projet a été abandonné par le présent Gouvernement qui a préféré recommencer à zéro. M. le président, je voudrais savoir suivant quelle critère le Gouvernement actuel souhaite que le nouvel hôpital soit localisé à Plaine Mao. Je me pose la question. Nous savons que cet endroit est dépourvu de service, dépourvu d'accessibilité suffisante (il y a une seule route qui y mène) et dépourvu aussi de centralité.

L'hôpital Crève-Cœur est quand même assez central parce que tous les bus qui viennent de différentes régions permettent à des personnes d'y avoir accès. Mt Lubin a une certaine centralité. La Ferme a une certaine centralité. Donc, un endroit dépourvu de toute centralité, pourquoi ? Pourquoi avoir choisi cet endroit ? Nous aimerions donc savoir, M. le

**/UNREVISED/**

président, quelle est la vision du Commissaire et du Conseil exécutif pour cet hôpital et la façon dont il souhaite saisir de cette opportunité pour remodeler notre système de santé compte tenu des problèmes spécifiques. Des problématiques spécifiques de santé de notre île. Des ressources que l'Assemblée sera capable de mobiliser dans les années à venir et de l'articulation entre les niveaux locaux et nationaux de service de santé.

M. le président, qu'est-ce que cela signifie que le gouvernement fait le choix de ne pas précéder à la réparation du scanner en ce moment ? Alors que cet appareil est essentiel pour poser des diagnostics. Au vu de ces quelques problèmes sur lesquels je vais élaborer, je voudrais demander se prend des décisions à la commission de la Santé. Je suis au courant qu'il y a certains comités qui ne fonctionnent pas comme il se doit, qui a des responsables de service qui ne fonctionnent pas au comité de gestion. Et au vu des problèmes que d'autres collègues vont débattre tout à l'heure, des problèmes de fonctionnement quotidien de l'hôpital, des problèmes allant de la rémunération du personnel, des problèmes de fonctionnement des ambulances, des problèmes de papeterie, des problèmes de médicaments et autres. Comment se prennent des décisions de gestion au jour le jour de la gestion du service de la santé ? Comment se prennent des décisions de nature plus stratégique ? Donc, étant donné les dysfonctionnements, il y a réellement un problème de gouvernance. Et je voudrais rappeler que la responsabilité de la gouvernance revient au Commissaire de la santé et au Conseil exécutif et c'est là-dessus qu'est accès notre motion de blâme et je soutiens fortement cette motion.

*(Applause)*

**MOTION**

**SUSPENSION OF S.O. 9(3)**

**The Chief Commissioner:** Yes, Mr Chairperson, Sir, I beg to move that all the business on today's Order Paper be exempted from the Standing Order 9(3) of the Standing Orders.

**The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.**

*Question put and agreed to.*

**The Commissioner for Health and Others (Mr J. N. Volbert):** Merci, M. le président, de me donner l'occasion de parler un peu sur cette Motion de blâme contre ma personne. J'ai bien écouté tout à le respecté Membre Ramdally ainsi que le respecté Membre

**/UNREVISED/**

Agathe dire qu'il y a beaucoup de morts depuis janvier de cette année. M. le président, je vais déposer les statistiques de cas de décès à Rodrigues. Vous savez, M. le président, ici à Rodrigues, il n'y a que les médecins du service de la sante qui donne des certificats de décès. On n'a pas de médecins privés, on n'a pas de clinique ici à Rodrigues. Donc, tous les décès sont liés, les datas sont rapportés à l'hôpital.

Je vais quand même dire qu'en 2021, il y avait 77 morts du côté des hommes et 64 dames. 2022, 70 hommes, 68 dames, M. le président. 2023, 82 hommes et 67 dames et à ce jour, on a 28, c'est-à-dire up-to-date, 28 hommes et 25 dames. Ce qui fait 53 patients/personnes qui sont décédés jusqu'à maintenant. Je ne sais pas où ils ont eu les statistiques pour dire il y a tellement de morts. Moi, je vais déposer ça pour l'Assemblée. Le respecté Membre Ramdally a parlé des fiches de paye de quelqu'un qui a écrit sur sa page Facebook pour dire : « Je travaille, tu travailles » et cetera. Moi, j'aimerais dire quelque chose. *Bank allowances* sont payés et ce pas une obligation d'aller prendre des emprunts à la banque sur ce *bank allowance*.

Et ce même officier qui a posté sur Facebook, je l'ai vu dans le live le 01 à Malabar dans son t-shirt *I Love OPR*. Non, je vous dis simplement. Il n'y a rien 'so what'. Simplement pour faire comprendre que cet officier, je ne sais pas s'il a été téléguidé ou de son propre gré, qu'il a écrit sur sa page Facebook. Et comme par hasard, on l'a vu à Malabar dans son t-shirt. Il a même pris des photos pour dire « Hey, voilà ! » Et cetera. Donc, pour vous dire quelles sont ces personnes qui écrivent sur Facebook, et cetera. En parlant de l'hygiène, M. le président, j'ai quelques photos à déposer à l'Assemblée. Je ne sais pas si le respecté Membre Baptiste se souvient. J'ai dû aller faire une déposition à station de police de La Ferme en 2019, 2018/2019. Deux fois. Deux reprises. Voilà l'état d'un bureau de La Ferme. Le bureau administratif. Poursuivez, M. Baptiste. Est-ce que c'est de l'hygiène ? Est-ce que c'était de l'hygiène ? Et vous voyez, il y a ça. Je vais déposer ça.

**Mr Lisette:** Mr Chairperson, Sir, I would like to have an explanation because in previous meetings here, you have not allowed such photo to be tabled. And, now, I see that you are allowing same. I would like to know if same privilege is going to be allowed to us on this side of the House.

**Mr Chairperson:** I was coming on this issue. As the House is aware, magazine, from magazine, from newspapers but the photo, you can show it to the House but you cannot leave it on the table of the Assembly.

/UNREVISED/

**Mr Volbert:** De toute façon, M. le président, merci. Ils ont vu. Il y a d'autres photos aussi que j'aimerais montrer. Quelqu'un de l'autre côté a parlé de *unsorted*. 'Kaka kabri.' C'est vrai. Je ne sais pas si j'ai fait la photo mais je pense que je l'ai fait. Parce que ces cabris, pour que ces cabris puissent entrer dans la cour de l'hôpital, il y avait mon prédécesseur qui aurait dû clôturer la cour de l'hôpital pour empêcher les animaux d'y pénétrer. Je vais aussi montrer. Il y a du caca cabris, c'est vrai mais le caca humain qui était comme ça dans le *male ward*. L'année que Simon était Commissaire.

(Interruptions)

'*Monn les zot koze, monn res trankil. Ki to problem? Taler, to pou koze.*' Je vais aussi... Quelqu'un a parlé de *Cardiac Unit*. C'est vrai. Avec le nombre de décès liés au problème cardiaque, et nous avons décidé quand je suis arrivé, d'envoyer quelques officiers, huit au total, d'aller faire leur formation de six mois à Maurice. Et il y a un problème de *tendering* que ça a tardé un petit peu, consultant et ça va arriver. Ça, c'est déjà sur le EPOC d'après ce qu'on m'a expliqué. Et donc, ça va démarrer pour le *Cardiac Unit*. Quelqu'un a parlé de médicament, de manque de médicament. C'est vrai. On a une liste de médicament qui sont en manque. Il y a 14 au total. Même sur le marché local, même sur le marché à Maurice, on n'en a pas ces médicaments.

Donc, il y a le *subsidy*. Mais ce que nous n'avons pas, nous n'avons pas. Parce que même sur le marché à Maurice, même sur le marché local, la pharmacie, même sur Maurice, on n'en a pas. Je vais aussi parler. Il y a, je crois le respecte membre. Le respecte membre Agathe a parlé de : il y a des autres officiers, leur bureau se trouve à Mont Lubin. Juste pour lui rappeler quand je suis venu à Mont Lubin. Ce n'est pas dans le même bloc là où on fait l'hôpital. C'est en haut. Mais moi, quand je suis venu, les officiers étaient à l'étage de l'hôpital de Crève-Cœur. Ils n'ont pas amené des bactéries. Ils n'ont pas amené le fungus. C'était en haut de l'hôpital de Crève-Cœur, à l'étage, là où se trouve le *Blood Donor's Unit*, laboratoire etcetera. Donc, '*mo rapel zot. Zot memwār enn ti pe kourt.*'

Je vais aussi parler de CT scan. Et pas plus tard, il y a une semaine de cela, il y a quelques mois, pardon, j'ai demandé que le ministère nous envoie des techniciens pour voir ce qui se passe à l'hôpital. Il y a trop souvent les équipements tombent en panne. Et pas plus tard qu'une semaine de cela, on a eu le rapport. Et j'ai même le rapport. J'ai déposé au Conseil exécutif et c'est très '*damming*'. C'est très '*damming*', le rapport. Que ce soit ce qui concerne les x-ray machines, que ce soit ce le CT scan. Donc, il y aura des enquêtes. Il y aura

**/UNREVISED/**

des éclaircissements là-dessus. Je ne vais pas déposer parce que c'est confidentiel. C'est juste pour dire que le rapport est tombé il y a une semaine en ce qui concerne les pannes de CT scan et de x-ray à l'hôpital de Crève-Cœur.

Quand je suis venu, M. le président, il n'y avait que trois ambulances et il y en avait 11 qui étaient en panne. ...au ministère des techniciens. Ils sont venus et ils ont fait leur rapport et à un certain temps, on pensait envoyer ces ambulances à Maurice pour faire réparer. Mais quand ils sont venus, ils ont fait le rapport. Les ambulances qui vont en *mechanical workshop* avec disons, un simple panne d'ignition, et après quatre/cinq mois, il n'y a rien dans le ventre. Et le rapport est là. Ça, je peux déposer si vous voulez, le rapport pour les ambulances. Avant de rentrer dans le vif du sujet, j'aimerais dire quelque chose. Pendant 10 ans, mon ami, le respecté Membre Ramdally était dans le gouvernement. Il a posé 146 questions. Il n'y a que neuf qui sont entrées au service de la santé.

Voilà, c'est là. Que neuf pendant 10 ans. Tous ces problèmes que j'ai mentionnés tout à l'heure et que tout à l'heure, je vais dire encore quelque chose un peu, il n'y avait pas de problème pour lui, tout était *okay*, était correct. Ce n'est que 2022 qu'on a tous ces problèmes. Il n'y a que neuf questions qu'il a posées. Voilà. Le *debates* est là. Moi, j'ai posé des questions. C'est moi qui a fait à Simon de ne plus s'asseoir sur le... Je me souviens très bien. M. le président, comme je vous ai dit tout à l'heure, merci de me donner l'occasion de débattre sur cette motion de blâme contre ma personne déposée par les membres de la minorité.

Permettez-moi de débiter avec une citation de Boileau. Ce n'est pas Boileau à Tamarin. « La soif de commander enfanta des tyrans. » Fin de citation. Aujourd'hui, on me reproche de mal gérer le service de la santé. Mais il me semble, M. le président, que les membres de la minorité ont la mémoire courte et semblent avoir oublié tous les problèmes auxquels ces services faisaient face et à quel point la population souffrait et malgré tous leurs cris, rien n'a été fait. Mais aujourd'hui, M. le président, ils ont des troubles de mémoires mais moi, je vais les rafraichir. Tout le monde se rappelle du calvaire auquel faisait face la population pendant que ces mêmes personnes étaient au pouvoir. Les infrastructures étaient délabrées. J'ai quelques photos à montrer. On m'a défendu de déposer. Il y avait l'ancien... L'ancien, M. le président...

*(Interruptions)*

## **/UNREVISED/**

Lancer laboratoire. Du jamais vu, M. le président. On avait mis un prélat sur les feuilles de tôles. On a mis des prélatés en haut du toit de ce bâtiment. Qui ne se rappelle pas de l'épisode où il y avait, manque accru d'ambulance. Il n'y avait que trois ambulances pour desservir toute l'île car tout le reste comme je vous ai dit tout à l'heure, était en panne. Là, M. le président, regarde la différence. En plus de cela, au lieu de réparer les ambulances qui étaient en panne et d'en acheter des ambulances neuves, ils ont préféré de prendre des voitures en location. Rs2,900 par jour et le carburant est assuré par le gouvernement, le chauffeur par le gouvernement. Rs2,900 par jour, ce qui totalisait une somme de Rs6,832,128 pour une année.

Donc, on aurait bien pu acheter des ambulances au lieu de louer. Je ne vais pas entrer dans les détails. De louer des voitures à Rs2,900 pendant que les voitures en dehors se louaient à Rs1,000. C'est du gaspillage car avec cette même somme, comme je vous ai dit, qu'on aurait pu faire mieux. Mais quand ce Gouvernement est venu, on a fait l'acquisition de sept nouvelles ambulances dont un 4x4 et aussi un van mortuaire. Aujourd'hui, le service de la santé compte 14 ambulances pour desservir la population, M. le président. De plus, nous venons de recevoir un minibus de 15 places, un don de l'OMS après que j'ai fait des demandes auprès de sa représentante lors de sa visite dans l'île l'année dernière.

Et nous avons eu ce transport pour emmener les patients sortant de l'hôpital, les décharges. Et nous avons fait la provision, c'est déjà lancé, le tender, pour l'achat d'un coach bus de 30 places pour faciliter les sorties de patients à l'hôpital. Toutes ces dispositions sont prises afin d'assurer, M. le président, soit couverte par un service rapide et efficace et aussi assurer le confort de nos patients. Et dans ce même sens, avant de mieux éduquer le chauffeur, ils ont récemment une formation, dans le magazine vous allez voir, en conduite défensive. Tout cela pour vous dire, M. le président, que la sécurité de nos patients demeure une de nos priorités. Mais venant aux infrastructures.

Demander aux patients la différence et ils vous diront eux-mêmes comment l'environnement a changé. Auparavant, les murs étaient sales. On a dû les repeindre, les remettre à niveau. Pour tout dire, M. le président, ces personnes sont mal placés pour parler de la mauvaise gestion ou même pointer du doigt qui que ce soit car avec eux, le service était au plus bas. La population souffrait énormément et leur cri de secours tombait dans les oreilles sourdes. Je me rappelle de tout moi-même. Quand j'étais dans l'opposition, j'étais bien au courant du dossier et j'ai même posé maintes questions au Commissaire d'alors.

## /UNREVISED/

Je me rappelle très bien de l'état des infrastructures que ce soit au centre de santé, que ce soit à l'hôpital de Crève-Cœur et même les salles d'admission. Tout dans la globalité était au plus mal. La peinture remplie de moisissure et cela représente un danger pour la santé des patients. Un hôpital a des normes d'hygiène très stricte et respecté et à voir de l'état de l'hôpital à cette époque, je dirais qu'il n'était pas au courant ou c'était délibéré car ils ne sont pas des aveugles. La salle des hommes étaient dignes d'un film d'horreur. Je vous ai montré tout à l'heure une photo de l'état des toilettes dans la salle des hommes. Et maintenant, on a posté les membres de Rodclean de 06h00 du matin à 18h00 pour nettoyer les toilettes pendant toute la journée.

Ça faisait une honte à une institution de santé mais aujourd'hui, c'est chose du passé comme je vous ai dit. Hier même, on a remplacé les étagères. Tout à l'heure, quelqu'un a parlé qu'il n'y avait pas de matelas. Mais les patients cancéreux ne se servent pas de lit de matelas. Ils ont des trucs spécifiques pour faire leur chimio. La cours de l'hôpital a même été ré-asphaltée car c'était dans un état déplorable et la dernière fois que ça a été ré-asphaltée remonte à 19 ans. Donc, si je comprends bien, d'après leurs dires, je n'aurais pas dû faire ces améliorations, M. le président. Parlons de l'ancien laboratoire comme je vous ai montré tout à l'heure.

Je dois rappeler à la Chambre que ce bâtiment était délabré et les laborantins risquaient l'électrocution. Ce même bâtiment qu'ils voulaient démolir a été rénové et aujourd'hui, ce bâtiment abrite notre unité de dialyse aux normes avec 16 appareils contre huit auparavant. Ainsi, plus de patients dialysé en même temps et moins d'attente pour les patients et moins de stress et fatigue pour les officiers, les *nursing officers*. M. le président, qui ne se souvient pas de l'épisode de 01 avril 2019 ? Quand les filtres de la station d'épuration ne fonctionnaient plus et la décision a été prise pour transférer des patients dialysés à Maurice où ils ont rencontré de nombreux problèmes, notamment celui de l'hébergement.

Maintenant les patients vont à Sikamifer. A l'époque, c'était à Beau Soleil. Vous vous souvenez. Le 01.07.2019, deux techniciens sont venus régler le problème de filtre et un agent a été envoyé à Maurice pour livrer des échantillons d'eau au laboratoire afin de tester la qualité de l'eau. Le 26.01.2019, les patients étaient déjà de retour à Rodrigues. 11/2019. Car les problèmes de filtres étaient résolus. Cependant, M. le président, les résultats sur la qualité de l'eau n'avaient jamais été déposés et heureusement que je les avais depuis 2019 et je vais les déposer à l'Assemblée. Il y avait une concentration excessive de sel dans l'eau pour faire

la dialyse. Excessive. 189 fois plus d'après le rapport. Et vous osez parler de mal gestion. Et on parle de bonne gestion pour vous ?

Comment peut-on faire retourner des patients à Rodrigues sans avoir testé l'eau et sans être sûrs que l'eau n'était pas contaminée et ainsi mettant à risque la sécurité de ces patients ? En mai 2020, ces mêmes personnes ont pris la décision ont pris la décision d'ouvrir une unité de dialyse à La Ferme qui s'est révélée non concluante. Vous savez pourquoi, M. le président. Je vais vous expliquer. La Ferme n'est pas équipé d'une unité de soin intensif. Chose opératoire pour opérer une unité de dialyse. Comment peut-on faire les choses à l'envers ? Et encore une fois pour eux, c'est la bonne gestion. M. le président, les membres de l'opposition se prennent pour des experts mais malheureusement que l'histoire ne ment pas et ils ne peuvent pas se voiler la face. Si aujourd'hui, ils qualifient la sante de flope, je vous laisse en tirer la conclusion de comment c'était quand ils étaient au gouvernement.

M. le président, qui ne se rappelle pas de l'épisode où les consultations se faisaient au centre de Mary Gontran à Mont Lubin où les patients et les médecins étaient entassés et il n'y avait pas de discrétion lors des consultations. Et c'est pour cela que nous avons opté de déménager le service de la santé du centre de Mary Gontran au nouveau bâtiment qui devrait abriter la sécurité sociale. Et je vais vous dire une chose. C'était l'endroit idéal pour faire un hôpital là où vous avez construit les bâtiments administratifs pour la sécurité sociale. C'était l'endroit idéal et maintenant, vous osez dire on va emmener ça là-bas. Je vais vous répondre pour ça aussi. Qu'en dites-vous ces gens qui habitent à Plaine Mao et qui viennent à Crève-Cœur, ce n'est pas loin pour eux ?

Est-ce que sortir de Plaine Mao pour venir à Crève-Cœur, ce n'est pas loin pour eux ? Pourvu c'était à Rodrigues. Je ne pense pas que Plaine Mao est plus loin que Candos, est plus loin que Jeetoo, est plus loin que l'hôpital du nord. M. le président, on me reproche que le CT scan soit en panne. Mais d'après l'*occurrence book* de l'hôpital, de scanner, de même que le x-ray sont tombés en panne à maintes reprises durant leur mandat. Pourquoi n'avaient-ils pas démissionné à cette époque ? Voici le récit de pannes, M. le président. De 2015, le CT scan est tombé en panne le 17 avril 2015, le 01 avril 2019, le 27 janvier 2020, le 27 mai 2020, le 16 septembre 2021. Vous dites que le CT scan était neuf mais pourquoi un an, après, ça, c'est tombé en panne ?

D'autres fois que le CT scan n'a pas été utilisé à plusieurs reprises encore en raison d'une climatisation défectueuse, d'onduleur, non-fonctionnel, de film expiré au moment de la

## **/UNREVISED/**

livraison, et d'une imprimante défectueuse, M. le président. Concernant la radiographie, du 10.10.2018, une équipe de Maurice est venue et a constaté que la partie fluoroscopie de l'appareil à radiographie était hors de service depuis trois ans en 2018 et que la radiographie numérique de Mont Lubin était défectueuse. Depuis lors, plusieurs problèmes sont survenus à 20 reprises en raison d'un problème de moteur, principalement d'une imprimante défectueuse, M. le président.

Je vais continuer de décrire l'état de notre santé à l'époque que je préfère énumérer de nombreuses réalisations de la Commission depuis que nous sommes là, ce nouveau Gouvernement. Et cela vous donnera une idée du travail abattu et de là, vous pouvez en tirer votre propre conclusion. M. le président, pour les pompiers, quelqu'un disait tout à l'heure ils n'ont pas d'uniforme ; ils achètent sur l'internet. Je ne sais pas, et cetera. Mais on va changer l'uniforme de tous les pompiers. Ça va... Comme à Maurice. Tous les pompiers vont avoir l'uniforme neuve comme à Maurice. Laissez-moi vous dire une chose.

En 2022, quand je suis arrivé, ça faisait quatre ans qu'ils n'ont pas eu d'uniforme. En 2022, ça faisait quatre ans. C'est-à-dire de 2018 à 2022. Ça faisait quatre ans. Donc, même si vous dites à 2020, pour vous, c'est normal de deux ans. Moi, ce n'est pas normal. C'est bon alors. Il faut noter également pour la première fois, toujours la formation des nouveaux recrues des pompiers faites à Rodrigues et durant la formation, un déjeuner fut fourni par la Commission. C'était pour la première fois. On donne un repas, le thé, un jus, un breakfast à ces pompiers. Et une grande première : deux femmes ont rejoint le service des pompes à incendies. Le 28 septembre 2023, une ambulance flambant neuve a été ajoutée à la flotte des véhicules des pompiers.

Tout à l'heure, quelqu'un disait on donne aux pompiers une ambulance. Mais ils sont sapeurs-pompiers, M. le président. C'est leur travail de secourir. Et je vais vous informer pour ça, pour votre formation, et on va envoyer deux sapeurs-pompiers à La Réunion incessamment pour suivre des cours. On a discuté avec l'ambassade de France et on a eu. Donc, il faudra commencer quelque part. Les nouveaux recrues ont reçu des uniformes flambant neufs (tout à l'heure, vous disiez que ces recrues ont acheté sur l'internet mais je ne sais pas d'où vous avez ces informations) ainsi que des équipements de protection individuelle pour assurer leur sécurité. L'appel d'offre lancé pour de nouveaux soumissionnaires afin de garantir que les véhicules répondent aux normes les plus élevés en matière...

**/UNREVISED/**

La dernière fois, quelqu'un disait ici qu'il y avait deux camions qui ont été achetés et ces camions-là sont arrivés à Rodrigues. Pour votre information, c'est moi qui ai demandé à ne pas prendre ces camions-là parce que ce n'était pas aux normes. Et l'agent, le supplier ont attendu plus de huit mois pour reprendre ces camions pour emmener à Maurice. Et une enquête, je ne vais pas m'aborder trop là-dessus. Est-ce qu'il y a une enquête qui est en cours ? Donc...

*(Interruptions)*

'*Mo swiv Franset. Franset ki ti amenn case-la pou ou.*' Une enquête est en cours dans cette affaire. Donc...

*(Interruptions)*

'*Nek ekoute twa.*' Du côté de la prison, M. le président, avec la collaboration de la SME, on propose des programmes de formation sur l'entrepreneuriat aux détenus. Le 22 décembre 2023, une cérémonie de remise de certificats a été organisée et plus d'une douzaine de détenus ont eu leur certificat de formation. Et c'est pour cela dans le budget, on a mis une somme d'argent pour donner à ces détenus sortis de prison pour commencer un projet après avoir suivi leur formation à la prison par la SME. Nous avons aussi effectué des formations dans la cours de la prison. Acquisition. Ils ont souvent parlé de ce chien, d'un chien spécialement formé ainsi qu'un van pour l'unité canine à la prison.

Je crois que sur la photo, la couverture, il y a ce que je dis. La création d'une pépinière au sein de la prison. M. le président, je vais aller un petit peu vite. Permettez-moi de mentionner quelques réalisations de 2023/24 dans le secteur de la santé. Recrutement et formation de huit de nos infirmiers à *Cardiac Unit*. 23 sages-femmes ont commencé leur formation pour obtenir leur diplôme avec la Polytechnics Mauritius Ltd. C'était la première fois, M. le président. Le recrutement de 34 infirmiers stagiaires. Ils sont actuellement à Maurice. Une sage-femme a pris part à un séminaire sur la santé maternelle et infantile dans le pays en développement en Chine du 6 au 26 septembre 2023, M. le président.

Un *Charge Nurse* responsable de la DMU, le frère de l'honorable Buisson, il est là, a également assisté à un séminaire sur le système technologie, de prévention et de control. Des maladies infectieuses pour les pays en développement du 6 au 26 septembre 2023 en Chine. Le 06 septembre 2023, quatre infirmières ont débuté leur formation de sage-femme à l'école centrale infirmier à Maurice. En octobre 2023, deux Chefs de service ont entamé leur HNA course à Maurice. Le secrétariat de VIH a eu un programme d'échange avec les Seychelles du

## /UNREVISED/

23 au 27 juillet et avec Madagascar de 28 au 8 août 2023, M. le président. Il y a eu une session de formation pour 35 membres personnels de la santé sur la stigmatisation et la discrimination des personnes atteintes du VIH/SIDA en octobre dernier.

En décembre 2023, cinq techniciens en pharmacie fraîchement recrutés et ont entamé leur formation à Maurice. Ils sont toujours là-bas. Un médecin a suivi une formation d'un mois en endoscopie, gastroscopie à Maurice en octobre et bientôt, dans quelques jours, une unité d'endoscopie ouvrira ses portes à Rodrigues. En mai de cette année, on pourra effectuer des tests de cancer du côlon ici même à Rodrigues, M. le président. Cette initiative est sponsorisée par une formation suisse pour une durée de 18 mois et je dois dire que ces tests sont une première dans la région de l'Océan Indien.

Deux membres du personnel de la santé se rendront en Suisse pour être formés dans la gastroentérologie pendant trois mois avant la fin de cette année. Tous les démarches ont été faites. Et toujours dans le domaine de gastroentérologie, en janvier dernier, nous avons eu la visite du professeur Frossard à l'Université de Genève. Il était accompagné d'une infirmière spécialisée et du Dr Li Kam Wa et durant leur séjour, ils ont pu occuper plus d'une trentaine de patients Rodriguais. Un autre médecin suit actuellement une formation de trois ans en imagerie en France. C'est pourquoi tout à l'heure, le respecté Membre Ramdally disait : « *Dans le budget de l'année dernière, on avait annoncé le MRI.* » Et c'est pour cela qu'on envoie les officiers se former.

On ne peut pas mettre la charrue devant les bœufs. Comment vous avez fait avec le CT scan. Une formation de notre médecin comme je vous ai dit. Les ambulanciers aide chauffeurs ont pu bénéficier d'une formation spécialisée en conduite défensive dispensé par la police de Maurice. Un troisième médecin est en formation à l'Université de Maurice menant à un diplôme de troisième cycle sur le VIH, *post-graduate diploma*. Un médecin et cinq infirmières vont partir incessamment pour six mois à l'hôpital d'oncologie à Maurice. La sélection a déjà été faite. Valorisation du personnel. Célébration de la journée des infirmiers et des sagefemmes chaque année.

Les retraités de la Commission ont tous été récompensés par des trophées et des certificats pour le travail abattu dans la Commission. *Renaming* La Ferme Area Health Centre en Dr Christopher Prudence Area Health Centre. *A new* Mont Lubin Area Health Centre a été renommé Marie Jacqueline Félicité Area Health Centre pour donner plus de valeur à ceux qui ont travaillé et qui ne sont plus là. La prévention. Plus de 2500 étudiants dans les différentes

## /UNREVISED/

écoles de l'île. 2150 jeunes ont aussi été sensibilisé pendant les vacances scolaires à travers le théâtre et la projection d'un film en collaboration avec l'école d'art ayant pour thème « Uni Contre le VIH ».

Le 13 août dernier, une importante initiative a été mise en place pour sensibiliser et dépister l'hépatite C pour la première fois à Rodrigues. Le *Candle Light Memorial*. Le 14 novembre dans le cadre de la journée internationale du diabète, une vaste campagne de dépistage fut organisée au Sir Anerood Jugnauth (SAJ) Square. Il y a aussi eu une démonstration des soins des pieds diabétiques. Dans le cadre du World AIDS Day, une série d'activité fut organisée. Célébration de la journée des patients. 10 distributeurs de préservatif gratuit offerts par la COI. Revoir la distribution de la méthadone. Il n'y a plus de demande pour les patients sous la méthadone. Il y a aussi l'ouverture de Tobacco Cessation Clinic à Mont Lubin. Si quelqu'un veut arrêter de fumer.

Auparavant, on ne savait pas où aller. Maintenant, on a une clinique pour ça. Un nouvel appareil de *phacoemulsification* pour la chirurgie de la cataracte, appareil idéal pour la chirurgie de la cataracte et de la rétine et qui peut être mis à niveau selon le besoin du chirurgien ophtalmique. Un dentiste supplémentaire. On n'avait que deux. Maintenant, on a trois. Et très, très bientôt, on attend la disposition du Ministre pour faire l'inauguration d'endodontique. Plus besoin d'extraire dents ; on va couper les nerfs et votre dent rester dans la bouche, plus besoin d'extraire ces dents-là. Une clinique dentaire adaptée aux enfants à La Ferme. L'achat des fauteuils dentaires avec X-Ray.

Maintenant, plus besoin d'aller dans l'unité d'X-Ray pour faire le film avec l'appareil qu'on a pour faire le film et le dentiste sur place, là-même, a les résultats. L'acquisition d'une nouvelle table opératoire, deux autoclaves utilisées pour la stérilisation du traitement thermique à la vapeur, facilitant ainsi la stérilisation des équipements. Un appareil anesthésie avec ventilateur et moniteur, multi paramètres incorporés. Le remplacement du système de changement d'air automatique dans la salle de gaz des soins intensifs, assurant le bon fonctionnement des sécurités. Un odomètre, l'appareil de mesure servant à pratiquer l'audiométrie et permettant d'établir des audiogrammes.

C'est pour la première fois, M. le président. Un tympanomètre, appareil permettant une évaluation acoustique, objectif utilisé pour identifier les changements physiques de l'oreille moyenne. Auparavant, on faisait ça à Camp Du Roi, Gonzague Pierre Louis. Cinq appareils d'hémodialyse, un tunnel de photothérapie pour le traitement de la jaunisse chez le

## /UNREVISED/

nouveau-né. Cinq lampes de photothérapie néonatale. Un appareil électroencéphalographie (EEG) conçu pour examiner et mesurer les activités électriques du cerveau pour ceux qui ont les problèmes... Trois appareils cardiocardiographie (CTG). Deux appareils d'écographies : un pour la clinique prénatale et l'autre pour l'unité radiologie.

L'acquisition de sept ambulances, je vous ai dit tout à l'heure. L'asphaltage de la cour de Crève-Cœur. La Commission a eu en don, un minibus de 15 places de l'OMS. Les appels d'offre pour l'achat d'un coach bus. Une usine d'oxygène médicale. Et un officier par le 17 mai en Sénégal avec l'OMS pour des consultations un peu plus poussées pour voir comment ça fonctionne et très prochainement, nous aurons notre usine d'oxygène médicale à Rodrigues, M. le président. La rénovation de l'ancienne laboratoire comme je vous ai dit tout à l'heure, l'installation d'une morgue au Dr Christopher Prudence Area Health Centre à La Ferme ainsi qu'à Zita Jean Louis à Mont Lubin. Et quelqu'un a dit sur une radio en ligne, « *Les enfants vont avoir peur quand ils vont voir un corps passer devant eux s'ils étaient dans la salle d'attente.* »

Mais si vous avez une mort chez vous, comment vous allez faire ? Attacher vos enfants dans la forêt, M. le président ? Construction d'une nouvelle cuisine aux normes à La Ferme et ça va incessamment. On attend les chambres froides pour entrer en opération. La mise en place d'une unité de physiothérapie à La Ferme. On ne peut pas habiter à Plaine Mao et aller faire physio à Crève-Cœur. Ce n'est pas une grande chose. On amène ça à La Ferme et les gens du sud, de l'ouest peut avoir cette unité à La Ferme, M. le président. Ouverture de la NCD Unit en plein-temps à La Ferme parce que là, maintenant, c'est-à-dire auparavant, on avait qu'une fois par semaine l'unité NCD qui reçoit les patients.

Maintenant, ce sera toute une semaine. C'est juste à côté du *Child Friendly Dental Unit*. L'unité de radiologie complétée à 95% et la mise en service de Unsorted OPD là où vous avez dit le parc cabris. Mais c'est quelque chose de très utile parce que cette unité sert à diminuer l'attente des patients dans la salle OPD à Crève-Cœur. Les travaux pour l'installation des caméras de surveillance sont complétés à 80% et seront achevés dans le plus bref délais. L'ouverture d'une unité psychiatrique à Mont Lubin, l'appel d'offre a déjà été lancé. Les travaux débiteront incessamment. C'est pour cela qu'on utilise Zita Jean Louis ; c'est tout près du CRAC, du bâtiment, de Tobacco Cessation et du *Flu Clinic* et on va ouvrir.

On ne peut pas en 2024, M. le président, quand quelqu'un souffre d'un problème psychiatrique, on met dans un *cell* à l'hôpital. Mais maintenant, il y aura une unité pour ces

## /UNREVISED/

personnes-là. Ce que nous prévoyons, M. le président, les deux centres de Mont Lubin seront reliés par une allée et les admissions pourront se faire après ça. Nous prévoyons qu'un spécialiste y soit attaché parce qu'on ne peut pas faire des admissions et il n'y a pas de spécialiste pour voir ces malades si en cas il y a une complication. Nous avons recruté l'année dernière 15 *Healthcare Attendants*. Des ambulances drivers vont être recrutés incessamment.

Les travaux des couvertures de l'allée à Marie Jacqueline Félicité, l'appel d'offre n'a pas été concluante parce qu'on n'a pas eu de... comment je vais dire, des contracteurs qui ont pu mettre le montant exacte, le montant recommandé, M. le président, pour la construction de cette allée. Il faudra recommencer. On a aussi ouvert à Mont Lubin le *nursing school* et voici une liste de cours qui seront dispensées à Mont Lubin :

- Le National Diploma in Nursing
- Diploma in Healthcare Assistance
- Diploma in Midwifery and Obstetrical Nursing
- Diploma in Mental Health Nursing
- Diploma in Cardiac Care Nursing
- Diploma in Public Health Nursing
- Diploma in Hospital Administration
- Diploma in Oncology Nursing and
- Bachelor of Nursing Top-Up,

M. le président, on a donné aussi aux agents de santé communautaires plus de moyens et d'équipements pour dispenser des services d'éducation et de conseil en matière de santé pour la prévention de maladies non transmissibles sur le terrain. La NCD a organisé une session de formation sur la prévention de maladies non transmissibles à leur intention le 15 septembre 2023. Pour la première fois, les agents de santé ont reçu une prime de performance spéciale comparable à un bonus de fin d'année en décembre dernier, M. le président. C'est la première fois. Pour célébrer le 75<sup>ème</sup> anniversaire de l'organisation mondiale de la santé dans la rue de Maurice, un méga dépistage des maladies a été organisée suivi des activités physiques à La Ferme.

La commission de la Santé en partenariat avec l'OMS a récemment organisé un atelier *STAR, Strategic Toolkit for Assessing Risk* qui s'est déroulé au centre de Baladirou. Cet évènement a réuni des experts en santé publique, des décideurs politiques et des ONGs

## /UNREVISED/

afin d'identifier, d'évaluer les risques pour la santé publique dans le but d'améliorer la planification et la priorisation des urgences sanitaires. Un médecin participera... Ça, tout à l'heure, je vous ai dit, du 07 avril au 24, en Sénégal, pour la dengue, M. le président. Je ne sais pas où les membres de la minorité ont eu leur enseignement. La dengue, pour la deuxième vague, a été détectée le 19 janvier 2024. Mais eux, je ne sais pas. Moi, je me fie des réponses, des renseignements des médecins à l'hôpital. Je ne sais pas où ils ont eu leur information. Et le protocole a été respecté.

Le même jour, j'ai fait un point de presse devant la salle de *female ward* pour dire qu'on voulait... ne pas dire, garder ça dans l'opacité mais ce n'est pas vrai. Et inviter les personnes à prendre des précautions. De là, tout le personnel a été sur le qui-vive. Nous avons commencé la fumigation dans les zones affectées, dans les endroits où les patients ont été détectés. Les employés de Rodclean ont prêté mainforte aux officiers de la Commission. Nous avons aussi recruté trois sanitaires sur une base contractuelle. Les campagnes de sensibilisation continuent. Fumigation. Nous avons établi un plan d'action. Cette formule fut même adoptée à Maurice. Nous avons fait le *mass fogging*. C'est-à-dire, prendre de l'autre côté et fermer sur là où il y a le cas. Il y a un cas, on prend de l'autre côté et on ferme sur ça.

On ne peut pas parce que nous avons compris si nous, nous faisons la fumigation, là où il y a un cas, les moustiques vont reprendre, vont partir de l'autre côté. Et nous, nous avons changé ça et Maurice a adopté ça. Nous avons remis des sandales anti moustiques aux patients en isolation avec le nouveau protocole. J'ai aussi eu une rencontre avec la RCSS. Quelqu'un a dit que je n'ai pas eu de rencontre. J'ai eu une rencontre avec la RCSS à Mon Plaisir avec tous les membres des comités villageois. Et prévision budgétaire pour cette année, l'introduction des carnets de santé dès la naissance jusqu'à l'âge adulte. Cela permettra d'avoir l'historique médicale dès la naissance.

La mise en application des recommandations du rapport sur la prolifération des moustiques à Rodrigues afin de diminuer le nombre de moustiques dans l'île, ainsi empêcher la dengue de devenir endémique chez nous. Des programmes de renforcement de capacités du personnel médical en la collaboration avec la Commission de l'Océan Indien et d'autres partenaires comme AFD et l'Union Européenne. Une mise à jour de nos programmes de campagne de communication, de sensibilisation et de dépistage de maladie sexuellement transmissible et non transmissible pour mieux lutter contre ces maladies, M. le président.

## **/UNREVISED/**

La remise de glucomètre et de tensiomètre aux familles satisfaisant des conditions prédéfinies qui permettra aux diabétiques de mieux contrôler leur glycémie et aux hypertensives de contrôler leur tension artérielle. La formation du personnel médical à *New Cancer Hospital* à Maurice. L'augmentation de nos investissements dans la modernisation des infrastructures et des équipements médicaux, ce qui permettra de rehausser le niveau et d'être dans le nombre requis. L'amélioration du système de *E-Health* parce que c'est dépassé. On ne peut pas continuer avec ça. Ce système permettra un meilleur accès aux dossiers des patients et reliera toutes les institutions de l'île, les services, les dispensaires et les centres de santé communautaire, les centres de La Ferme et de Mont Lubin.

De ce fait, peu importe où le patient ira, son dossier sera accessible. Le budget pour la modernisation des infrastructures de santé passe de Rs42.7 millions à Rs72.8 millions. C'est une augmentation d'environ 70%, M. le président. Démarrage des travaux préliminaires. Pour la construction d'un hôpital moderne en ligne avec le rapport de l'OMS qui sera finalisé sous peu. Cet hôpital sera doté de tous les services et réduira le nombre de patients nécessitant le déplacement vers Maurice pour être traité. La construction d'une usine moderne à l'hôpital de Crève-Cœur. L'appel d'offre est lancé.

La construction d'une clinique médicale à Coromandel pour décongestionner le centre de santé de Mont Lubin et également emmener le service de santé plus près de la population. La rénovation des salles des unités de gynécologie, l'orthopédie, la chirurgie pour le confort des patients et que le personnel puisse aussi travailler dans de meilleures conditions. Démarrage de travaux pour la construction d'une unité de radiologie à l'hôpital de Crève-Cœur. L'aménagement d'une nouvelle salle d'attente où les visiteurs assureront plus de confort pour les utilisateurs. L'installation d'un incinérateur à l'hôpital de Crève-Cœur. On ne peut pas continuer avec ça à Plaine Mao.

Les travaux de construction d'un mur de soutènement à l'hôpital de Crève-Cœur pour pouvoir par la suite, mettre à jour la clôture de l'espace de l'hôpital, ainsi empêcher les cabris et d'autres animaux de pénétrer dans l'enceinte de l'hôpital. L'achat de deux SUV pour véhiculer les *visiting specialists* afin de réduire le coût de location de voiture. C'est-à-dire, on a deux voitures en location. On va terminer avec ça. Les fameux camions qu'on a fait retourner à Maurice qui n'étaient pas aux normes.

Permettez-moi d'aller un petit peu vite, M. le président, quelques lignes encore sur la sécurité sociale et autres tombant sous ma responsabilité. Le 04 et 05 janvier 2023, les

## /UNREVISED/

personnes âgées de 95 ans et plus ont reçu des cadeaux de la Commission de la sécurité sociale. La célébration des anniversaires des centenaires. Pour la célébration de leur anniversaire de 100 ans, les centenaires reçoivent un *track road* pour faciliter l'accès chez eux et réparation de leur maison ou construction de leur maison et un cadeau de leur choix. Entre janvier 2023 et avril 2023, la Commission de la sécurité sociale a fourni de l'eau embouteillée aux personnes âgées ainsi qu'aux bénéficiaires de la pension d'orphelin, des veuves, des chômagees et d'autres aides sociales. Nous avons aussi organisé le 01 octobre 2023 le *traditional picnic* pour les personnes âgées. Une *expression of interest* a été lancée pour le recrutement de 12 *caregivers* et leur formation débuteront incessamment. Le 15 juillet 2023, la journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées, nous avons organisé un atelier de travail à Papayes, à Maréchal. Nous avons aussi relancé le *Elderly Watch*. Nous avons aussi pu travailler la formule pour donner une assistance financière, le *covering expenses* à ces membres de *Elderly Watch*, un *covering expenses* de Rs3000. Le 19 novembre 2023, nous avons célébré l'armistice. Un musée est en cours de construction à Pointe Canon.

Le 11 septembre 2023, une cérémonie organisait au siège de la Commission de la Sécurité Sociale pour honorer trois para athlètes remarquable ; Eddy Capdor, Brigila Clair et Melissa Prudence. Ces sportifs ont fait la fierté de leur pays lors des 11<sup>eme</sup> Jeux des Iles de l'Océan Indien à Madagascar, en se distinguant par leurs performances exceptionnelles. L'entraîneur de l'équipe, M. Fabrice Ramsamy a lui aussi été mis à l'honneur pour son engagement sans faille et son soutien indéfectible envers ces athlètes de talent.

Le 4 octobre 2023 lors d'une cérémonie spéciale, le livre intitulé 'Mon Souhait - My Wish' pour une société inclusive pour tous a été dévoilé au grand public et ce livre a été écrit par les personnes vivant avec un handicap. Je vais déposer une copie pour l'Assemblée.

La Journée Internationale Vivant avec un Handicap a été célébré le 3 décembre 2023 avec une messe solennelle à l'église St. Esprit de La Ferme. Suite à la messe une journée récréative a été organisé au stade Jean Paul II. 700 enfants ont eu des présents dont les parents bénéficient d'une pension de chômage. Pour l'année 2023, nous avons eu le privilège de célébrer l'anniversaire de trois centenaires, deux hommes et une femme.

Les mesures budgétaire 2024-2025, M. le président, le Centre Récréatif pour les Personnes Agées sera construit à Baie du Nord offrant ainsi un espace de divertissement et de loisir adapter à leur besoin.

## /UNREVISED/

Le maintien du programme qui offre aux personnes âgées, aux personnes de situation d'handicap une réduction de Rs1,500 sur le prix d'un séjour de deux nuits dans un établissement touristique de l'île est assurée.

Nous allons étendre le programme susmentionné pour d'autres activités comme le tour de l'île, des visites dans des attractions touristiques, la restauration dans les établissements licencier et d'autres programmes et d'activités de divertissement sur l'île. Les travaux de rénovation du bâtiment d'Anse aux Anglais qui sera destiner à accueillir les personnes en situation d'handicap sont en cours de finalisation pour l'appel d'offre. Ce projet vise à offrir un espace adapter et accessible à tout afin de favoriser l'inclusion et l'autonomie des personnes concerner, M. le président.

Une attention particulière a été porté à fonctionnalité et la sécurité de l'environnement afin de garantir un cadre de vie agréable et sécuriser pour tous les résidents. Une fois les travaux terminer, ce bâtiment sera un véritable lieu de vie inclusif offrant des services et des installations adapter à nos petits et nos grands qui ont un handicap sévère.

Pour les bien-être des personnes vivant avec un handicap nous prévoyons d'acquérir un véhicule – ça on a mis dans le budget – spécial conçu pour répondre au besoin des transports des personnes. Ce véhicule sera équipé de toutes les installations nécessaires afin d'assurer un voyage confortable et sécuriser pour nos passagers. Il disposera des sièges spéciaux adapter et d'espace suffisant pour accueillir les fauteuils roulants.

Notre objectif est de garantir l'inclusion et la mobilité pour tous en offrant des services de transport adapter à chacun. L'achat des *sofas bed* spécialiser pour les personnes souffrant d'un handicap sévère qui sont alitées. Les mesures visent à améliorer le confort et la qualité de vie de ces personnes.

Rs13.6 millions ont été alloues pour soutenir nos aînés et les personnes à situation d'handicap. Cette allocation financière vise à garantir leurs épanouissements et leurs bien-être, M. le président. Nous sommes déterminés à investir dans le programme et des services spécifiques qui répond au besoin unique de ces individus vulnérables et démontrer notre engagement envers une société inclusive et équitable.

La Prison, M. le président. Avec la collaboration de la SME propose des programmes de formation sur l'entrepreneuriat aux détenus. Le 22 décembre dernier une cérémonie de remise de certificat était organisé. Nous avons effectué des travaux de réflexion de la cour de prison, des tôles ont été retirés et des tôles neuves ont été remplacé sur le hangar.

**/UNREVISED/**

Nous avons entrepris d'améliorer le pavillon d'entrer de la prison. Des travaux de rénovation et de peinture ont été réalisés à l'intérieur, pour les toilettes et la cuisine. L'acquisition d'un chien spécialement formé ainsi qu'un van pour notre unité canine. La création des pépinières a déjà été faite au sein de la prison.

M. le président, si je devais parler ça va aller jusqu'à demain matin avec les réalisations et ce que nous avons préconisé pour tous les *areas of responsibilities* tombant sous ma responsabilité. On est là pour travailler, on travaille, on donne tout avec l'aide des officiers. Des officiers consciencieux, des officiers qui veulent faire leurs travaux comme il se doit mais n'empêche il y a des bandits aussi qui veulent mettre des bâtons dans les roues. Et je ne vais pas m'attarder là-dessus mais je peux dire que pour ces deux ans que ce gouvernement est là et que moi je suis à la tête de la Commission de la Santé. Et d'ailleurs, le magazine, ce magazine, on a tout dedans. J'invite tout le monde à lire et non pas juste là pour faire des critiques.

J'avais une photo quelque part. Je voulais montrer ça. Il y avait un poste sur Facebook quelqu'un de Maurice a mis ça. Tout à l'heure avant de terminer, M. le président, tout à l'heure quelqu'un a dit : *non on n'est pas là, on n'est pas venu là pour faire du mal au commissaire, etcetera*. Mais j'aimerais dire il y avait le Membre Spéville, il y avait ce poste sur Facebook qui n'a rien à faire avec les ambulances jaunes de Maurice, il a mis ça pour me nuire, il a dit regarde le service de l'ambulance de Rodrigues comment c'est mais pourtant ce n'est pas les ambulances que nous avons ici. Pour nous on a une ambulance bleu/blanc et l'autre c'est rouge/blanc les autres. Et c'est une ambulance jaune. Je ne sais pas où je l'ai mis mais j'avais cette photo que je voulais montrer à tout le monde. Mais n'empêche, ça ne fait rien, je l'ai dit et je vous dis merci pour votre écoute.

*(Applause)*

**The First Local Region Member of Baie Aux Huîtres (Mr N. Lisette):** Mr Chairperson, I welcome the opportunity to speak on this motion. You will remember that in December last I made a statement for adjournment concerning an observation that I made as regards to a signpost that was upside down along *la route de Kennel Bégué*. And, this afternoon when I came, I am going to make the connection, please allow me, I notice rather that the signpost has disappeared. It was upside down, it has remained there for almost three months, even more, and then it disappeared. This is why I wanted to stop my speech on that today, to say that the Commission for Health is an upside down commission just like the

**/UNREVISED/**

Regional Government, Mr Chairperson. They are speaking and they have been mentioning that where lies the responsibility of the officers, officials, the public officers as regards to their duties. But I am stunned. I am stunned when I come in this House right now as we can see there is no public officials, no public officers representing the health sector, the fire and rescue sector and others, Mr Chairperson. Why? Why is this? They have been blaming, Mr Chairperson, the Health Director as regards to his responsibility regarding the administration and management of the hospital. Thus, motion that is under investigation here. This motion that is under discussion here would have allow these officers to know what the opposition and the public is reproaching them. Why is it that they have been directed not to come in this House to listen what is to be said about their department? Why?

*(Applause)*

It is because, Mr Chairperson, Sir, the Commissioners who are in front of us they are afraid to allow these public officers to listen what is wrong in their commission. This is the truth, Mr Chairperson, Sir. Yes, this is the truth, Mr Chairperson, Sir. Yes, this is the truth, Mr Chairperson, Sir. In fact, Mr Chairperson, this debate clearly puts the government on notice. Notice to readjust. Yes, Mr Chairperson, Sir. This government has a litany of failures. Health being just one of them. The situation in the health sector is the greatest example of intolerable state of affairs in this country, Mr Chairperson, Sir. It is intolerable. It is intolerable for the government. It is intolerable for the opposition and it is intolerable for the public also. You can come here and make a litany of activities or adjustment or improvement that you have made. I mentioned it last time when we were debating on the budget of 2024 and 2025. I told the Commissioner for Health and the government at large that the satisfaction lies in what the public is saying outside. And of course, when I speak of satisfaction of what the public is saying outside, it is related specifically to what I will term the service delivery. And, the question is, is the public today satisfied with the way that the Commission for Health is delivering as regards to the health service. This is the question that you should answer. If the answer is yes, and you are satisfied and you are honest in yourself to say a 'yes', then...

*(Interruptions)*

Mr Chairperson, Sir, the motion of no confidence in the Commissioner should in fact be a motion of no confidence in the government itself. I am sure that the other side of the House, the majority, they are going to attempt to say that the motion is vexatious and it is

**/UNREVISED/**

unfounded. But today in this Assembly as we are all going to speak from one Member to the next, we are going to show how the inaction of the Commissioner for Health has cost the lives of people in this island. It is a fact. I am not going to mention any names but even Members of this Assembly do know as regards to their close relatives that has happened as regards to the Commission for Health, Mr Chairperson, Sir. I do not have to bring witness or testimony as regards to that. I will allow these Members themselves to bring testimony as regards how their close relatives have been treated and if ever, the treatment that has been given has been adequate to save their lives? Look at yourself, question yourself and you will have your answer, Mr Chairperson, Sir.

Mr Chairperson, Sir, as opposition party we are not going to stand on the side line and let the Regional Government off the hook for failing repeatedly to deliver. Yes, we are elected to stand up, to give voice to our mandates and to the population at large. What we are seeking to do is what is right in the service of political accountability and the future of the health service. This is our aim. There is something going wrong in this country. There is something going wrong with the health service. If the government is closing their eyes, then it is the responsibility of we as opposition with respect to the reason why we have been elected here to flag the problem the population is having here, Mr Chairperson, Sir. We are elected to give the voice to our mandate as I was saying and to bring political accountability in the face of those who are governing us, Mr Chairperson, Sir.

Let me tell you one thing. I take no pleasure in seeing any Commissioner fail but it is time that the Commissioner for Health, who is not here, accepts and realises that he has failed. I am going to demonstrate it, Mr Chairperson, Sir. We have given the Commissioner for Health the benefit of a doubt in the expectation that he would be able to read himself into his ruff in those two years that he has been in office, Mr Chairperson, Sir. Unfortunately, this has not been the case. I felt, because I have gone through the question that has been asked, the PQs that have been asked since March 2022. I have read also the different speeches that he has made from 2022 up to here. I have also analysed what he has said when he was in the opposition to see if what was being said when he was in the opposition is exactly what he meant to do and what he is doing right now. I am going to demonstrate the contradiction of this, Mr Chairperson, with evidence, and if it has to be tabled I can table it as regards to tell you that he has got a language when he was in the opposition and he has got another action when he is in the government, Mr Chairperson, Sir. This is why as I felt and I can say it high that many of the speeches of the Commission for Health and as announcements were most spin

**/UNREVISED/**

doctoring than substance. It was both spin doctoring, Mr Chairperson, Sir, than substance. Yes, I just have a few example. I am not going to elaborate on all these but I am sure that some of my colleagues of this side will get it into their *different discours*.

He has been speaking of fast track for the consultation of the elderly at our hospitals. Nice idea! Has it been done? Has it been done? Yes, okay. He blamed us upon coming into office that we have done nothing as regards to the transfer of Firemen from Mauritius on the Rodrigues establishment and one of his first mission when he went to Mauritius, I think as far back as March 2002, he declared publicly these persons are going to be back in the Rodrigues establishment next month. Has this been done, Mr Chairperson, Sir? Has this been done? I have referred to the Hansards. He has been speaking of the opening of the Cardiac Dedicated Unit in Rodrigues which was announced as far back as May 2022. We are in May 2024. Has this been done? He has been speaking about the questions of safety at Queen Elizabeth Hospital as regards to the transfer of patients from the OPD or the X-Ray, I think, to the wards, with the purchase of a buggy, I think that was the name given. Has this been bought, Mr Chairperson, Sir? It is not there. It is not still here. We are awaiting. Yes.

*(Interruptions)*

Yes, coming soon. Okay, you are going to... He has been speaking about, Mr Chairperson, Sir, as regards to the Child Friendly Dental Unit which has been inaugurated, I think as far back as last year. Is this operational? Is this operational, really operational at La Ferme, the clinic? Your region, Mr Wong So. Is this operational at La Ferme?

*(Interruptions)*

You cannot say anything! Yes, you cannot do or say anything because I am speaking the truth, Mr Chairperson, Sir. Yes, he has been coming to this House and he mentioned the partnership between the Commission for Health and the local drugs stores to remain open, I think up to 6.00 o'clock p.m. with the MOU that he is going to be signed and that is going to give overtime to these officers of the private sector. Is this the case? Is this the case? This is why I am telling you there has been a lot of announcements and spin doctoring for the ears. But when you look at things there is inaction, Mr Chairperson, Sir.

The Commissioner is not here but I am sure that he surely argues, he has argued in fact, on many matters as regards to the engagement of public officers. Of course, Mr Chairperson, Sir, the public officers have their responsibilities, they have their responsibilities and duties but let me remind him and the whole of the Commissioners at large, when the

**/UNREVISED/**

Commissioner was in the opposition even the Chief Commissioner when he was the Minority Leader, whatever happened was the fault of the Commissioner. Yes, now they are holding the reigns, they are blaming the officials, they are blaming the civil servants but they are not agreeing to take responsibility of the different scandals as Commissioners. And here, I am referring to the Commissioner for Health of which we are going to blow up today, to flag up today the different scandals that have occurred since his coming in office, Mr Chairperson, Sir. The simple reality is that the Commissioner for Health does not believe in accountability in public life. And, this is the heart of this motion. The heart of this motion is in fact political accountability. It is ensuring that the population has the answers to the questions they are asking and yearning for. There are a lot of questions outside. Is the population getting the answer that they are asking? This is the gist of the motion. We want answers. The population wants answers. The public wants answer from the Commissioner, Mr Chairperson.

The Commissioner should note that strategic change is not the business of public servants, of civil servants. It requires the leadership and the engagement of the Commissioner. This is where his responsibility lies. This is where their responsibility lies, Mr Chairperson. It lies in their leadership and their engagement as Commissioner. This is why at this point of my speech, I would like to thank all of the healthcare and frontline workers that are toiling consistently during this search of Dengue. Dengue is still here. And you should have noted because it is a fact that these technical officers they have been overloaded with work. You know it very well. Even at a particular point in time, the Commission was requesting for bank officers but they were so exhausted even knowing that they are going to be paid extra, they refused to come but they were forced to come and they came to give a service for the community because they feel somehow they have a due towards the public and the population. Am I speaking too much when I say that the officers of the Commission of the Health sector have been overloaded since January? Is it a lie? You know it very well.

And, the more so, even – I am coming to this actually later on – they are overloaded, they are coming with the spirit to help and at the end of the month they *gegne enn payslip touni!* Where is the motivation? Where is the motivation for these public officers? And, you are blaming them. Tell me, Mr Chairperson? So, this is why. I would I like personally to have seen the Director of Health to be sitting here to know what from this opposition we meant when we are speaking of failures in the health sector. It would have been his duty to listen also as regards to what we want to say about the sector that is under his administration and under his management, Mr Chairperson, Sir.

**/UNREVISED/**

And, before I go even further, I would like to say that to worsen matter even more, the new Chief Commissioner has added insult to injury upon his coming into office. The new Chief Commissioner has added insult to injury during his coming into office, why am I saying so? Because the Commissioner for Health was already overloaded with some portfolios and he shamelessly added housing. I know that this is his prerogative. This is his prerogative as Chief Commissioner but he shamelessly added housing as another area of responsibility to the same Commissioner. It is as if someone is dying with a 100 kilos load and we add another 50 kilos, another 50 kilos are based on him with the expectation that he is going to handle that.

*(Interruptions)*

Yes, this is another, Mr Chairperson. He was already overloaded with the health sector. And, we know very well from this side of the House that the housing department is something that is very heavy to handle. This is why when I came in 2017, housing was I think, with the Public Infrastructure, it was transferred to the Commission for Social Security just to download somehow as regards to the water sector which is a sector also of priority and primordial as regards to Rodrigues. This is why we lessen the weight as regards to that. But knowing that the Commissioner for Health is dying of overload, they added another load on him and they expect him today to do better than he was doing before 07 March 2024, Mr Chairperson. This is killing him.

*(Interruptions)*

This is not soft. *Met enn load 50 kilo apel sa soft?* This is killing him all throughout. No surrender, Mr Chairperson, Sir. This matter has been raised so many times but yet I want to ask the question. I wanted the Commissioner for Health to answer this – who agreed to the doom decision strategy for the expedient cutting of the ribbon at the new hospital of Mont Lubin. I think that it was just more political than technical as regards to that doom decision, Mr Chairperson, Sir. Yes, this is one of the first action of the Commissioner that is leading to his downfall today, Mr Chairperson, Sir.

Yes, one of the Commissioner's first action in office was to hijack the administrative block of Mont Lubin and turn it into the new area health centre followed by the non-admission of patients at La Ferme Area Health Centre. There is no ward to accommodate patients at the new area health centre. COVID at the time that they came in, just started and I do not know how they decided that at that particular point in time to decide

**/UNREVISED/**

to close La Ferme so as not to allow anymore accommodation of patients there. I think somehow, Mr respected Member Ramdally mentioned it, we lost I think 17 beds from La Ferme together with Zita Jean Louis – 27? 32, this made an overall total of 40 to 45 beds which decreases as regards to admission of patients. Do you think it is a surprise that we have been facing lately with that lack of beds to accommodate patients where patients have to wait in corridor? Patients waiting in corridor for other patient to leave their beds to get into. Am I lying about this? Has it not been the case recently? Where patients have to wait outside for discharge of others and sometime this poor patient even without getting fully well or they are half well, they have to be discharged to leave space for other patients. Has it not been the case during the month of February and March? Up to now?

*(Interruptions)*

Yes, check in, check out. This is not a hotel; the hospital is not a hotel. Sorry Mister, I know that you are speaking of the tourism, this is your sector. But the hospital is not a hotel where profit is being made. Sorry to tell you about this.

*(Interruptions)*

Yes, it is something serious. I know that in hotel whenever you have to go at 2.00 o'clock in the afternoon they are going to vacate the room so that another can come in. But this should not be the situation for QEH. We have to ensure that a patient that is admitted has got well, fit, has recovered fully and then allowed to move to his home. But that has not been the case recently, Mr Chairperson. And, this is what we are denouncing here. This is the case of our health sector now, Mr Chairperson, Sir. And, this is why I am telling you that was the decision of Mont Lubin administrative block was the start of the downfall and the escalating effects of these decisions are being felt up to now, Mr Chairperson, Sir.

*C'est pourquoi*, I will come now to quote out because he has taken lengthily his time to question the decision of the policy or actions taken or the inaction also taken by the previous government. But it is good. *Koman nou dir an Kreol nou retourn le monus sa pièce.* Let us analyse, Mr Chairperson. When respected Member Volbert was in the opposition during debate of 04 April 2019, I cite his observation, *je cite* :

*« Installer les staffs de la commission de la Santé », he mentioned it in fact lately – « Installer les staffs de la commission de la Santé dans les bâtiments administratifs de l'hôpital et de ce fait privant les staffs du management un lieu décent et un espace approprier pour mieux travailler. Pourquoi ne pas*

**/UNREVISED/**

*réparer ou rénover le bachelor's flat pour abriter des nouveaux bureaux pour les staffs de la Commission de la Santé. »*

That is what he proposed. That is what he proposed when he was in the opposition. To renovate the bachelor's flat. And, you know what flat I am speaking about? Just next to Cliderlex. Why is it that when he came into office he did not go ahead with the renovation of the bachelor's flat? And the more so, the more so is that I have learnt that he is renting private building up to the amount of I think, *Rs150,000 par mois*, Mr Chairperson. Yes, these are facts. Easily spoken but difficult as regards to action, Mr Chairperson, Sir.

Yes, so let us come to the fact. When they came into office 26 months have already elapsed, Mr Chairperson, Sir, what did they promise to the people? They promised a change, they promised reform, they promise betterment for the population. So, going back to say that during the last ten years this has not been done, has not been done. This remains facts. But you came here in the name of change. You came in office in the name of reform. And, if that was *votre cheval de bataille*, people expect this from you today. I expect this from you today. Why cannot you do it? Yes, why?

I would like also, Mr Chairperson, to remind the House of what the Commissioner, the respected Member when he was in the opposition said. Hansard Debate No. 4 of 04 May 2020. Today we are the third, *demain se sera le 4*. See how this is coinciding. *Quelle coincidence, M. le president*. That was said on a 4<sup>th</sup> May 2020 and we are having a motion of no confidence in the Commissioner for Health from what he said. See what he said:

*« Vous pouvez ne pas nous prendre au sérieux, c'est votre affaire légitime mais si vous devez le faire mais au moins même si vous devez le faire, ayez un peu de respect pour ce peuple qui vous a mis là où vous êtes. Travaillez pour ce peuple, aidez ce peuple à avoir un service de santé digne de ce nom. En agissant ainsi, en agissant comme vous le fait actuellement vous donnez l'impression que le destin de ceux qui vous ont mis là où vous êtes ne vous intéresse guère. »*

End of quote.

I am going to flash back the same quote to the Commissioner for Health today. I want him to ponder when he was speaking about *aider ce peuple et avoir un service digne de ce nom*. Ce peuple qui vous a mis là. L'impression que vous donnez c'est comme-ci les actions que nous faisons à l'époque *was tou nou rappel!* Are we not having a boomerang effect?

**/UNREVISED/**

This is a boomerang effect, Mr Chairperson, Sir. He went on, Mr Chairperson, Sir, to attempt a detail attack on every aspect of action taken by the then Commissioner of Health. I quote once again Hansard Debate No. 5 of 04 April 2019 – this is very interesting:

*« Madam Chair, laissez-moi aborder quelques lignes sur l'incinérateur à Camp Pintade. Madam Chair, en ce qui concerne le open incinerator at Camp Pintade. Peut-on considérer que l'incinérateur installait en plein air à Camp Pintade comme un non-respect pour les villageois et aussi pour le peuple de Rodrigues ? Ces derniers temps, des déchets médicaux sont consciemment brûlé, y compris des cercueils. La fumer émanant de ces sites envahis tous les villages allant jusqu'à Plaine Corail selon la direction du vent. Ainsi toutes la partie de l'ouest, nord-ouest et sud-ouest, sont copieusement parfumés quand le vent souffle du nord. Qui est-ce qui se préoccupe ? A la longue, des vies humaines risquent de se faire menacer. Who cares! »*

Did you hear what he said during his speech? I went there to observe. The incineration site was of this size when we were there now they have enlarged. It is larger.

*(Interruptions)*

Yeah, yeah! After two years, Mr Chairperson, Sir, they were not agreeable with the setting up of an incinerator at the Camp Pintade. Yes, they were not agreeable and after two years that they are in office, they have not closed it but they have enlarged the space for more *déchets* to be...

*(Interruptions)*

Yes, Mr Chairperson, these are facts that we have. So, this why I am going to tell you, whenever I was from the other side, I always accept any member challenged because it appears that when you are in the opposition that it is... *c'est très formidable, Mr Chairperson, Sir*. This is why I would like to ask the Commissioner and the government of the day what is the status of the incinerator? When are you opting to close it? We want an answer on that. If you were really serious about what you were saying when you were in the opposition tell us, Mr Wong So, who is a respected elected Member of the region, tell this population and the inhabitants of Camp Pintade when the incinerator is going to be closed.

*(Interruptions)*

**/UNREVISED/**

Yes, Mr Chairperson, Sir, this is why the Commissioner can talk the talk but unfortunately cannot walk the walk. Easily said than done. Easily said than done, Mr Chairperson, Sir.

I now come to the management of the Dengue fever pandemic. And, before I move forward, I want to first make reference to a fallen son of Allée Tamarin, aged 46 who tragically died suddenly from when he was diagnosed of having the disease. May he rest in peace as well as everyone that have passed away whilst suffering of Dengue, Mr Chairperson, Sir. I am not contesting the medical position on this, I have my point of view on that.

*(Interruptions)*

Yes, I have my point of view. I will come to this. This Assembly knows it is my point of view. Yes, this Assembly needs my point of view. As a Member of Parliament I have the right to give my point of view, Mr Chairperson. Yes, Mr Chairperson, Sir. We were accused and we are still being accused of scaremongering the population when we raised awareness of the risk that such disease can become pandemic or endemic in Rodrigues.

*(Interruptions)*

Yes, Mr Chairperson, Sir, no one can deny that Dengue is highly transmissible as well as a deadly virus is not properly managed. On this basis just like the respected Member Ramdally, this morning, I am calling for the resignation of the Commissioner for Health for his indecision and incompetence in handling of this pandemic, Mr Chairperson, Sir.

*(Interruptions)*

Let me tell you, Mr Chairperson, let me tell you. While he was in the opposition and during debate 2020-2021, he gave a litany of failures and he continuously shouted on all roofs that we were given the wrong statistics as regards to number of death related to COVID-19. There has been too many question set here. And, they were accusing the then government that we were giving the wrong statistics as regards to the death number of death that is happening. And, I remember when they came in office on the very first week, there was a guideline that was being followed which emanates from the WHO and the fore ministry and by themselves they decided to modify the guidelines and I think they say there has been 15 deaths in Rodrigues and they had to retract one week later. Because they were put to task by the Ministry of Health. Am I speaking...

*(Interruptions)*

**/UNREVISED/**

Yes, it was shown on the MBC, Mr Chairperson. All of a sudden we move from I think 0 to 15 deaths – *baw!* And then, the next week we move from 15 to 0 death.

*(Interruptions)*

Yes, be serious. I am going to give you my view on this, Mr Chairperson, Sir. The Commissioner for Health misled the whole population by giving the wrong figures as regards to the number of death to discredit the outgoing government, Mr Chairperson, Sir. And, I was saying later on he was faced with the guidelines of the ministry and he has to retract to apply the WHO guidelines, Mr Chairperson, Sir. I was saying, I do agree as parliamentarian, we may ask question of the way statistics are being compiled but we must stand guided by existing guidelines, Mr Chairperson, Sir. This is why as someone who has studied law. We have what is known as the law of causation, Mr Chairperson, Sir. Even myself I ask question how the statistics are compiled even during the case of the COVID-19. I take two cases to make you understand what I mean by the law of causation.

X stab Y with a knife and Y die. It is clear that the stabbing caused the death of Y.

*(Interruptions)*

Yes, it has to be proved. If the actus reus is proved, then...

Now I take a second case. X stab Y with a knife and when he went to the hospital he is administered with the wrong drug and he died. Who kill Y? Is it X or the doctor?

It is the same thing that I questioned myself as regards to the statistics of the way it is compiled for the Dengue or even for the COVID. What do I mean by this Mr Chairperson, Sir?

X is infected with Dengue or COVID and suffers no other disease and he died. Of course, this is attributable to the Dengue disease. Now X has comorbidity problem and contracted Dengue and died. What killed X? The comorbidity or the Dengue?

*(Interruptions)*

Who killed X?

*(Interruptions)*

No, no, no, no! Be careful my friend. Some people have died of Dengue, even healthy. Yes, Mr Chairperson, Sir. So, this is where the question arise, would the comorbidity alone has

**/UNREVISED/**

killed X at the material time of the death or what is the contributory cause of the Dengue in the death of X?

So, this is why in law, Mr Chairperson, we apply what is known as the but-for principle, it has to be proved that but for the Dengue death would not have resulted. This is what we have to prove, Mr Chairperson, Sir. But what I am sure is that the Dengue in conjunction with the comorbidity of the causes of the death, the Dengue is a contributory cause the death of X. This is my point of view on the matter. Because if he did not contract ... .. Dengue and he was suffering of diabetes or hypertension, he would have live longer. But the fact that he contracted Dengue and he died, there has been a contributory cause of Dengue in the death of X, Mr Chairperson, Sir.

I would have like to go for a case which is very interesting concerning Jordan regarding exactly that question of maladministration an injection of Tetracycline leading to the death of a victim which show no tolerance to that injection and the case is very interesting as regards to the responsibility of the stabbing or the administration of the wrong medicine. So, there are question. I do have question on the matter though there are guidelines as regards to that, Mr Chairperson, Sir.

Coming back to the Dengue fever, I think that the respected Member Ramdally make the chronology of events. The first case diagnoses in June 2023. Before June 2023, there has been never a case of Dengue in Rodrigues as far as my knowledge goes. Since then, Mr Chairperson, Sir, the Commissioner has been shouting at the top of all roofs that it is the previous government which is responsible for the state of affairs, for the coming of Dengue in Rodrigues - it is the previous government who is responsible because we did not apply the recommendation of the 2019's report - that is ridiculous! A ridiculous excuse that I have seen during my entire life as parliamentarian in this Assembly, Mr Chairperson, Sir. A report which was made public or which was elaborated in 2019. 2020, 2021, 2022 and 2023 there is no case of Dengue. 2019 COVID starts, all the personnel were engaged in the combat of COVID-19 at that particular point in time. Even the public health officers they were engaged with the combat against COVID-19. They came in office in March 2022. The first case of Dengue in June 2023 when a year later. And, he has *le culot* to say that the previous government is responsible for not applying the recommendation of the report of 2019. This is ridiculous, Mr Chairperson. Really ridiculous!

**/UNREVISED/**

Mr Chairperson, as regards to the issue of Dengue, I can say with certitude that the Commission for Health has been very, very, very, very slow in ramping up the testing capacity of Rodrigues for the Dengue fever. That is the major problem. In fact, Mr Chairperson, many of the patients who attended hospital as far back as December 2023 were denied a test for fear that this will provide the true statistics of the prevailing disease.

*(Interruptions)*

This is abnormal. There has been fever, Dengue fever in June 2023 and then there is an increase in the number of cases of fever, abnormal increase in the number of fever in December. There could have been only two causes, either COVID or Dengue. That was the only two positions. Rapid test for COVID can be done in Rodrigues. This can be illuminated. Why did you not opt for further investigation as regards to Dengue? This is why the situation get out of control, you know why? Because so many untested persons can go back and carry about their duties among the population and their community as normal with the possibility of helping the virus to be transmitted through the carrier. If they had at that particular point in time in December 2023 that – if it is not COVID, it should be Dengue. They would have started. But we hear, Mr Chairperson, how far it is true has this non-testing been done in favour of the economy at the expense of Rodriguan life? Mr Chairperson, this is the question that the public is asking. Some people are saying, in order not to discourage tourists from coming to Rodrigues, the government find it better not to reveal the situation of Dengue during December 2023 and January 2024. And when the situation become to worsen with so many complaints coming from everywhere around Rodrigues because at the start when the pandemic started it was mainly or specifically in the north. Thinking that they will be able to monitor it within that particular space, it was to no avail and then all of a sudden *boom! Antier Rodrigues Dengue!* Tell me frankly, which disease is more difficult to control, Dengue or COVID?

*(Interruptions)*

If you answer like this...

*(Interruptions)*

Yeah, it is scientific because it is propagated by contact. You know what would have been my next question? Do you know what is my next question?

*(Interruptions)*

**/UNREVISED/**

Yes, I leave it to you. I leave it. I am not going to go into this. I leave it to you, Mr Chairperson.

*(Interruptions)*

I know you said that you will illuminate COVID in 15 days. Yes, you said it. You will illuminate COVID *dans 15 jours* after you get elected. If you were able to control COVID in 15 days, you should be able to control Dengue in two days.

*(Interruptions)*

It is easier, you just told me that it is easier. But when you were there in the opposition you never mentioned the term lockdown even as regards to the water sector, you were saying *na, na, na, na, na*, now you know the reality of matters as regards to the lockdown problem that you were facing, Mr Deputy Chief Commissioner. You know, now you are facing reality. We are going to have the possibility of discussing during question time on the issue of water. I am not going to come into that. We are going to have a face to face discussion on that.

**Mr Chairperson:** Yes, address the Chair on the motion, please.

**Mr Lisette:** Thank you, Mr Chairperson, Sir. In fact, Mr Chairperson, what I wanted to demonstrate from my argument is that massive fogging and fumigation exercises to eliminate the carrier was carried out too late in the villages. When the health sector woke up, it was too late and the whole of Rodrigues was already under attack with the situation out of control, Mr Chairperson.

Mr Chairperson, Sir, another blame that I want to put on the Commissioner for Health is his manner of providing evasive answers to question in this Assembly. You know, it is known that whenever a minister or a commissioner refrain from giving answers to the public...

*(Interruptions)*

**The Chief Commissioner:** Mr Chairperson, Sir, the Standing Orders are clear, no Member shall comment on the behaviour, answer of a Commissioner, how a Member behave in this House.

**Mr Chairperson:** Respected Member, you are a senior Member of this Assembly go according to the... Almost one hour you are making a very good speech. So, stand by the motion, please.

**/UNREVISED/**

**Mr Lisette:** Yes, Mr Chairperson, Sir, I said evasive answers. You very well know so many times... I am not questioning your authority.

**Mr Chairperson:** But you know this has already been ruled. I do not have control over answers. This is my ruling – stand by the motion.

**Mr Chairperson:** Okay, Mr Chairperson, Okay. As Chairperson what do you think of a Commissioner – I know that you have the control this – as Chairperson what do you think of a Commissioner who refuses to answer questions?

**The Chief Commissioner:** Mr Chairperson, Sir, the Member cannot put a question to the Chair.

*(Interruptions)*

**Mr Lisette:** No, no, I am addressing the Chair. The Chair always tell me to address him.

*(Interruptions)*

**The Chief Commissioner:** M. le président, je crois que le Membre est en train de délirer ou bien il a appris une mauvaise prescription ce matin en venant ici, peut-être des effets psychosomatique sur lui. Et deuxièmement, *the Standing Orders are clear – « A Commissioner can refuse to answer a question and this cannot be insisted upon. »* So, why are you asking the Chair?

*(Interruptions)*

So, why are you asking the Chair to reply to you on something which already set. You are unduly taking the time of the House, Mr Chairperson, Sir. When you have nothing to say just say nothing.

*(Interruptions)*

**Mr Chairperson:** Respected Member, you know the Standing Orders. Okay? So, maybe you should refrain from asking the Chair question. This is not in order. Okay, this is not in order.

**Mr Lisette:** Mr Chairperson, let me reframe it so that I become compatible with the Standing Order.

*(Interruptions)*

**/UNREVISED/**

I have to, okay. From this side of the House we consider that there has been answers given to us that are not satisfactory, it is of course, the prerogative of the Commissioners to give the answers as they want but this side we consider that some answers have been incomplete and not satisfactory. Okay? And, I have example of these. This is what I want to come up with. We are incomplete answers or no questions answer as regards to training of officers in China and criteria for selection. Here I am referring to question B/88 of 30 June 2023. Some officials were pick up without specific criteria to go for training in China and when we question in this House we have no answer, Mr Chairperson.

**Mr Chairperson:** Still, sit down. You are making a point of no point. I have no control over answer. Right and you are constantly repeating that you did not get the answer and it is in the Hansard. This is requiem of democracy my dear.

**Mr Lisette:** The point that I want to raise is that this is why we do not confidence in the Commissioner for Health. If we had our answers and we were satisfied with the answers or part answer, then we would have said – okay. But we have no answer. How is it that we will have confidence in someone who is not providing us with answers? Are we not right to come up with a motion of no confidence and in such a circumstance, Mr Chairperson? This is the point I want to raise. I am not questioning on this point of that. The point I want to raise is that his ‘no answer’ has given a leave way for this opposition to come up with a motion of no confidence, Mr Chairperson, Sir.

There has been also this morning which have been flag out by the respected Member Ramdally about the porosity. We came here to look for answers and there has been an escape as regards to that, Mr Chairperson, Sir. So, Mr Chairperson, I could have come also with the question of quality of medicine that has been pointed out by my colleague. But as regards to that question of medicine in hospital, I want as a last testimony to bring in this House and to call upon the Commissioner for Health to investigate of the case of a patient who has been admitted in the hospital but who has had to buy her own injections from private pharmacy while she is still admitted, Mr Chairperson. While she is still admitted. He can go and investigate on the matter, Mr Chairperson, Sir. The best that the Commission could have done, Mr Chairperson, Sir - since the patient was still admitted in the hospital, the best the Commission could have done should have bought if it is not available in the pharmacy at QEH, the Commission should have bought the injection and give it to the patient.

*(Interruptions)*

**/UNREVISED/**

But not for those who are admitted. Okay, okay good. If you have money for that, that is your problem. But I have in mind, Mr Chairperson, Sir, this *Madame Collet dan Nassola*. I have in mind this person. The example that you took when introducing the Regulations in 2022. I am thinking about this Madam Collet that you mentioned.

*(Interruptions)*

Yes, *li pena Rs40,000*. Yes, Mr Chairperson, Sir. So, Mr Chairperson, Sir, even...

*(Interruptions)*

**Mr Chairperson:** No cross-talking, please.

**Mr Lisette:** Even the most ardent supporter of Alliance Liberation cannot defend their record list of lengthy series of health service problem. I am going to point out some. Yes, Mr Chairperson, Sir. How can anyone defend the lack of painkiller in the pharmacy? How can anyone defend that dialysis, patients these days, have to wait, have no waiting room and have to wait outside? This has been pointed out by Mr Ramdally. How can anyone defend forcing nurses, ambulance drivers and attendants to come to work without being remunerated at the end of the month while they are still being owed Rs300,000 since July 2023, Mr Chairperson, Sir? How can you defend that?

This is why I read the social media of one of the staff. I am not going to state that Mr Ramdally, *c'est: Je travaille, tu travailles, il profite*. But one message of a staff from the Commission for Health said:

“A condition of having to work very hard without proper remuneration or appreciation, *'ki ete sa'* please?”

This is the reaction of a staff of the Health Service, Mr Chairperson, Sir. The moral among the Health Service Staff is at an all-time low right now. How can one defend? I am asking the Commissioner for Health. How can he defend that ambulance can no longer drive on track roads? Are you aware of this? Yes, to fetch patients, Mr Chairperson, Sir. How can the Commissioner defend, anyone defend the Commissioner's response to the bed bug scandal? How can anyone defend the recruitment of public health officers on contract without using the proper and transparent procurement method? Defend! *'Konsey kapav ilegal, nek pran enn dimounn, la, met la. Sa, sa, sa.'*

*(Interruptions)*

**/UNREVISED/**

The Motion is not on water. You are going to have a Motion on water one of these days. Do not worry about it.

*(Interruptions)*

*'Se ki kler, ou pa pou kapav destabiliz mwan'*, Mr Johnson. *'Se ki kler, ou pa pou kapav destabiliz mwan. Sa, se ki kler.'* I am... *'Koman apel sa?'* Yes, I continue, Mr Chairperson, Sir. How can anyone defend? I heard the Commissioner for Health stated it in his speech. The setting up of the E-Health System, a system that was to revolutionise the Health Sector. Yes, there is no doubt. Listen carefully. There is no doubt that the E-Health structure was not perfect but patient's statistics have improved under its setting up. That was a fact. Developing a modern integrated E-Health Service is a difficult journey but at least, Commissioner for Health, at least, the previous Government bullet down on the right policy of putting such a system in place as a start.

You should have bid on that! We are not saying, I am not saying that their system was perfect. It has to be improved with time. But you cannot just come and trash it away like that. Now, we are back to ground zero and we have to build everything up. Non, you should have built everything up to continue on this, Mr Chairperson, Sir. Two last questions on this as regard to the question of defence. How can one defend the case of change in supplier of repatriation of corpse from Mauritius, changing the contract value from Rs35,000 to Rs90,000 and with less facilities provided? Explain this to me. I want this to be explained to this House, Mr Chairperson, Sir. And, finally, how can anyone defend the silence and inaction of the Commission with respect to the lack of proper mechanism to ensure that domiciliary visits to bedridden people are effectively done and not subjected to fall?

*(Interruptions)*

Yes, there is. I could have gone into the Audit Report speaking about all these questions of... But the Audit Report mentioned about the possibility of fraud that is taking place as regard to domiciliary visit. I am not saying that it is yours. As Commissioner, it is your accountability to the public. This is what I am telling you. You did not listen to me. I would have liked to have all these officers to be here to listen what are the responsibilities in this issue, Mr Chairperson, Sir. *Donc*, Mr Chairperson, Sir, we have been patient. We have been patient with the Commissioner because we could have put this Motion on many equations on the past. But the decision of the transfer of the Social Security office at the new Area Health Centre is the last straw that broke the camel's back.

**/UNREVISED/**

Yes, because we have been following him and then, all of a sudden, he transfers the social security at the new Area Health Centre and that is the last straw that we decided on that to say '*Non, pe tro ale la.*' Yes, Mr Chairperson, Sir. *Donc*, there are many things that could be said but I can say that there has been attack among yourself, your different tweets. I will not go into it. Yes, you have even renamed Django to Bandit. *Ce n'est pas bien.* '*Enn Django fer li vinn enn bandi, pa bon.*' *Ce n'est pas bon.* '*Non, Django, enn akter.*' And, then, he reduced Django to Bandit, Mr Chairperson, Sir. '*La, pa bon.*' I know that this evening or this afternoon, we are going to witness effectively political hypocrisy of the highest and of unparalleled order.

We know that we are going to witness this among you. Yes, there is going to be political cowardice and hypocrisy. Yes, Mr Chairperson, Sir. He may survive today because of political convenience. But the political management of healthcare of this country needs a complete overhaul for we all need to make sure that this happen immediately, Mr Chairperson, Sir. The Commissioner could claim that he has a tough job. Yes. Dealing with the health sector is a tough job. That is for sure but I will tell the Commissioner what is a tough job. A touch job is that of a mother or father who had to wait helplessly for the transfer of their beloved one to Mauritius because of the unavailable of oxygen cylinder.

Whoever is the culprit, this is the tough job. A yet tougher job, Mr Chairperson, Sir, is a family witnessing a close relative being transferred to the airport and has to be taken back to Queen Elizabeth Hospital (QEH) because he has been taken too late for the airport. This is tough job for families, Mr Chairperson, Sir. This is why I will end by saying whereas the Commissioner for Health has persistently demonstrated his inability to effectively undertake his duties in the health sector for the welfare of our citizens, be it resolved that this House express a lack of confidence in the Commissioner for Health and call for his immediate resignation.

*(Applause)*

Yes. It was not for political opportunism, far from it. The Motion needs not vindictive or personalised. The country needs an upheaval in the health sector. Whether Government accepts it or not, confidence in the ability of the Commissioner to manage the health service has been lost. He should resign from office and leave the space for someone else, Mr Chairperson, Sir. I thank you.

*(Applause)*

**Mr Chairperson:** So, we break for thirty minutes.

*At 5.25 p.m. the sitting was suspended.*

*On resuming at 6.00 p.m. with the Chairperson in the Chair.*

**Mr Chairperson:** You may be seated.

**The Second Local Region Member of Baie Aux Huîtres (Ms K. Roussety):** M. le président, merci de me donner la parole afin de justifier notre présence pendant cette session parlementaire pour débattre sur la motion de blâme. Je tiens à féliciter mon collègue, respecté Membre Ramdally ainsi que l'équipe de l'Opposition pour la motion de blâme en ce qui concerne le secteur de la santé, la Commission de la *Fire and Rescue Services* et autres. M. le président, la santé, c'est quelque chose qui touche tout le monde. Pendant deux années, M. le président, nous avons attiré l'attention du Gouvernement régional sur la dérive du Commissaire de la santé et de sa Commission et des autres portefeuilles qu'ils lui ont été attribué. Nous savons tous que la santé est la priorité des priorités de toute population.

C'est primordial, c'est un service essentiel. C'est un domaine qui demande que le peuple soit rassuré, garantir un service de santé de qualité pour une population en bonne santé doit être la priorité de tout gouvernement. Les questions que nous avons posées dans cette Assemblée, M. le président, c'était pour montrer les carences de la mauvaise administration de ces Commissions qui lui ont été attribuées. Et aujourd'hui, nous voyons qu'il a pris encore un dossier assez lourd, notamment le logement. *'Deza gro dosie, re azout ankor.'* M. le président, j'avais longuement parlé lors de mon intervention sur le budget de mars dernier sur plusieurs problèmes qui perdurent dans le secteur de la santé.

Je profite l'occasion qui m'est donné pour venir les répéter afin que le Commissaire de la santé puisse ressaisir et que la population rodriguaise puisse comprendre ce qui se passe réellement à la Commission de la santé et les autres Commissions qui sont sous la responsabilité du Commissaire Nicolas Volbert. M. le président, quand l'OPR était au pouvoir, le Commissaire Volbert qui était alors membre de l'Opposition, ne se passait pas un jour voire une semaine, où il ne critiquait pas le Commissaire de la santé d'alors. Tous les moyens étaient bon pour faire croire à la population qu'il allait faire des miracles quand il serait Commissaire de la santé. Mais maintenant il est au pouvoir, on est resté sur notre faim, M. le président. J'adore cette phrase de Victor Hugo qui dit, « On est stupéfait de la quantité de critique que peut contenir un imbécile. », fin de citation.

**/UNREVISED/**

La critique, M. le président, est une chose bien facile, trop facile à faire surtout quand il est gratuit. Mais il y a un proverbe chinois qui dit, « Quand tu soulignes les défaillances d'autrui, ne sois pas trop sévère. N'oublie pas la susceptibilité de chacun face à la critique. », fin de citation. M. le président, je vais continuer par encore un autre proverbe qui dit, « Sachez une chose ; rabaisser les gens et parler de leurs défauts n'effacera pas les vôtres. Avant de critiquer il faut savoir se mettre à la place de celui ou de ceux que l'on critique. » *'Si lamans pwalon-la tro so, bizin met li anba.'* M. le président, alors que le Commissaire de la santé est arrivé au pouvoir et bien avant même, il avait fait beaucoup de promesses à la population. A croire que le changement va apporter un miracle.

Qu'est-ce qui se passe aujourd'hui, M. le président ? Le changement n'est qu'une illusion, une utopie. Vous devrez honorer vos promesses et ne passez pas votre temps à chercher des boucs émissaires quand vous n'êtes pas capables. Je vous conseille aussi, M. le Commissaire, de servir votre temps à travailler et à régler les problèmes qui perdurent dans votre Commission. Les gens sont à bout. C'est le ras-le-bol général dans le service de la santé actuellement. Au lieu de perdre votre temps sur les réseaux sociaux, pour avoir de la compassion de la population, en se faisant pour une victime, mettez-vous au travail.

*(Interruptions)*

**Mr Chairperson:** Order!

**Ms Roussety:** Prenez enfin vos responsabilités après deux longues années, M. le président, les problèmes sont de plus en plus inquiétants, voire même catastrophiques. *'Konversasion inn vinn piblik. Pou dir fer « éloge », so travay, li enn bon dimounn. Li ede, li resevwār, li « à l'écoute ». Pran letan. Ala. Mete al flat li. Ezoto, dimounn-o.'* Vous dites souvent qu'on est des assoiffés de pouvoir. Malheureusement, le respecté Ramdally n'est pas là. *'Mo ti pou demänn li si vre mem li anvi al lot kote laba.'* C'est pas du tout le cas, M. le président. Je vais le redire. Laissez-moi tranquille. *'Li pe pran so retret.'* Je vais le redire encore une fois. On ne fait que notre travail. L'Opposition, nous, nous sommes les porte-paroles de la population.

On est une opposition responsable pour défendre l'intérêt du peuple. Nous avons prêté serment devant le peuple que nous serons dignes et que nous allons être comme des chiens de garde. Nous allons honorer notre parole, M. le président. M. le président, je vais maintenant commencer par le secteur de la santé qui est *the talk of the town*. Le secteur de la santé est malade. Malade, M. le président, à un point inexplicable. *'Kav dir li dan ICU la.'* Quand on

**/UNREVISED/**

n'est pas au pouvoir, on se prend pour un superhéros, que tout est permis et que tout est facile à faire ou à dire. Mais aujourd'hui que le pouvoir tant convoité, est entre vos mains, qu'est-ce qui se passe, M. le président ? On n'arrive pas à gérer. Là où l'on part à travers, l'île, les personnes parlent très mal du secteur de la santé. Très mal. Très, très mal, M. le président.

Alors que le Commissaire dans les réunions, se flattent en disant c'est une merveille à l'hôpital. A un certain moment, il a même dit que les gens veulent être malades pour venir à l'hôpital. C'est du délire, M. le président. *'Aret flate. Aksepte erer. Koriz li. Souvan, nou pe reste dir sa.'* M. le président, je me pose toujours la question : où sont les défenseurs de MSAC aujourd'hui, avec l'épidémie de dengue qui perdure toujours dans l'île ? Pourquoi le MSAC n'est-il pas descendu dans les rues pour protester contre la Commission de la santé ? Il y avait une dame qui pleurait à chaudes larmes. *'Ziska zordi, perdi lor map.'* La question que je me pose aussi, M. le président, est-ce qu'il y avait une personne qui était derrière toute cette mascarade ?

On a tous constaté que la dengue est dangereuse. Les cas n'en finissent pas et beaucoup de personnes sont mortes. Beaucoup de nos aînés nous ont quittés ces derniers temps. Est-ce que le Commissaire Volbert a fait un constat de la situation dans l'île ? Les causes de décès, la hausse de décès depuis janvier. Mon collègue, Daniel Baptiste a mentionné cela lors du discours budgétaire en mars dernier. Je suis sûre qu'il va élaborer dessus tout à l'heure. Qui est responsable, M. le président ? *'Ki senla ki responsab? Dir mwan.'* Le chant le dit. Est-ce que c'est nous, l'opposition de ce côté de cette Chambre ? Non, M. le président. Non. C'est trop facile de venir ressasser le passé, pas cacher son incompetence, M. le président. Encore un point qui fait du bruit, M. le président. Les patients doivent subir un calvaire lorsqu'ils vont voir un médecin à l'hôpital ou au centre de santé. Ils doivent attendre plus d'une heure pour voir un médecin alors qu'il avait promis que la santé sera *'sink zetwal'*. Je vous montre une photo. Le *waiting room* est plein à craquer. Les gens attendent même dehors. Pas de place disponible pour s'asseoir. Les médecins ont a marre de cette façon de gérer le secteur de la santé, M. le président.

Excusez-moi, M. le président. Ils le disent à ceux qui veulent l'entendre. Est-ce qu'on appelle ça un service de santé de qualité, M. le président ? Au Jacqueline Area Health Centre de Mt Lubin, des gens attendent toujours au soleil. Encore une fois, je montre des photos. Oui, je sais. J'ai tout préparé mais c'est toujours comme ça. Rien n'a été fait jusqu'à maintenant pour remédier à ce problème, M. le président. Le Commissaire l'a dit : il faut refaire l'appel d'offre. On a tous vu, ce n'est pas un secret pour personne que le bâtiment

n'est pas approprié pour un *health centre*, un centre de santé. Le bâtiment a été occupé juste pendant la période de COVID-19 pour alléger le fonctionnement de Zita Jean Louis. '*Tou seki pa dan latet, rev aswār.*' Le lendemain, il exécute le rêve avec l'appui de ses collègues qu'il enfonce davantage.

Le rapport de l'audit en dit beaucoup. Le *database* des personnes éligibles pour les visites à domicile mensuelles qui était incomplet et même inexacte. C'est dû à la non surveillance, pas de *Supervisor* attaché au *Medical Unit*. De plus, M. le président, savez-vous que sur le terrain, on rencontre des familles qui nous témoignent leurs souffrances ? De plus en plus, plus de trois mois, leurs aînés alités n'ont pas reçu de visite médicale. Est-ce normal, M. le président, trois mois ? Trois mois que ces personnes attendent une visite médicale. Moi, je suis restée bouche bée hier quand j'ai appris la décision, le Commissaire l'a annoncé, qu'il allait plutôt embaucher les médecins de Maurice pour venir faire les *home visits* ici.

Je n'en ai rien contre les mauriciens, M. le président. Au contraire, ils aident beaucoup les Rodriguais dans plusieurs secteurs pour l'avancement de notre île. Mais pourquoi ne pas valoriser les docteurs rodriguais, M. le président ? Pourquoi ? Mais les médecins qui faisaient leur travail mais à chaque fois, il y avait des retards sur leur salaire, pour leur dû. Les docteurs rodriguais sont frustrés, mécontents, en colère, des sentiments mélangés, M. le président. Il y a des médecins qui font le night shift au Christopher Prudence Area Health Centre de La Ferme et même 36 heures de temps. *No meal allowance*, M. le président. Ces médecins sont démotivés. Cela n'en finit pas, M. le président. Le mécontentement est de toute part.

Le bâtiment récemment construit, est devenu un bâtiment délabré avec des portes cassées, des fuites d'eau. L'ascenseur est toujours en panne. Les docteurs n'ont pas un environnement adéquat pour travailler. Je suis sûre que mes collègues parleront sur ce sujet. Toujours concernant le Mt Lubin Jacqueline Félicité Area Health Centre, M. le président, est-ce que le Commissaire sait qu'à la section de *Dental Unit*, la salle d'attente est trop petite pour accueillir le nombre de personne quand il y a de la visite de la spécialiste ? Est-ce que le Commissaire a pris tout cela en considération, M. le président ? '*Swa enkor lefe danons ?*'

Zita Jean Louis '*ti bien ekipe pou tousala. Ankor enn fwa, enn gaspiyaz larzan*'. Il y a un gros problème de *waste water management*. Je vous montre encore les photos. Peut-être que vous n'êtes pas au courant. Il y a des personnes qui ont montré leur mécontentement sur les réseaux sociaux. J'y étais moi-même en personne pour voir si c'était vrai, M. le président.

**/UNREVISED/**

C'est incroyable, cette situation. Je vous présente, voilà. Le *sceptic tank* 'pe fer overflow, enn piyanter terib laba'. Cela démontre que ce bâtiment n'est convenable pour un hôpital, un centre de santé. A cause de l'incompétence du Commissaire de la santé, notre île se retrouve 20 ans en arrière.

*(Interruptions)*

'Pli pa bon ! Nou bizin dakor.' Avec la façon que la Commission de la santé est gérée, M. le président, pendant les jours fériés le dimanche, les gens, les élèves se rendaient au *dental clinic* pour des soins. Qu'est-ce qu'on voit aujourd'hui, M. le président ? On constate que le *dental clinic* n'est plus opérationnel comme avant. Les dental assistants attendent toujours leur *overtime* depuis plusieurs mois. Je l'ai bien précisé cela depuis juillet 2023. Comment pouvez-vous expliquer cela, M. le Commissaire ? Ces personnes ont laissé leur famille, leur enfant, les dimanches et les jours fériés pour venir travailler et attendent toujours leur dû. 'Pli zoli ankor', des fois, le dentiste se rend dans la même place, la même salle que les docteurs généralistes pour une consultation par manque de *dental assistant*. C'est grave.

Est-ce que le Commissaire s'est déjà rendu au Zita Jean Louis Area Health Centre ? Encore une fois, M. le président, je montre les photos. Il a parlé de moisissures, de peinture, de je ne sais pas quoi. Regardez vous-mêmes. Le *red zone* où sont admises les personnes de dengue. Regardez l'état des salles déplorables, délabrées. C'est vraiment lamentable. Regardez, M. le président. Je crois qu'une visite s'impose, M. le Commissaire. Allez rendre visite au *red zone* de Zita Jean Louis Area Health Centre. Ça n'en finit pas. Une personne qui était au centre de santé Christopher Prudence à La Ferme a manifesté son mécontentement sur des réseaux sociaux. Je vais le redire. Elle a dû attendre plus d'une heure pour en avoir le service ambulancier pour son admission à Crève-Cœur, M. le président.

Il y a beaucoup d'autres. Je l'ai mentionné lors du discours budgétaire de mars dernier. Les réactions sur les réseaux sociaux en disent long. OPR avait acheté quatre nouvelles ambulances en 2021. Arrivé en 2022, alors que le Gouvernement actuel a commandé à acheter six autres, très bien, je vous félicite M. Volbert. Je vous dis un grand bravo. Mais on croyait que le service allait améliorer, M. le président. Mais où sont les chauffeurs d'ambulances pour offrir un meilleur service aux Rodriguais ? Les *attendants* d'ambulances qui travaillent nuit et jour des heures supplémentaires et qui n'ont pas de choix. Ces personnes aussi attendent leur *overtime* depuis six mois, M. le président. Ces personnes,

**/UNREVISED/**

encore une fois, sont frustrées, en colère, fatiguées, tristes, démotivées. Moi-même, je ne trouve plus les mots. On reçoit des appels tous les jours par ces personnes. Trouvez-vous cela normal, M. le président ? Les problèmes n'en finissent pas.

Cette fois-ci, à La Ferme, on avait ouvert un cabinet dentaire dans un bus pendant un an. C'était un calvaire pour les *dental assistants*, le dentiste, ainsi les patients. Heureusement, ils ont rectifié le tir et ont trouvé un autre espace pour le cabinet dentaire. Mais cet espace n'est pas digne pour un cabinet dentaire, M. le président. C'est un petit espace pour les enfants. '*Gran-gran dimounn, mo krwār pou al mont lor ti-bourik, ti-seval avan al ras ledan. Samem pou enan.*' Alors qu'il a converti l'ancienne salle cabinet dentaire en une morgue. Une morgue au beau milieu du centre de santé de La Ferme, M. le président.

Qui dit mieux ? Mais franchement, décider sur un coup de tête de faire une morgue au premier étage de Christopher Prudence Area Health Centre ? Est-ce que les habitants de la région voient cela d'un bon œil ? Est-ce que cette morgue est déjà opérationnelle, M. le président ? M. le Commissaire, pouvez-vous nous répondre ? Beaucoup de problèmes dans tous les centres de santé, M. le président. Toujours au niveau de la santé, les patients nécessitant un examen doivent prier le Seigneur pour qu'ils puissent avoir un rendez-vous assez rapidement avec le Ministère de la santé. '*Enan dimounn lot kote mem dir si pa ti enan enn ti larzan ramase pou al swagnin Moris, isi bez mor.*'

Pourquoi doit-on aller à Maurice pour un scan pour confirmer s'il y a une maladie ? J'ai parlé de cela dans mon intervention lors du débat discours budgétaire en mars dernier. Le Commissaire a fauté pour ne pas avoir pu faire réparer ce CT Scan tombé en panne depuis novembre 2023. Plusieurs mois de cela perdure, M. le président. J'ai été choquée, très choquée même d'entendre lors d'une interview, le Commissaire a dit qu'il n'était pas au courant que le scanner était en panne en novembre 2023. Il a su cela en janvier. Quel comble, M. le président ! Trois mois. Vous êtes le Commissaire de la santé. Vous devez savoir tout ce qui se passe dans votre Commission.

Encore une fois, vous avez fauté Commissaire Volbert. L'ingénieur Sud-Africain avait recommandé à la Commission de changer les pièces défectueuses à la valeur de Rs1.8 millions. Pourquoi le Commissaire ne l'a toujours pas fait, M. le président ? La *Minority Leader* a attiré l'attention du Commissaire lors du budget pour le CT Scan. Le montant prévu ne sera pas suffisant, M. le président. '*Koman pou fer sa ? Pou pran kredi ? Deza dwa partou.*' Ils ont préféré que les patients fassent le déplacement vers Maurice pour un scan au

**/UNREVISED/**

lieu de réparer l'ancien appareil. C'est ce qui est vraiment dangereux pour les patients et qui est aussi un calvaire pour les accompagnateurs qui n'ont pas de logement, qui n'ont pas de *stipend*. La Commission oublie le stress des patients et le coût que cela génère. Incroyable mais vrai. *'Tou se ki ou pa trouve, aster ki ou pou trouve.'*

Semaine dernière, je connais un cas où un papa devrait accompagner son fils pour des traitements, M. le président. *'Dir papa-la al rod so lozman li mem.'* La maman était en pleure parce qu'elle...

*(Interruptions)*

*'Kot zot laba. Be "peut-être" lord ki inn gengnin.'* Qu'elle ne pouvait pas se déplacer. Elle a trois petits bouts de chou qui devraient retourner à l'école pour le deuxième trimestre et leur situation financière ne permettait pas que le papa parte dans un hébergement. Plus encore, trouver de l'argent pour le transport, pour le va-et-vient tous les jours de l'hôpital. M. le président, par notre grand étonnement, il n'y a pas de suivi pour ceux qui partent pour des soins à Maurice. Il y a les patients qui restent plusieurs mois, jusqu'à même 10 mois. Cela *'blok plas'* pour ceux qui en ont besoin dans l'immédiat et tout cela est un coût à la Commission, M. le président.

Les spécialistes de la santé en ENT, cardiologie, en visite à Rodrigues pour voir les patients en rendez-vous ont été déçus, voire même choqués de l'administration en ce qui concerne la gestion de la santé. Le 22 avril précisément, le spécialiste en ENT a vu sa consultation transférer à l'ancienne place de dialyse. Les patients ont dû attendre. Il n'y avait pas de chaise. Les patients ont dû s'asseoir sur l'herbe. *'Domaz mo penan foto'* mais vous étiez présent, M. Volbert. Voilà, vous étiez présent. Comment vous allez expliquer cela ? Ça n'en fit pas, M. le président. Ça n'en finit pas. L'OPR avait construit ce bâtiment flambant neuf à Mon Plaisir pour améliorer le service des pompes à incendie dans la région sud, centre, sud-est. Trouvez-vous cela normal, M. le président ? L'inauguration s'est fait en fanfare avec le Premier ministre. *'Apré, nārnien penan ziska zordi. Tou «shutters» reste bese.'*

*(Interruptions)*

*'Fer zis tapaz. Apré nārnien penan. Met zis nom lor plak. Pak, pak. Nek met plizir plak pārtou. Prese pou fer sa. Zis nom partou. Eoula, tiouk kom-di ou mem. Kom-di ou mem, tiouk.'* La station n'est toujours pas opérationnelle. C'est seulement pour la prévention et l'administration. Après deux ans, la station de Mon Plaisir reste toujours l'éléphant blanc, M. le président. Ce n'est pas beau à voir. Les officiers travaillent même en jeans. Pas d'uniforme

**/UNREVISED/**

jusqu'à maintenant. Pas fini. Pas de paiement. M. Ramdally l'a précisé tout à l'heure. Pas de paiements. Pas d'*allowance*. Pas de *bank allowance*. C'est une démotivation totale au sein des sapeurs-pompier.

*'Pa fini ankor.'* Est-ce qu'un Commissaire peut-il injurier un staff de sa Commission en public ? Cela s'est produit avec un officier de pompe à incendie. C'est inadmissible, M. le président. M. Volbert *'konin ki pe dir'*. M. le président, je vais aussi toucher un petit mot pour les sapeurs-pompier que le Commissaire *'inn promet depi 2022'*, plus précisément le 19 avril 2022 qui a eu lieu la première rencontre et la deuxième le 11 juin 2022. Le Commissaire Volbert a promis à ces pères de famille leur retour dans l'île. *'Lor paz Facebook, enan. Sophia ti tag ou lor la.'*

*(Interruptions)*

Non, non. *'Al tiek lor ou paz. Enan.'* Je rafraichis la mémoire de M. Volbert. Sur votre page. Votre conseillère. *'Ziska zordi, zero. Bänn dimounn-la call li, anvoy mesaz. Ni tande ziska zordi. Fönn. Get zordi ki arive.'* 2024, leurs épouses ont déjà eu leur transfert. Leurs enfants sont déjà admis dans les écoles mais leurs pères sont à Maurice. Je connais un ami qui vient surtout pour l'anniversaire de sa femme et de sa fille. Ce n'est vraiment pas évident. C'est très triste pour cette petite fille qui n'a plus l'affection de son papa, *'zis par telefonn, zis par «call Whatsapp»'*.

*(Interruptions)*

*'Be tro promet kitsoz apre ou pa fer narnien. Pa fini.'* En plus...

**Mr Chairperson:** Order! Order, please!

**Ms Roussety:** Les sapeurs-pompier font le travail des ambulancier, M. le président. Il a précisé. Je reconnais le travail des sapeurs-pompier parce qu'il y a un manque de chauffeur et d'*attendant*. La tristesse règne dans le département des pompes, M. le président. Rodrigues était absent encore une fois. Il y avait une réunion de *oil spillage*. *'Ki inn arive? Napa larzan pou anvoy enn ofisie dan sa reynion-la ki ti vremen inportan?'*

*(Interruptions)*

*'Bann dimounn-la ki pe koz sa, pa mwan.'* M. le président, nous n'avons rien contre le Commissaire Volbert. On est amis. Nous n'avons rien contre la personne. Non. Mais c'est vrai, il y a des problèmes mais la seule façon de venir parler de ces problèmes, c'est ici mais le Commissaire ne fait qu'à sa tête. C'est pour cela que nous sommes venus avec cette

motion de blâme, M. le président. Je suis venue apporter mon soutien à l'équipe de la minorité pour dire mon mécontentement dans la façon le secteur de la santé est dirigée sous l'actuel Commissaire Volbert et le Gouvernement régional. M. le président, je soutiens la motion de mon collègue, le respecté Membre Ramdally pour dire non à ces démagogues, à ces mensonges qui perdurent depuis 2022.

Il est merveilleusement simple de blâmer le voisin mais cela ne sert strictement à rien si l'on ne ramène pas la critique à soi-même pour corriger ou éviter un comportement semblable. Je crois que si vous prenez le temps d'améliorer votre façon de penser, vous parviendrez à changer votre vie positivement. La chose qui est vraiment difficile et vraiment étonnante, c'est de renoncer à être parfait, commencer le travail de devenir vous-mêmes. Je vais terminer par une belle citation de Dale Carnegie. Je cite :

*«La critique est vaine parce qu'elle met l'individu sur la défensive et le pousse à se justifier. La critique est dangereuse parce qu'elle blesse l'amour-propre et qu'elle provoque la rancune.»*, fin de citation.

M. le président, le Commissaire Volbert se souviendra sans doute de cette citation : *«No one can be a great leader unless they genuinely care about the success of everyone in their team.»* Je laisse cette citation à sa propre réflexion.

Merci pour votre attention, M. le président.

*(Applause)*

**The Commissioner for Women's Affairs and Others (Ms M. C. Agathe):** Mr Chairperson, Sir, I would like to thank the House to have given me the opportunity to speak on behalf of the people who put their trust in me and my colleagues during the past elections when we out threw the OPR Government who has been in power for more than a decade. In my intervention, Mr Chairperson, Sir, I will lay emphasis on the health mainly for which my colleague has administration only. Mr Chairperson, Sir, it has been more than 20 years since Rodrigues Island has been granted maximum autonomy throughout a system of decentralised government.

This Assembly has witnessed successive government from different political backgrounds who have been in charged on the affairs of Rodrigues and we have had more than five Commissioners who have taken the responsibility of the Health Sector amongst others. Mr Chairperson, Sir, all the Commissioners that have been and is in charge of this sector have worked in the best interest of the Rodriguan people. I urge the House to

remember that we only have administration as it pertains to health sector. If we were to look back, we would have noticed that each time, the Members of the Opposition have drawn attention to particular issues concerning health which have not been remedied yet.

Mr Chairperson, Sir, it is not about blaming the different Commissioners for health since free healthcare has always been a complex issue. Mr Chairperson, Sir, after 22 years of autonomy, we still have only one regional hospital for a population of around 44000. The number of medical practitioners available does not tally with the demand, particularly when it comes to specialists. This mentioned issue is one among the different issues that should be a common cause for respected Members of both sides of the House. Mr Chairperson, Sir, those on the other side of this House should not be grudging against the Commissioner for Health. They should be ashamed of themselves as they have been there for more a decade.

They are fully aware that free healthcare service has a lot of challenges in itself and added to it, we heavily depend on the whims and the goodwill of the Ministry. Mr Chairperson, Sir, the previous Commissioner for Health said, «We do not have specialist in Rodrigues. Specialist Doctors from the mainland come once a month or less depending on their specialisation and assignment by the Ministry. We have the feeling that our constitutional right is not being respected. Being in the same Republic, we are not offered with the same health facilities than those on the mainland. We are being discriminated due to our place of origin.

Section 16 of the Constitution reads as follows.

Protection from discrimination. Subsection 2, I quote:

*“No person shall be treated in discriminatory manner by any person acting in the performance of any public function conferred by any law or otherwise in the function of any public office or any public authority.”*, unquote.

Mr Chairperson, Sir, in Mauritius today, there are advanced medical practices in hospitals while in Rodrigues, we still have to send our patient to Mauritius and we do not even have a fully equipped modern hospital or even a medical plane to cater for serious health issues. We need to consider fighting for what we deserve instead of blaming the Commissioner who is doing his best to improve the system. Management of healthcare is in fact the implementation of policies that are created through effective administration. To ensure proper healthcare, we have to be able to implement our own policies in this sector. If

**/UNREVISED/**

we continue the blame game and we do not stand as one people and one nation to change the way we are being treated, there will be few changes.

The problem lies in the system itself. To have an optimum health management, we have to encompass everybody from policymakers, legislators, regulators and public health experts to create a clear health vision and alignment strategy as well as lay condition to achieve optimal health. It is high time for respected Members in this House to rethink about their commitment and positions and to be able to join forces so that issues regarding the health sector is dealt with in a holistic way. I propose that this House set up a Select Committee with Members of both sides of the House on specific issues affecting the health sector and other sector.

Thank you, Mr Chairperson, Sir.

*(Applause)*

**The Fourth Island Region Member (Mr J. P. Spéville):** M. le président, je vous remercie de me donner la chance de participer dans ce débat sur la motion de censure contre le Commission de la santé, présenté par mon collègue, le respecte Membre Jean Rex Ramdally dans cette Auguste Assemblée aujourd'hui. D'abord, j'aimerais répondre au Commissaire de la santé. Donc, personnellement, je suis responsable de ce que je dis mais je ne suis pas responsable de ce que le Commissaire de la santé a lu ou compris sur Facebook ou d'autres plateformes. M. le président, je crois que le Commissaire de la santé passe trop de temps sur Facebook et parfois, il oublie ses responsabilités.

Donc, M. le président, je crois que c'est mauvais pour le cerveau. C'est mauvais pour sa santé et la santé en général à Rodrigues. M. le président, je remercie tous mes collègues qui ont brossé un petit tableau de la situation de la santé à Rodrigues mais on sait que le tableau est beaucoup plus large. Tout d'abord, permettez-moi de commencer par remercier Dieu, M. le président, grâce à qui nous sommes en bonne santé et réunis aujourd'hui pour débattre cette motion de censure qui reflète la réalité à Rodrigues quand nous constatons la souffrance et le désespoir de nos frères et sœurs de Rodrigues.

M. le président, entendre les gens parler avec tant de souffrance, d'amertume et de désarroi dans les rues, dans l'autobus et voire même sur les réseaux sociaux. Ils ont peur du système de santé à Rodrigues car notre système de santé est à bout de souffle. Le Commissaire de la santé et son Gouvernement nourrissent un climat anxiogène dans la population à Rodrigues qui compromet la soutenabilité de notre modèle de protection sociale

qui faisait hier encore la fierté d'une île Rodrigues autonome. M. le président, la population quémande déjà du changement de Commissaire de la santé après seulement deux ans de triste et mauvaise gestion sans précédent car la population est fatiguée de vivre dans une atmosphère de frayeur et de peur.

Quand nous voyons nos personnes âgées et même les jeunes mourir à cause d'un manquement dans notre système de santé à Rodrigues. M. le président, oui, nous sommes dans l'Opposition et nous sommes mandatés pour écouter la population de Rodrigues et nous assumerons notre responsabilité comme leur porte-parole. Aujourd'hui, la population comme ils vont voulu faire croire, n'a plus confiance en ce gouvernement, surtout le Commissaire de la santé. Et à travers cette motion de blâme, on exprime les doléances du peuple et leur appréhension face à tous ces défis qui existent en ce moment dans notre système de santé à Rodrigues. Nous sommes en face d'un Commissaire de la santé '*ki inn fel*' et il continue à le faire.

M. le président, voilà les raisons d'un tel sujet de débat et il importe que notre système de santé soit sous la responsabilité d'un Commissaire de la santé responsable, sérieux et digne, ayant à cœur, l'intérêt et le bien-être de la population rodriguaise pour relever tous ces défis qui sont en face de nous. M. le président, l'incompétence, l'ingérence et l'arrogance du commissaire de la Santé ces dernières semaines sont la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et mener à cette motion de censure dans cette auguste Assemblée. M. le président, depuis 2022, le Commissaire de la santé a commencé à attaquer l'ancien Commissaire de santé, brandissant des manquements à l'époque du fait qu'il est en manque d'arguments pour contrer ce que l'Opposition lui dit. M. le président, ce manque de respect envers la population de Rodrigues perdure depuis trop longtemps et le commissaire de la Santé a pris ces derniers temps un malin plaisir à faire des attaques au bas de la ceinture au membres de l'Opposition et aussi à l'ancien commissaire de Santé lorsqu'il est en manque d'arguments par rapport à son rôle...

**Mr Volbert:** Sur un point de droit, M. le président, je demanderais au Membre de *sustain what he is saying* « attaquer en bas ceinture ». J'ai fait ça pour défendre ma position.

**Mr Chairperson:** I am sorry but I did not hear what was the exact words.

*(Interruptions)*

So, Mr Spéville, respected Spéville, just withdraw. Let us go on.

**Mr Spéville:** Okay. M. le président, je vais continuer.

**Mr Chairperson:** But you withdraw.

**Mr Spéville:** Yes, I withdraw.

**Mr Chairperson:** Okay, thank you.

**Mr Spéville:** Oui, il y a eu plusieurs attaques envers les membres de l'Opposition et aussi l'ancien Commissaire de santé lorsque le Commissaire de santé était en manque d'argument par rapport à son rôle en tant que Commissaire de la santé et responsable des affaires courantes de sa Commission. On vient juste d'avoir un avant-goût, M. le président, lors de l'intervention de Commissaire de la santé. M. le président, nous avons devant nous à Rodrigues, une situation inédite. Plusieurs familles se trouvent au bord du désespoir après le décès de leur proche admis à l'hôpital. C'est pourquoi des gens ont peur d'aller à l'hôpital aujourd'hui et préfèrent se faire soigner à la maison avec des remèdes grand-mères.

M. le président, la population n'a plus confiance dans le Commissaire de la santé et sa gestion de notre système de santé. Je félicite en passant son colistier, le commissaire du Tourisme qui l'a bien souligné « la population avait confiance ». Avait confiance. Maintenant, ce n'est plus le cas. Face aux cris du cœur de la population, j'ai la responsabilité aujourd'hui de porter la voix du peuple de Rodrigues et de faire un témoignage ici même dans cette auguste Assemblée. M. le président, j'ai rencontré une dame âgée de 77 ans habitant de Papayes, région 2, qui s'est rendue à l'hôpital de La Ferme pour une prise de sang en avril dernier. Et à son grand étonnement, il n'y avait pas de tube pour mettre des échantillons et on l'a renvoyé chez elle. Ce n'est pas normal et évident de demander une personne âgée et souffrant de douleur aux genoux de marcher jusqu'à l'hôpital et puis la renvoyer chez elle inutilement. M. le président, « qu'attend faire » le Commissaire de la santé pour faire toute la lumière sur cette affaire et de protéger la santé des gens à Rodrigues ? '*Pa kapav nek ranvoy randevou, pa informe*' en avance. M. le président, je suis très réaliste et je sais que ce problème de rendez-vous existe depuis longtemps. Mais le Commissaire de la santé avait promis du changement mais là, on voit le contraire. M. le président, la population de Rodrigues devra avoir accès au service de santé promotif, préventif, curatif, réadaptatif ou palliatif de haute qualité dont ils ont besoin sans se trouver exposé à des difficultés financières.

*(Interruptions)*

**Mr Spéville:** '*Li mem li pran leson ek mwan.*' Malheureusement, on peut constater aussi la gestion de la sante par une pénurie de soignants qui dégrade l'accès au soin et les

**/UNREVISED/**

prises en charge et met en danger les patients et les soignants à l'hôpital. Par conséquent, les patients malgré les contraintes budgétaires, n'ont pas le choix de partir à Maurice pour des soins, parfois par leur propre moyen, M. le président.

M. le président, le commissaire de la Santé nous a promis du changement dans le système de santé mais on constate que nous vivons un cauchemar. L'incompétence du commissaire de la Santé ne fait qu'assurer que nous tombons tous dans la pauvreté à cause des problèmes de santé. On a devant nous un commissaire de la Santé sans direction et il y a du désespoir au sein de la population.

M. le président, les données montrent que les soins de qualité insuffisante entraînent un important gaspillage de ressource et nuise à la santé de la population en détruisant le capital humain et en réduisant la productivité. Allez demander aux chauffeurs d'ambulances et les infirmiers qui sont découragés d'aller travailler aujourd'hui et qui préfère prendre tous leurs *sick* et *casual leave*.

M. le président, cette situation chaotique de la santé rend les docteurs et les infirmiers malade. Ils souffrent ensemble avec leurs patients car ils affirment qu'ils ne peuvent pas travailler dans ces conditions actuelles. C'est du jamais vu, M. le président. Allez voir les cris de cœur de nos infirmiers sur les réseaux sociaux. Et je cite : « *Aster tou mo lokal ek sik fini la. Inn bien fer zefor malgre tou sa staff crisis, inadequate staff patient ratio – tou lekor aster nou relax. Donc, nou pran nou konze kan nou anvi nou aret les krwar ki nou iranplasab.* Mais si tous ces personnels prennent leurs congés, M. le président, qui va soigner nos patient. Peut-être le commissaire a les aptitudes nécessaires pour soigner nos patients.

La dernière fois on a eu droit à l'épisode où les chauffeurs d'ambulances – c'était en janvier 2024 ont fait la grève et la police a dû intervenir pour transporter les patients. M. le président, *tou aksion enān enn reaksiion*. M. le président, le commissaire de la Santé est responsable de ce malaise dans la société actuellement car son incompétence à forcer la population à perdre confiance à l'égard des services de santé. C'est aberrant de constater que certains personnels de santé ont même prit leurs retraites pour fuir ce climat de méchanceté, de vengeance et de pression qui plane dans le service de santé à Rodrigues. J'ai même entendu les jeunes recrues dire qu'ils sont découragés et dégoûtés de terminer leurs carrières professionnelles dans la santé, M. le président. Il faut être à l'écoute.

M. le président, jetons un regard inquiétant et attentif sur la santé à Rodrigues. La population de Rodrigues a pu constater de la tergiversation du commissaire de la santé à

plusieurs reprises tout ça pour tenter de faire oublier les questions pertinentes relatives à sa commission notamment la situation des médicaments, la gestion catastrophique de la dengue, les calvaires des dialyses à l'hôpital, les cas de négligence médicale, des traitements des employées de l'hôpital avec le non-paiement des overtime, les *bank* et *night shift allowance* et d'autre critique quant à la gestion de sa commission.

M. le président, il y a un fameux dicton Créole, et je cite : « *pie ki raporte ki gengne kout ros.* » Je crois que c'est le dicton favori du commissaire de la Santé. M. le président, en tant qu'une opposition responsable on ne fait pas d'attaque personnelle contre le commissaire de la Santé mais on critique la manière dont le commissaire gère la commission de la Santé. Aujourd'hui, les gens ont beaucoup de doléance et d'appréhension et affirment qu'il est très loin d'être le meilleur commissaire de la Santé qu'on a eu à Rodrigues. *Pa mwa ki dir bänn dimoun kip e dir.*

M. le président, je crois que le commissaire de la Santé a un problème de supériorité. La population pense et dise qu'il assumera très bien le poste de Chef commissaire de Rodrigues car il aime contrôler tout le monde. N'est-ce pas, Madame la commissaire ? Je crois que le Chef commissaire actuel doit être sur ces gardes, M. le président.

M. le président, Rodrigues is suffering from an incompetent leadership from the Commissioner of Health since 2022 et tous les Membres de l'autre côté de la Chambre le save très bien. Je crois que le commissaire de la Santé doit descendre de son trône et se mettre dans la peau de nos sœurs et frères de Rodrigues.

M. le président, le commissaire de la Santé doit commencer à travailler sérieusement afin d'améliorer le système de la santé et la qualité de vie des patients et employer à Rodrigues au lieu de tergiverser sur les réseaux sociaux ou de mettre son nez dans les affaires de ces collègues qui travaillent péniblement dans d'autres commissions comme la commission des Sports entre autre.

M. le président, je demande au commissaire de la Santé s'il y a eu un pays dans lequel le responsable de la santé a été accuse d'allégation grave ou beaucoup moins grave de corruption et de gaspillage de fond publique, il est toujours assis sans vergogne...

**Mr Chairperson:** I am sorry; you are imputive on the motion of the Commissioner. Okay. This is not the right forum. You have other forum for this. This House here is not for this debate. Right? You continue but not with this.

**/UNREVISED/**

**Mr Spéville:** M. le président, je n'ai pas fini mon phrase. Je peux finir ? M. le président, je demande au commissaire de la Santé s'il y a eu un pays dans lequel le responsable de la santé a été accusé d'allégation aussi grave ou beaucoup moins grave de corruption et de gaspillage des fonds publiques et il est toujours assis sans vergogne et boulonner au siège de commissaire et ses privilèges. Dans d'autres pays...

*(Interruptions)*

**Mr Chairperson:** You have been saved by the sea.

**Mr Spéville:** Merci, M. le président, dans d'autres pays comme le Zimbabwe, le Botswana, le Royaume Uni et certains pays d'Amérique du Sud, le responsable de la santé ont dû démissionner. Alors qu'ici notre commissaire de la Santé n'a même pas été réprimandé pour sa mauvaise gestion de la commission de la Santé et de mettre la vie des gens en péril.

M. le président, pas plus tard que la semaine dernière, la population a pu constater l'amateurisme du commissaire de la Santé a négocié, a communiqué. Heureusement, que le Leader de l'OPR, le PPS Francisco François a pu intervenir et négocier avec les responsables pour que le Dornier puisse rapatrier ces blessés d'urgences.

*(Interruptions)*

**Mr Chairperson:** Sorry, can you substantiate this? Are you sure? You can substantiate this? If you can, you go forward.

*(Interruptions)*

**Mr Spéville:** M. le président, la gestion de la dengue par le commissaire de la Santé a été pour le moins dans mon opinion catastrophique. Par exemple, aucune mesure de prévention n'a été prise dans les écoles secondaires comme, donner des produits répulsifs pour les moustiques. Par conséquent, beaucoup d'élèves ont attrapés la dengue et obliger de s'absenter de l'école pendant plusieurs semaines.

M. le président, *prevention is better than cure*. Au moins on aurait pu éviter les infections et la propagation de la maladie parmi les étudiants. M. le président, par le manque de volonté et de considération du commissaire de la Santé, la maladie de la dengue à toucher beaucoup de nos personnes âgées et ceux avec des comorbidités sont décédées d'autres survivre encore avec des séquelles de cette maladie qui a été détecté à Rodrigues depuis juin 2023, comme mon collègue, Jean Rex a déjà mentionné.

**/UNREVISED/**

M. le président, malgré que le Chef commissaire ne lui a pas demande de *step down*, il aurait dû dans un sursaut d'orgueil, de son propre dignité le faire lui-même. Malheureusement, ces conseillers le louent comme le meilleur commissaire de la Santé et le gaspillage du fond public continue de glorifier aujourd'hui.

M. le président, on constate qu'il y a un problème de rupture de médicament dans les pharmacies des hôpitaux surtout ceux en grande demande vue qu'on a un taux très élever des maladies non-transmissibles concernant des médicaments pour les patients cardiaques, médicaments pour hypertension et d'autres maladies et d'autres plus légers comme la toux normale par exemple. Cette pénurie de médicament dans les hôpitaux pousse les patients à acheter les médicaments dans d'autres pharmacies.

M. le président, le prix exorbitant de certain de ces médicaments et la hausse des prix dans nos pharmacies parfois allant même jusqu'à 80%, les rend inaccessible aux personnes âgées et vulnérables de notre société à Rodrigues. Pour une fois, le commissaire de la Santé va-t-il prendre ces responsabilités et étudier sérieusement cette inquiétant phénomène.

M. le président, l'apport logistique et infrastructurelle et nul doute important dans l'avènement d'un système de service de qualité mais ce qui est plus important c'est le niveau des soins qui sont administrer aux patients. En 2020, quand le commissaire de la Santé était dans l'opposition, il a bien critiqué le traitement des patients dans l'hôpital de La Ferme. Il disait, c'est dans les Hansards, il disait que les patients qui font les pansements le matin étaient exposes au vent et à la pluie et le froid. C'est écrit noir sur blanc dans les Hansards de l'Assemblée Régionale.

M. le président, permettez-moi de poser la question, qu'est-ce que le commissaire de la Santé a fait à cet effet pour solutionner ce problème ? Il y a aussi, M. le président, le problème de *understaffing*. J'ai appris que parfois il y a seulement que deux Nursing Officer dans le Female Ward qui sont de garde sans aucune aide. Et à l'époque il y avait aussi quelques interventions en 2020 et je cite : « Le Female Ward il n'y a pas de *female staff* pour faire les suivies, la tournée, il y a qu'une servante qui fait le va et vient. », fin de citation.

M. le président, j'aborde le sujet de négligence médicale. C'est un fait que nous avons besoin de médecin avec une formation spécialiser la nuit pour une attention immédiate aux patients très malades, pour éviter le retard de diagnostic, pour une intervention immédiate et rapide en particulier dans les spécialités à haute risque, tel que la gynécologie, l'anesthésie et la pédiatrie.

**/UNREVISED/**

M. le président, par exemple, le problème de gynécologie ne date pas d'hier car il y a un seul gynécologue à Rodrigues. Donc, on entend les cris de cœur de ces femmes tous les jours car tous les mois on change de gynécologue et il n'y a pas de suivi. Comme disait monsieur M.V. à l'époque en 2020 quand il était de ce côté de la Chambre et je cite : « Ce n'est pas normal il faut qu'on respect la femme Rodriguaise. » c'est toujours dans les Hansards. Et si je continue, je cite : « elle se plaint du fait qu'il n'y est qu'un seul gynécologue à Rodrigues. Je pense qu'il est grand temps pour nous d'avoir au moins deux gynécologues parce que bien souvent les femmes vont à l'hôpital elles passent devant les généralistes et je vous dis il y en a beaucoup qui ont peur elles ne veulent plus aller à l'hôpital. », fin de citation.

M. le président, on ne peut pas continuer de jouer avec la vie de la femme Rodriguaise comme cela et aussi avec la vie des petits enfants qui naissent parfois avec des complications comme des bras cassés. Par exemple, M. le président, M. le commissaire de la Santé, il n'est pas là mais il était là à l'époque avec l'équipe de l'opposition. Donc, quel est le plan du commissaire de la Santé pour s'assurer que les femmes de Rodrigues n'auront plus à rencontrer des problèmes gynécologiques en allant à l'hôpital ?

M. le président, après toutes ces représentations de l'opposition depuis 2017 pour l'ancien commissaire de la Santé, en 2022 la population expirer voir du changement concret et réalisable dans la commission de la Santé malheureusement, la situation est de mal en pire. Comme dit Tante Marlene *'tir la vi met lamor'* M. le président.

M. le président, la population pense que le commissaire de la Santé ne peut pas voir autant de million devant lui. Il dépense les sommes allouées à sa commission à bon échéant jusqu'à le dernier sous puis il vient dire que le gouvernement n'a pas d'argent. Allez lire le rapport de l'Audit vous allez voir combien de million la commission doit à ces personnes, M. le président.

M. le président, au lieu de payer les employées, le commissaire a préféré utiliser le budget pour mettre des caméras partout dans les hôpitaux qui ne fonctionnent même pas en ce moment. Les installations sont toujours suspendues au plafond, M. le président.

*(Interruptions)*

Pourquoi mettre des caméras ? je ne dis pas que c'est mauvais que ce n'est pas un outil important mais il fallait acheter des équipements plus urgent comme des équipements

orthopédiques et d'autre ressource comme du papier. Il y avait manqué de papier pour les *payslip*, pour les certificats médicaux.

M. le président, le commissaire de la Santé s'est empressé d'ouvrir le Dental Clinic à La Ferme. Cela provoque la colère des employées en ce moment car l'infrastructure n'était pas encore prête et beaucoup de matériels ne sont pas rangés convenablement. *In prese pou koup riban pou met foto dan magazin*, M. le président. Voilà, le désordre dans le Dental Clinic à La Ferme.

M. le président, pour terminer il paraît que les patients de la dengue ne sont plus admis à l'hôpital de La Ferme depuis février 2024. Donc, il y a deux salles libres, un *Male Ward* et un *Female Ward* avec une capacité de sept lits chacun. Qu'est-ce que le commissaire de la Santé compte faire avec ces salles vides car la population est dans l'incompréhension. M. le président ?

M. le président, je crois que le commissaire de la Santé doit être plus proactif. M. le président, il y a une fameuse citation de l'Empereur et philosophe Marc Aurèle et je cite : « Que la force me soit donnée de supporter ce qui ne peut être changé et le courage de changer ce qui peut l'être mais aussi la sagesse de distinguer l'un de l'autre. », fin de citation.

M. le président, je crois que le commissaire de la Santé devrait méditer dessus lui aussi. Peut-être qu'il aura assez de sagesse pour s'occuper un peu plus de ces responsabilités et améliorer notre système de santé à Rodrigues pour assurer le bien commun de la population.

M. le président, je continuerais de faire des critiques quand le devoir se fera sentir qu'il s'agisse du domaine de la santé ou autre donc je voterais en faveur de cette motion de blâme contre le commissaire de la Santé. Je vous remercie, M. le président.

*(Applause)*

**The Second Member of Grande Montagne (Mr L. D.Baptiste):** Merci, M. le président, de me permettre de participer à ce débat et je voudrais aussi remercier tous ceux qui ont intervenus avant moi depuis le début de cette après-midi.

M. le président, si nous sommes là ce soir, si nous sommes venus de l'avant avec cette motion c'est parce que nous croyons que le vrai débat doit être ici dans cette Chambre et non pas à travers les réseaux sociaux comme notre collègue Commissaire est toujours très familier et il aime ça très bien. Mais dans les *meetings* ou à travers les conférences de presse.

## /UNREVISED/

Nous représentons ici la voix de tous ces Rodriguais qui ont souffert et qui souffrent encore surtout depuis ces deux dernières années depuis que l'Alliance Libération est au pouvoir. Même si le Commissaire de la Santé persiste et même s'il essaie de faire croire que tout va pour le mieux, même s'il essaie de nous faire croire qu'il est le meilleur Commissaire de la Santé que Rodrigues n'ait jamais connu mais si vous allez, si vous descendez dans les rues si vous allez demander à presque n'importe quelle personne que vous croisez dans la rue, on va vous dire que le service de la santé particulièrement est en crise. La réalité est tout autre de ce que le Commissaire veut nous faire croire ici. D'ailleurs, quand j'ai écouté les interventions des membres de la majorité je constate qu'ils ne sont même pas convaincus de ce qu'ils disent parce que moi je connais des proches, des très proches, de pas moins de deux Commissaires de l'autre côté de la Chambre tout dernièrement qui ont critiqués ce service de très, parfois des basses qualités et le problème des transferts des patients à Maurice et autres problèmes. Donc, on ne peut pas nier que c'est un problème qui a pris de l'ampleur ces deux dernières années et si le Commissaire avant tout continue de penser qu'il est toujours le meilleur, s'il n'accepte pas les remarques, les critiques qui vont l'aider à faire mieux dont on se dirigera malheureusement, vers la catastrophe. Donc, j'ai vu même le sondage de 'Toradio', dont moi je ne suis pas très fan de 'Toradio' mais il y a eu un sondage par rapport au potentiel Commissaire de la Santé. Mais malheureusement, le Commissaire du jour est parmi les derniers sur cette longue liste. Même l'animateur de 'Toradio' *has been rated as a better Commissioner*. C'est récent, M. le président.

Cette motion est l'occasion pour nous, cette côté de la Chambre de démontrer pourquoi le Commissaire de la Santé et autres n'est plus apte à diriger cette commission, les responsabilités dont ont la confiées. Que ce soit au niveau de la Sécurité Sociale, Service des Pompes à Incendie et malheureusement, tout récemment le gros dossier du logement que mon ami Nicolson Lisette, mon collègue à ci bien donner cette image de ce qui se passe quand on met des fardeaux additionnels sur une personne qui a déjà des grosses décharges sur son dos. Et pour nous il est impératif à quelqu'un d'autre qui pourra occuper, espérons-le du moins, occuper ce poste avec beaucoup plus d'efficacité. On parle beaucoup d'efficacité, de conviction et de professionnalisme.

Au cours des différentes interventions des Membres de la minorité mes collègues ont pu illustrer les nombreux manquements que reproche les parents, les patients, les familles de ces patients-là, les personnels hospitaliers, les officiers administratifs, les cadres techniques de la commission que malheureusement, j'attendais, j'espérais qu'ils soient là nombreux de la

**/UNREVISED/**

commission. Les cadres techniques de la commission que malheureusement, j'attendais, j'espérais qu'ils soient là nombreux peut être pour donner un coup de main au Commissaire pour nous donner des réponses parce que nous avons posé beaucoup de question mais je crois que voilà c'est vide ! Et je me pose la question pourquoi, M. le président ? Est-ce que c'est parce que comme ils disent à chaque fois, même s'ils donnent des conseils le Commissaire n'écoute jamais. Donc, ce n'est pas la peine, ça ne vaut pas la peine de venir ici. Est-ce que c'est ça la raison pourquoi c'est vide ici. Tout à l'heure-là le Chef commissaire avait dit que le ICE est là mais je crois qu'il n'est plus là. Donc, il y a un problème ou encore est-ce qu'ils ne veulent pas venir parce qu'ils sont déjà au courant de la situation catastrophique par rapport à ce montant exorbitant d'*overtime*. Donc, ils savent bien que s'ils viennent ici ce ne sera pas maintenant qu'ils auront leurs dû, qu'ils auront leurs *overtime*. Donc, autant de question mais pour nous de ce côté de la Chambre c'est un mauvais signe de voir un Commissaire qui nécessite, j'en suis sûre, beaucoup d'information, probablement d'information qu'on a demandée ici donc il n'arrive pas et personne d'autre ne sont en mesure de nous fournir ces informations aussi importantes. Parce que comme je vous ai dit cette motion ce n'est pas seulement pour venir dire des choses à gauche et à droite mais pour nous il faut qu'il y est vraiment cette prise de conscience, il faut écouter les cris du cœur de cette masse de la population Rodriguaise et de tous ces gens qui souffrent.

Je suis allé à l'hôpital dimanche dernier, j'ai vu comment les salles sont tous très, très remplis et j'ai rencontré une personne et elle m'a fait comprendre qu'une dame, son mari qui était admis a dû céder sa place en quelque sorte à quelqu'un d'autre qui souffre encore plus que lui. Donc, pour vous dire que nous sommes vraiment dans une situation critique et il faut trouver des solutions.

Donc, la première personne, bien sûre que nous visons aujourd'hui, ce n'est pas la personne lui-même mais surtout par rapport à sa capacité d'exercer à bien les fonctions qui lui a été confié. D'abord, il est le premier responsable de la situation mais les gens n'épargnent pas non plus, le Chef commissaire sortant et encore moins l'actuel Chef commissaire pour leurs manques de courage, je le dis bien, manque de courage de lui rappeler à l'ordre. Parce qu'ils savent tous que vraiment il y a des soucis, il y a des problèmes. D'ailleurs, le Deputy Chief Commissioner n'a pas raté l'occasion, comme mes collègues ont fait comprendre ce matin, on fait ressortir, il a dit à un certain moment si nous les Rodriguais nous n'avons pas une petite économie, quelques sous de côté on risque de mourir. Et voilà, ce qu'il a dit, ça dit tout, ça parle de ce que les gens en général pensent.

**/UNREVISED/**

Donc, malheureusement, vous savez, la dernière fois j'ai écouté la conférence de presse du PMSD et M. Xavier Duval parlait de '*Brutus*'. Ben je me pose la question et vous savez '*Brutus*' est les autres personnages de Julius Caesar, Anthony, il avait cette manière de faire pour manipuler les gens. Donc, *they* parle de *flatterer - people who like to be* -d'être flatter. On se sent beaucoup plus grand. Donc, il faut faire très attention. Quand on pense qu'on est toujours les meilleurs et ça risque de nous mener vers ce qui se passe aujourd'hui. Moi je dois le dire franchement. Parfois, malheureusement, le Commissaire n'est pas là, il pense trop qu'il est le meilleur. D'ailleurs, il n'a pas raté de dire ça à qui voulait entendre lors du débat budgétaire. Il a dit je suis le seul Commissaire de cette Exécutif ayant pu présenter un bilan positif. Le seul Commissaire ! C'est-à-dire, que vous vous ne travaillez pas ! Et il a dit que regarder dans ce...

*(Interruptions)*

Pas sauvage, non. Des incompetent, peut-être. Chômage, *sorry, sorry*. Chômage, *sorry*.

Donc, il a parlé de ce bilan, de ce magazine, et il a dit s'il n'y avait pas la Commission de la Santé donc il n'y aurait pas eu ce bilan. Ça ce qu'il a dit à qui voulait l'entendre. Donc, d'ailleurs c'est vrai quand je vois les images ici c'est que la Sécurité Sociale, la Santé, je ne sais pas. Donc, ça c'est une bonne partie du bilan du Chef commissaire. Donc, ça parfois ce n'est pas bien, s'auto proclamer comme étant le meilleur et supérieur. Donc, c'est ça qu'il faut faire un effort pour changer.

Donc, on a parlé sur pas mal de chose, beaucoup de chose ce matin, beaucoup de manquement mais pour ma part je voudrais peut-être pour continuer de démontrer que le Commissaire de la Santé n'est pas à la hauteur de ces fonctions, permettez-moi, M. le président, de revenir dans un premier temps sur les réponses qu'il a fourni à la Chambre lors d'une question parlementaire B/24 que la Membre Karine Roussety a posé, c'était le mardi 31 mai 2022. Donc, cette question ayant trait au retomber de sa mission à Maurice du 17 au 23 avril 2022. Donc, il a énuméré 19 points de discussion qu'il a eu à Maurice avec ces homologues et je voudrais peut-être juste pour vous faire juger par vous-même un *recap* de quelques points, même si certains ont déjà mentionnés, je ne vais pas élaborer là-dessus mais dès son introduction voilà ce qu'il a dit. I quote:

*"Mr Chairperson, Sir, the outcome of this mission has been beyond the expectation by solving the following long outstanding issues."*

End of quote.

**/UNREVISED/**

Je dis bien, *by solving the following long outstanding issues!*

Donc, what are those issues that he mentioned? The very first one that he solved and was long outstanding –

*‘The transfer of 13 Firefighters from Mauritian Establishment to Rodrigues Regional Assembly.’*

Donc, juger vous-même, je ne vais pas faire des commentaires là-dessus. C’est la première chose.

Deuxième –

*‘Participating in the emergency, National Emergency Operation Command to improve the function of the Rodrigues Emergency Operation Command (REOC) in Rodrigues.’*

Qu’est-ce que vous avez vu de plus spécial par rapport à REOC à Rodrigues, M. le président ? Donc, pour nous c’est une farce. Non seulement il a usurpé le pouvoir du Chef commissaire car selon la loi le REOC tombe sous la responsabilité du Chef commissaire mais pire encore rien n’a changé depuis ! Peut-être sauf changement d’une personne qui est responsable de l’institution mais rien de plus. Si vous allez à Mon Plaisir vous allez voir un bâtiment plutôt abandonner, des *shutters* parfois baisser mais il n’y a rien qui est impressionnant.

Et troisième –

*“Reorganisation of REOC to be located at new Fire Station at Mon Plaisir.”*

Donc, ça aussi deux ans plus tard, il n’y a rien de visible, rien de palpable car le bâtiment est toujours dépourvu de tout, que ce soit en terme d’équipement, de mobilier, de logistique mais également en terme de personnel.

Donc, ça trois points. Il a parlé également du *Training of officers de la Welfare and Elderly People Protection Unit. This has not been done so far.*

Il a parlé de *appointment*. J’aurais voulu qu’il soit là pour donner des éléments de réponse à celui qui va venir après moi pour défendre ça. *Appointment of the Rodrigues Principal Social Security Officer in the Social Security Technical Committee in Rodrigues. So far, deux ans déjà the concerned officer/s had never attended any such meeting!* Il a parlé également *to reconsider the contribution of Rodriguan fishermen’s stands, the contribution*

**/UNREVISED/**

*for some past years to be recognized.* Contribution des pêcheurs, je ne sais pas exactement qu'est-ce qu'il voulait dire par rapport à ça mais je sais que c'est un dossier épineux. Au moins le Commissaire de la Pêche est là mais je viens d'apprendre qu'il y a des pêcheurs qui continuent à contribuer sous le plan de 'National Pension Fund'. Et, il y a au moins deux pêcheurs qui sont venus me voir. Parce que comme vous savez déjà le NPF a déjà été aboli et maintenant ça a été remplacé par le CSG. Comment se fait-il qu'aujourd'hui ces pêcheurs-là contribuent toujours sous le plan, le NPF. Donc, là il y a un souci. Et ils sont allés voir, d'après ce que je sais, j'espère qu'ils parlent sérieusement, qui sont vrais. Ils m'ont fait comprendre qu'ils ont allé voir le Commissaire de la Sécurité Sociale parce que la NPF c'est la sécurité sociale également de la pêche mais jusqu'ici on n'entend rien. Donc, je voudrais demander, si jamais il y aura un successeur de M. Volbert ou je ne sais pas s'il sera toujours là, de faire en sorte de voir ce dossier au plus vite et surtout de rembourser cette argent qu'on déduit illégalement sur les allocations du mauvais temps des pêcheurs. Donc, je demanderais au Commissaire de la Pêche aussi de voir ce dossier.

Huitième point qu'il avait soulevé –

*“The renewal of invalidity pension.”*

Ça je ne sais pas, je ne comprends toujours pas aussi. *Renewal of invalid pension and NEF every four years and two years respectively instead of every year.* Mais je vois que les pensions sont renouvelées toujours *yearly*. Et pire encore on entend des gens dire que voilà *my pension has been disallowed*. Et ça arrive souvent !

*(Interruptions)*

Donc, la révision c'est chaque année pour certains cas. Parce que je vois par exemple une personne est venue me voir la dernière fois, j'ai vu la lettre c'est pour un an.

Donc, on dit beaucoup de belles choses mais dans la pratique et dans la réalité ça ne marche pas. Donc, c'est pourquoi encore une fois comment est-ce qu'on peut faire confiance à un Commissaire qui nous donne des informations qui sont supposés, des informations officiels mais qui sont toujours erronés et fausses.

Il y a eu l'introduction par exemple du *monthly GSG – Disability Allowance*. De Rs2,500 *for those suffering from a disability between 40 and 59%*. Ça c'était une mesure budgétaire nationale par le ministre des Finances pour le budget 2022-2023. A ce jour à Rodrigues rien n'a été mis en place pour permettre aux potentielles bénéficiaires de bénéficier de cette mesure budgétaire. Donc, je ne comprends pas, franchement ce que fait

notre Commissaire de la Santé. C'est pourquoi pour nous avec preuve à l'appui nous pouvons dire qu'il n'est pas à la hauteur de ces fonctions. Donc, *yes the man should go!*

Neuvième point, il a parlé du *fast track for the transfer of patients from Rodrigues to Mauritius. I would not elaborate on this point because my colleagues have already mentioned...* Donc, on a mentionné pas mal de chose mais je pense toujours à ce petit groupe de personne qui ont dus attendre l'année dernière pendant plus de trois heures parce que les gérants de Sikamifer n'étaient pas au courant, ils n'ont pas été mis au courant de l'arrivée de ces patients. Donc, ce sont des choses vérifiables, ce sont des choses que même au sein de la commission on peut confirmer. Parce que moi personnellement quand on m'a téléphoné de Maurice j'ai aussi pris contact avec les officiers parce que c'était vraiment une situation très stressante pour ces gens-là. Donc, il y a beaucoup de problème et on ne peut pas prendre ça à la légère, on ne peut pas fermer les yeux, on ne peut pas dire tout simplement faite ce que vous voulez, dites ce que voulez à la fin du jour quand on va voter, je vais rester toujours le Commissaire de la Santé. Pour nous, M. le président, nous pensons à ce peuple, nous pensons à ces gens qui souffrent et nous demandons au Commissaire de la Santé et au Chef commissaire aussi de prendre ces responsabilités et prendre les choses au sérieux. Ici on n'est pas là pour ricaner, on n'est pas là pour jouer. Malheureusement, à travers certaine attitude ce matin on a pu constater que pour certaine personne c'était plus faire un petit peu de la rigoler, des choses pareils.

Donc, il a parlé, dixième point –

*“For the provision of a Neuro surgeon for rapid intervention in Rodrigues for stabilization of cerebrovascular attack of patient within eight hours before their transfer to Mauritius.”*

Là-dessus, je ne peux pas commenter parce que je n'ai pas d'information mais j'espère que les choses ont été fait.

*“Technical support for reassessment of 13 broken ambulances.”*

Ça avait fait une saga ! Mais à la fin du jour je n'ai pas vu grand-chose parmi les 13 ambulances qu'ils disaient que voilà ça dormez au niveau du Mechanical Workshop, l'OPR n'a rien fait, Simon Pierre n'a rien fait. Donc, pas grand-chose. Donc, des sagas, faire chaud et comme aurait bien dit mon collègue ex- Commissaire Simon Pierre, c'est l'effet '*Kout lepe dan delo*', *samem pa plus*.

## /UNREVISED/

Il a mentionné également parmi les retomber – “*The promotion of services of a Biomedical Engineer for vetting of specification of medical equipment for procurement.*” J’espère que ça a été le cas. Parce que tout à l’heure-là, je pense que c’est un de nos collègues a parlé de... je pense que c’est le Membre Lisette, manque d’information, avare pour nous donner des informations par rapport à certaine question, par rapport POCT. Donc, il y avait cette question. Donc, il a tout simplement trouvé des refuges pour éviter de répondre à cette question. Donc, c’est pour nous – si les choses sont clairs donc il devrait venir en toute simplicité nous donner les réponses, M. le président.

L’autre point qu’il a mentionné, c’est le *setting up of a Nursing School in Rodrigues via an MOU*. Donc, M. le président, c’est vrai, peut-être c’est une bonne chose, l’intention est bonne mais ça va se savoir dans les jours, les semaines, les mois à venir sous quelle forme et dans la pratique est-ce que c’est faisable, est-ce que nous aurons le niveau et la qualité ? Est-ce que, ce sera une formation reconnue et garantie. Parce que, M. le président, le Commissaire n’a pas donné beaucoup de précision par rapport à ce projet sauf que lors du discours officiel par rapport au lancement à Mont Lubin il y a quelque temps de cela, j’ai été étonné d’entendre, de comprendre que ce projet a vu le jour en seulement quelques jours. Il a téléphoné tout simplement à un représentant du Polytechnique Mauritius. Lorsqu’il a compris que les négociations comme c’était mentionné dans le Discours Programme avec le Mauritius Institute of Health pour la mise sur pied de ce collège, de cette école. Donc, ça n’a pas abouti et quelqu’un lui a proposé de voir ça, de travailler avec Polytechnique Mauritius. Donc, il a donné un coup de fil, le lendemain la personne est venue dans son bureau, il a expliqué son projet – c’est ce qu’il a dit hein ! Et la dame a dit : « *Okay je vais essayer de voir avec mon bureau à Maurice et puis je vais revenir vers vous.* » Et voilà, ça s’est fait ! S’est fait. On a déjà donné le bâtiment. J’espère qu’il y a déjà le MOU, j’espère que les modalités sont déjà claires. Mais, M. le président, quand je regarde un petit peu, quand j’ai lu le document par rapport au *clinical training framework for nursing education in Mauritius*. Donc, c’est un document qui parle du *minimum standard requirement for a nursing school or college*. Quand j’ai lu quelques *guidelines* dedans, le *minimum standard*, donc ça me rend perplexe.

Donc, d’abord quand je vois le *physical facilities for College of Nursing*. La première chose en terme de *building*. J’espère que le Commissaire a lu tout ça. *The College of Nursing should have a separate building. The College of Nursing should be near to its parent hospital and having space for expansion. The College of Nursing with an annual admission capacity of 50 students, the constructed area of the college should be 2284 m<sup>2</sup>*. Donc, j’espère qu’ils

## /UNREVISED/

ont pris en compte cette aspect. Et ici, *they give details of the constructed area*. Par exemple, *the lecture hall, Nursing Skills Practice Laboratory*. Est-ce qu'on aura ça ici ? Qui doit être d'au moins 139 m<sup>2</sup>. On parle de *Nutrition Laboratory* et on parle de beaucoup de chose.

Donc, juste pour vous dire je suis désolé, mais je dois le dire, le Commissaire parfois il prend les choses à la légère. On annonce et on pense que voilà c'est fait. C'est *it is done !* Voilà le terme qu'on a utilisé ce matin. *Spin doctrine!*

Donc, ce document est disponible sur internet. Je demanderais aussi au Chef commissaire d'aller voir parce que lui aussi il a sa part de responsabilité en approuvant cette décision cette décision. Donc, j'espère que nous allons vraiment dans la bonne direction et j'espère que ça va marcher mais évidemment on ne peut pas au niveau du service de la santé on ne peut pas simplement faire plaisir pour dire on fait ça à Rodrigues et puis, au détriment de la qualité du service. Donc, bien sûr, on va venir de l'avant aussi avec des questions, PQ lors des prochaines séances parlementaires.

*Il a parlé aussi de finalisation of Healthcare Assistant, tant mieux ! Theoretical part to be done in Rodrigues, in Mauritius practical, posting of third dental clinic in Rodrigues, increase frequency of visiting specialists in Rodrigues. D'après ce que j'ai compris à travers de l'intervention de la Commissaire Agathe, frequency has not increased so far. Donc, le problème est toujours là.*

On a parlé *signature of MOU with Cardiac Centre*. Je n'ai pas à élaborer, on a parlé là-dessus. Il a parlé également – *the finalisation of an MOU with 'Lakaz Warriors'*. *An MOU with 'Lakaz Warriors' for accommodation of women suffering from breast cancer*. Et ça c'est très intéressant, M. le président, *breast cancer and treatment in Mauritius*. Donc, il y a Mme. Shamima Patel. Bien sûr, on en avait parlé de beaucoup de ça à un certain moment. J'ai entendu le Commissaire parlait de *'Lakaz Warriors'*. Mais à un certain moment je ne sais pas s'il y a eu des soucis parce que la dame qui est responsable de ce centre, Mme. Shamima Patel a dû avoir recours aux réseaux sociaux également pour essayer d'interpeller le Commissaire parce qu'il ne répondait pas au téléphone, parce qu'on n'arrivait pas à avoir un rendez-vous avec la secrétaire comme c'était convenu. Parce que normalement elle devrait venir à Rodrigues, c'était bien sûr, en 2013, en juin, 23 juin, mais ils n'ont pas eu ce rendez-vous. Et depuis j'ai appris, j'ai vu à la télévision, la semaine dernière, que maintenant *Link to Life* qui est venu travailler avec la commission pour le dépistage du cancer. Juste pour vous dire que ce sont des choses qu'on parle comme ça, on rencontre une personne, on n'analyse

## /UNREVISED/

pas en profondeur pour voir si les choses qu'elle propose, les collaborations sont des collaborations qu'on pourra éventuellement collaborer sur le long terme.

Donc, voilà épater très vite et puis il y a des illusions. Donc, elle a mis ce poste '*feeling annoy*'. Pour moi c'est grave parce que ce n'est pas la personne mais c'est l'institution, c'est la commission, c'est l'Assemblée Régionale de Rodrigues qui est en jeu quand nous au niveau de Rodrigues on traite des gens de cette façon-là. Donc, Miss Patel, *annoyed, yes with the way the Commissioner – inn roule li en bato.*

So, *le dernier point.* The assistance of WHO to revise and advise in the construction of a modern hospital. Ça je ne vais pas élaborer là-dessus parce qu'il y aura d'autre...

Donc, voilà. Là j'ai parlé des choses, des points que le Commissaire lui-même a dit, on n'invente rien. Maintenant si on passe en revue par rapport à certaines mesures annonçaient lors du Discours Programme 2022-2027, M. le président, présentait le 18 mars 2022, paragraphe 122. *I quote what was said in this 'Discours Programme' :*

« *M. le président, ce nouveau gouvernement régional va garantir un service de santé efficace et moderne à la population. Notre objectif est de protéger notre population et surtout de nous assurer d'être réellement préparer en cas de future crise sanitaire ou autre pandémie.* »

'*Future crise sanitaire*' ! Et là nous faisons face à une autre crise sanitaire évidemment. Mais entre ce qu'on a dit en mars 2022 et ce qu'on constate presque deux ans plus tard donc rien n'a été fait, rien n'a été mis sur place, aucune vision. Donc, dingue aujourd'hui nous confirme de cette incapacité justement de gérer les crises sanitaires. Et on constate cette pagaille au sein de la Commission de la Santé par manque de clairvoyance, manque de vision de la Commission de la Santé. C'est alarmant, M. le président. On avait déjà tiré la sonnette d'alarme parce que depuis juin comme le *mover of motion has said*, il y a eu des cas de dingue. Donc, on aurait dû prendre des mesures fortes pour éviter qu'on arrive à un stade de pandémie. Et pour moi, c'est vraiment aberrant d'entendre un commissaire ce matin parlait du chiffre – donc, à Rodrigues il y a seulement 300 et quel. Donc, il y a beaucoup plus que ça, elle n'est même pas au courant du dossier. Il compare 300 à Rodrigues et je crois 2,000 à Maurice. En statistique on ne regarde pas *the absolute figure*, il faut voir ça, il faut comparer en terme de pourcentage pour voir quelle est le pourcentage de la population qui est affectée.

Donc, Rodrigues est petit – 300, ça peut être énorme pour une petite île comme Rodrigues. Donc, on prend toujours les choses au petit bonheur et ça ce n'est pas bien et c'est

## /UNREVISED/

pourquoi nous sommes arrivés là où nous sommes aujourd'hui. Et là encore, je pense à cette famille de Grande Montagne, la dame qui m'a fait part de sa déception par rapport à ce qu'elle a vu. Son mari était admis à l'hôpital, au Area Health Centre de Mont Lubin, pendant 10 jours à cause de la dengue. Vous savez ce qu'elle m'a dit lundi dernier ? Donc, son mari était admis, lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi il n'y a pas eu de drap, on n'a pas changé de drap. Et quand on a posé la question aux infirmiers. Ils ont dit : « Ben, vous savez bon on est là mais il n'y a pas. Je ne sais pas pourquoi mais il n'y a pas. On ne peut pas changer parce qu'on n'a pas. » Donc, si l'hôpital *na pa enn dra pou sanze lor lili, these basic things – you can go and check and confirm, these are the situation actually in Rodrigues. This is the situation which is prevailing at Mont Lubin. Pena dra pou sanze au kotidien.* Et ça c'est dire que nous avons un service efficace. *This has never happened in the past when OPR was in power. Five days* aller demander à vos amis. Allez demander ! Allez demander ! Je peux vous donner les noms après. Allez poser les questions aux personnels hospitaliers de Mont Lubin. Qu'est-ce que vous pensez, la personne aime le Commissaire ou le gouvernement plus que lui-même ? Allez demander vous aller voir, M. le président. Allez demander pourquoi il y avait des jours où on n'a pas eu le lait, le thé au lait ? Il n'y avait pas de lait à Mont Lubin, allez voir, vous aller voir, allez demander. Demander ! Si les officiers étaient là, j'en suis sûre ils n'auront pas pu dire le contraire parce que c'est la vérité.

Donc, voilà le pays va mal, il y a beaucoup de problème et il ne faut pas continuer à prendre ces choses-là au petit bonheur. Là encore si on vient avec les mesures énonçait dans le discours du budget régional 2022-2023, datant du 19 avril 2022, paragraphe 136 – « *Les mesures pour cette année comprendront* » – ça c'est 2022-2023 – « *recrutement des spécialistes dans le domaine de l'anesthésie.* » Est-ce qu'on a pu le faire ? « *La pédiatrie et la médecine générale, psychologie et des Medical Laboratory Technologist.* » Est-ce qu'on a fait ça jusqu'ici ? On a parlé de l'amélioration des hôpitaux et ces centres de santé, je me pose la question. A Montagne Goyaves par exemple, sur Facebook on avait dit – « *j'ai donné des instructions* ». Mais je suis allé à Montagne Goyaves, les instructions qu'on a données il y a un an de cela à travers Facebook. Les instructions non jamais suivies et implémentés. Allez voir. Demandez au Commissaire, malheureusement, il n'est pas là.

Également la rénovation du Catering Department, qui a fait le buzz lors de ces premiers jours, c'était un dimanche, en compagnie du Chef commissaire à l'hôpital de Crève-Cœur. Allez voir ! Est-ce que les choses ont changes, M. le président ? Qu'est-ce qui s'est passé ? La cuisine à l'hôpital de Crève-Cœur. Budget 2022/23, rénovation du Catering

## /UNREVISED/

Department. Et on parle de la même chose. On redit la même chose encore et encore. Donc, trop de blablas, comme dit... Trop de blablas. Trop de promesses. Donc, il y a une grande différence entre l'acte et la parole et comme l'a si bien dit cette dame lors de votre conférence de presse, samedi, regardez cette dame qui vous soutient très, très... elle est très fidèle à vous mais elle a mis... C'est vrai mais là, je pense qu'il faut aussi faire des choses. Il faut dire de belles choses mais il faut faire des choses. Il faut que les gens vraiment voient ce changement. Il faut que ce soit palpable.

Annoncer, c'est joli mais concrétiser, c'est beaucoup mieux, M. le président. Donc, on a parlé également en 2022/23. '*La, nou 2023/2024 la.*' On a parlé de la construction d'incinérateurs pour les déchets. Le déchet, il y a eu des photos, je pense, un petit peu plus tôt, non ? Le déchet organique, on a critiqué ça pendant deux ans. Deux ans, il n'a pas pu faire. Il n'a pas pu le faire et là venir dire que l'OPR aurait dû le faire, mais, M. le président, pourquoi vous êtes là dans ce cas ? Pourquoi il y a eu ce changement ? Le Commissaire doit prendre ses responsabilités. Il a parlé aussi, donc, de l'accord de principe MOU avec *Mauritius Institute of Health*. J'ai parlé de ça un petit peu plus tôt.

Donc, ça n'a pas marché visiblement parce maintenant, il n'y a plus de *Mauritius Institute of Health*. J'entends parler maintenant de *Polytechnics Mauritius*. Signature d'un accord de principe avec le *Cardiac Unit Trust* pour l'ouverture d'un *Cardiac Dedicated Unit* à Rodrigues, s'il vous plaît, comme la pose d'un pacemaker et autres interventions au niveau cardiaque pourront dorénavant être offerts à Rodrigues. On attend toujours. Un an, deux ans, on ne voit rien mais il est le meilleur commissaire. M. le président, il a parlé d'une mise en place d'un Mobile Unit pour l'accélération d'une campagne de vaccination à Rodrigues. *Where is the Mobile Unit?* Il a parlé de la concrétisation de l'étude sur le cancer. Il insistait là-dessus. Et pour nous, il y avait déjà, on avait déjà lancé ce projet en collaboration avec l'Université de Maurice.

Deux ans plus tard... Si vous n'êtes pas d'accord avec l'Université de Maurice, mais il fallait trouver une autre institution. On attend toujours. Donc, là, je parle des points mentionnés dans le budget. On a parlé, donc, révision du *Fast-Track Protocol* pour le transfert des patients en ophtalmologie vers Maurice. Il y a un mois de cela et heureusement que Buisson était là pour aider un patient qui a dû prendre de sa poche, son argent, pour être transféré à Maurice pour aller à *Eye Hospital*. Voilà ce qui se passe. Beaucoup de choses mais peu d'action. Donc, je ne vais pas m'attarder sur la santé.

## /UNREVISED/

Peut-être je vais revenir un petit peu plus tard, je ne sais pas. Mais le Commissaire est aussi responsable de la sécurité sociale. On n'a pas trop parlé de la sécurité sociale. Non ? Donc... ERP, c'est, le Commissaire... 'Samem.' Le Chef commissaire ne sait même pas si ERP tombe sous la Commission de *Employment*. On voulait donner vraiment une nouvelle dimension à la Commission de la sécurité sociale. On voulait justement en construisant un quartier général, malheureusement, ce Gouvernement a cru bon de détourner ça en un pseudo *Area Health Centre* avec autant de manquements qu'on a mentionnés ici et cela, donc, car le bâtiment n'était pas conçu pour accueillir des patients. On a vu.

Tout à l'heure, là, le Commissaire parlait de *sceptic tank*, des toilettes. Hier. J'ai été à Mont Lubin. 'Dir li al get laba.' Je ne vais pas mentionner ce qu'il a dit. Allez à Mont Lubin. C'est une honte. Admettons que si sous l'OPR, c'était une honte, pourquoi il ne parle pas de ce qui se passe maintenant même ? Allez à Mont Lubin maintenant. *Substantiate?* Va à Mont Lubin, vous allez le voir, M. le président. Quelle honte. Donc, ce n'était pas conçu pour être un *Area Health Centre*. Donc, manque de vision, manque de vision et manque de vision. Donc, finalement, qu'est-ce qui s'est passé ?

Normalement, il fallait, parce qu'à cette époque-là, justement, il y avait beaucoup d'autres services. On voulait décentraliser. On voulait donner une nouvelle orientation à la Sécurité sociale et en même temps, le bâtiment où abritait la Sécurité sociale à Malabar appartenait à la Commission de *gender*. Et elles ont un projet, cette Commission-là parce que c'était conçu pour une cuisine, il me semble, communautaire ou quelque chose comme ça pour la formation. Mais temporairement, on a dû prendre ça. Donc, il fallait justement bouger ce bureau-là vers Mont Lubin. Mais il a parlé de ce fameux *hospital*. Mais tout d'un coup, je ne sais pas qu'est-ce qui s'est passé.

Tout d'un coup, on a appris à la radio qu'on va bouger ce bureau de Malabar de la Sécurité sociale. Dites-vous bien, à la radio, communiqué de la sécurité sociale, s'il vous plait, au bloc administratif de Mont Lubin ; pas l'hôpital. Au bloc administratif de Mont Lubin. Pour vous dire que vous ne savez plus qui est quoi. Un instant, ok. Je comprends, je suis jaloux. On a fait ça devenir un hôpital. Mais aujourd'hui, pour la sécurité sociale, le bloc administratif de Mont Lubin. Incroyable, M. le président, si c'est ça la vision d'un gouvernement, je ne sais pas c'est quoi la vision.

Donc, au final, j'ai appris que la Commission a dû vacante ce bureau en quatrième vitesse car la Commission de la femme n'avait plus de période moratoire à accorder parce

que la Commission avait besoin de cet espace-là. Voilà et on a dû transférer ça comme j'ai dit, à la vitesse grand G. On a dû transférer ça. Grand V. Grand V, pardon. *'Pe exsit inpe la.'* TGV. *Yes*, excitation. Et vous savez, M. le Commissaire, aujourd'hui, à Mont Lubin, c'est le plus grand bureau qui accueille le plus grand nombre de bénéficiaires de la sécurité sociale pour les demandes de pension : pension d'invalidité, pension de vieillesse, pension veuve, les petites pensions. Aujourd'hui, ce bureau ne fonctionne pas à plein régime parce que ce n'est pas connecté comme il se doit.

Donc, le système de la sécurité sociale, il y a un système, il fallait d'abord connecter ça avant de faire transférer ce bureau. Il y a des gens venant de Port Sud-Est, de Mont Lubin, qui devraient remplir les formalités pour leur pension de vieillesse ou autre. Vous savez qu'est-ce qu'ils ont dû faire ? On a demandé d'aller à Grande Montagne ou à Port Mathurin sinon vous n'aurez pas vos pensions à temps. C'est ça, le meilleur commissaire, M. le président ? C'est une honte parce que c'est carrément un manque de planification. Manque de planification et ce sont les personnes les plus vulnérables qui sont pénalisées.

Donc, voilà. J'espère que le Chef commissaire est en train de prendre note en l'absence de son Commissaire de tutelle. Peut-être il a pris déjà sa décision. C'est pour ça il n'est pas là. Je vous rappelle ici, nous ne voulons pas prendre le pouvoir mais c'est clair et net que le Commissaire n'arrive plus à manager, à gérer les responsabilités qui sont pour autant quand même très compliquées avec la Commission de la santé, très sensible, sécurité sociale comme disait Serge Clair, un gros morceau. Pompier, service à incendie et maintenant, le logement.

Ça aussi, donc, M. le président, j'espère que le Chef commissaire quand même, va prendre note de ça et peut-être qu'il va donner un petit peu plus de responsabilités pour ceux qui n'ont pas de gros dossiers à gérer. C'est ça que nous demandons. On ne vous demande pas de venir ici pour prendre le pouvoir. Ce n'est pas ça mais nous voulons que ces domaines, ces départements fonctionnent comme il se doit. Donc, là, j'ai appris également qu'il y a de l'eau qui déverse dans certains bureaux. Parce qu'il y a eu des manipulations ces derniers temps-là à Mont Lubin et certains bureaux maintenant sont émergés, noyés d'eau.

Donc, tout ça pour vous dire que les choses qu'on essaient de faire à la va-vite, sans consultant, sans consulter les techniciens, donc, on finira toujours par avoir des choses en un petit peu *'anba-lao koman nou dir.'* Autre chose, je ne vais pas commenter beaucoup sur les pensions mais je me souviens durant la campagne électorale, c'est Daniel Baptiste *'ki ti pe*

**/UNREVISED/**

*koup tou pansion.*’ Mais le Commissaire de la sécurité sociale doit pouvoir venir nous expliquer ici dans cette Chambre pour quelle raison le nombre de bénéficiaire des *social aid* est passé de 1843 bénéficiaires en mars 2022 quand nous avons quitté le pouvoir à 1357 en septembre 2023 selon les chiffres qu’il a fournis ici dans cette Chambre. Donc, il faut pouvoir venir nous expliquer ça.

*(Interruptions)*

**Mr Baptiste:** Yes. Yes. *‘Kifer inn koup zot pansion?’*

*(Interruptions)*

**Mr Baptiste:** Tant mieux. Ok, on va revenir là-dessus plus tard. Donc, *elderly*. Là, je vais parler également d’une chose qui est assez... *‘pa dir inkietant’* impressionnant. On observe à travers les témoignages que ces derniers temps il y a beaucoup de cas de maltraitance envers les personnes âgées. Et là, il y aura, il y a. Et moi, je connais, personnellement pas mal de cas et moi-même à mon niveau personnel, en tant que Rodriguais, j’ai référé pas mal de cas au niveau de la Commission. Et il y a surtout à Rodrigues des cas de maltraitance financière. Et là, avec l’augmentation de la pension de vieillesse, donc, ça risque de s’accroître. Donc, il faut faire très attention. Et le Commissaire doit être très, très à cheval sur ce dossier. Donc, malheureusement, encore une fois, pour moi, sa priorité aurait dû être de travailler sur un plan efficace pour essayer de contrer ce problème comme à Maurice.

A Maurice, on a introduit un système d’alerte pour ceux qui sont en danger. Moi, on avait mentionné ça dans notre budget, je pense en 2021. Mais malheureusement, il n’y a pas eu de suite. On avait annoncé ça même avant que Maurice prenne cette décision. Donc, pour vous dire que nous avons quand même cette vision globale et nous pouvons voir les choses parfois même plus loin que nos amis de Maurice. Probablement, ils ont copié sur nous. Et il faut que le Commissaire aussi fasse preuve de cette vision. Mais là, je dois dire il y a quelque chose qui fait le buzz en ce moment.

Le Commissaire, au lieu de penser à ça, il n’a fait plus qu’à penser à lui-même d’abord et quelques protégés peut-être à travers la mise en place de certains comités. Si le *Rodrigues Elderly Committee* est un *statutory committee* comme stipulé dans le *Protection of Elderly Persons’ Act*, *it is a statutory committee* évidemment mais ça existe depuis

**/UNREVISED/**

longtemps, depuis 2006. Le problème, quel est le problème, M. le président ? J'étais au courant de ça. Le Commissaire, selon la loi...

Voilà, le Rodrigues *Committee for Elderly*, c'est vrai, *it is a committee* mais la composition est claire dans la loi. Pourtant, il y a des personnes qu'on n'arrive pas à comprendre comment ils font parties de ce comité-là parce que selon *the composition of the committee, they have nothing to do with what is written here. I will come, do not worry*. Et pour moi, c'est illégal parce que ces gens-là ont reçu de l'argent de l'Etat, de l'argent des contribuables. Et pour moi, c'est de la fraude et ça, il faut trouver le moyen de voir, *to abide...*

**Mr Chairperson:** Respected Member, you are going on another platform. There are other...

*(Interruptions)*

**Mr Chairperson:** No, I am coming. So, you have other platform when you complain over this and this House is not where we are going to debate on this. Okay? Stick to the motion, please.

**Mr Baptiste:** Mr Chairperson, Sir, I would request the Commissioner for Social Security to see to it that the composition of the Rodrigues Committee for the Elderly that has been set up under his chairmanship, be set up according to the law.

Donc, ça, il faut revoir ça. Et moi, à cette époque-là, parce que moi aussi, quand j'étais Commissaire, il y avait ça. Mais quand je suis allé voir la Ministre d'alors à Maurice, vous savez, quand j'ai parlé de ce comité-là, parce qu'à Maurice, il y a le *Monitoring Committee*, et ce n'est pas un comité en isolation qui travaille seul. Il y a les comptes à rendre lors des rencontres parce qu'il y a un network aussi et j'aurais voulu entendre du Commissaire s'il a déjà participé à un *Elderly Network*. Donc, section 3: *Protection of Elderly Network*

“shall consist of

- (a) the Chairperson of the Monitoring Committee; [*donc, le PS de la Sécurité sociale*]
- (b) the officer-in-charge of the Unit;
- (c) a representative of every Elderly Watch designated by that Elderly Watch; and

(d) the Chairperson of the Rodrigues Committee for the Elderly.”

Donc, *has he been there in this network at least once to report to the network what is going on in Rodrigues?* Donc, si on s’arrête seulement avec cette partie de rencontrer, réunir le comité et bien sûr avoir des *allowances* pour ça, là, ce n’est pas correct. Encore, je dois vous dire qu’il y a d’autres comités qui ne sont pas des *statutory committee*. Et j’ai appris qu’on n’a pas eu l’aval du Civil Service avant de payer les membres de ces comités comme le *Respite Committee*. Il y a le comité pour... Comment s’appelle, là ? Il y a un autre comité. Je ne vais pas mentionner. Mais je demanderais au Chef commissaire de prendre ses responsabilités parce que l’Assemblée régionale doit être aussi un exemple pour la République, l’autonomie de Rodrigues.

Donc, je ne vais pas m’attarder là-dessus mais one meeting. *Yes*. Mais c’est important de... Voilà. Pour moi, c’est ce que la Ministre m’avait dit ; *it is a waste of fund because* à Maurice, elle avait remarqué à cette époque-là, que le *Elderly Watch* ne fonctionne pas. Parce que le but de ce comité, c’est surtout pour donner des outputs selon la loi, bien sûr, au *Elderly Watch*. Ça ne fonctionne pas parce que voilà, *it should function as it for Mauritius. The Monitoring Committee “shall supervise the operations of the unit.” ‘Unit-la vedir welfare’ “and Elderly...”*. Mais ça ne fonctionne pas *fully* à Rodrigues. Donc, on aurait dû d’abord set up the unit fully, make it operational et puis, venir avec ça. Deuxièmement: *“to provide adequate resources and facilities for the proper operation of [...] every Elderly Watch.”*

A la télévision, j’ai entendu lors d’une intervention à la radio au début de la semaine que le Commissaire maintenant travaille sur la réorganisation du *Elderly Watch*. Donc, ces deux-là devraient venir d’abord et ensuite, penser à mettre en place le comité. Donc, il y a des soucis. Donc, gaspillage de fond public et ça ne va malheureusement pas donner des résultats. M. le président, donc, pour moi, on aurait dû réserver cet argent et attribuer ça, utiliser ça à des fins beaucoup plus productives pour le bien-être des personnes vulnérables. Parfois, il y a des gens qui doivent partir, des athlètes, *handysports*. On n’a pas beaucoup de moyens ; on aurait peut-être avec Rs10000, on aurait pu payer par exemple, un billet d’avion pour une personne vivant avec un handicap.

Voilà. Sinon, je voudrais dire quelque chose qui est aussi sérieux, M. le président, qui est sérieux, concernant les centenaires. Donc, je confirme avec tout ce que j’ai entendu, je confirme que souvent, les personnels des différentes Commissions reprochent au Commissaire de la sante et autres qu’il fait souvent des annonces en public sans consulter les

## /UNREVISED/

techniciens ou autres personnels administratifs pour s'assurer d'abord que ce qu'il annonce vont pouvoir être mis en application. Donc, ils sont souvent pris de court et ça, c'est un problème. C'est pour ça, en parti, la Commission ne fonctionne pas.

Donc, là, je dois parler de quelque chose qui pour moi, franchement, c'est un petit peu délicat mais ça n'attriste vraiment. C'est triste d'entendre des choses pareilles. M. le président, j'ai été très excité d'entendre le Commissaire de la Sécurité sociale et le Chef commissaire d'alors parler de notre doyenne de la République, feu Eugénie Bégué qui était présentée comme la doyenne de la République. C'était franchement pour moi, un honneur extraordinaire parce que moi-même, j'ai été le Commissaire de la Sécurité sociale quand on avait célébré ses 100 ans.

Donc, comme un vrai patriote, même si je suis dans l'opposition, j'ai téléphoné à quelqu'un de Maurice que je connais très bien, avec qui j'ai eu l'occasion de travailler quand j'étais Commissaire. Et je lui ai demandé d'écrire quelque chose, de faire un petit reportage parce que c'est une grande première pour Rodrigues. Nous avons une doyenne. Et lui aussi, il était très excité. Mais malheureusement, le lendemain, il est revenu vers moi et il m'a dit, « Vous savez, M. Baptiste, j'ai peur de vous décevoir mais Mme Eugénie Bégué n'est pas et n'a jamais été la doyenne de la République. » Franchement, ça m'a vraiment...

Enfin, je ne sais pas comment dire mais c'est grave, quoi. Un Commissaire ne vérifie pas, ne confirme même pas ses informations. Je vais vous le dire parce que je suis allé, bien sûr, vers la Sécurité sociale à Maurice. J'ai des contacts là-bas. J'ai demandé à la personne qui est responsable de ce unit-là qui est la doyenne et elle m'a dit, « Vous savez, la doyenne, donc, c'est une dame habitant de Quatre Bornes nommée Mme Irlande Richard. Elle était âgée de 109 ans et au cours de cette semaine, j'ai confirmé, j'ai téléphoné pour confirmer si la dame est toujours en vie. Effectivement, cette dame de 109 ans, Mme Richard Irlande, soufflera ses 110 bougies le 14 juin prochain.

Donc, comment faire confiance à un Commissaire qui parle de quelque chose d'aussi simple que ça, facile à trouver, à vérifier les informations et annonce quelque chose juste pour plaire à lui-même ou je ne sais pas. Franchement, ça, c'est grave, M. le président. Donc, il a induit le Chef commissaire d'abord... C'est un manque de respect pour son propre Chef commissaire, pour son Conseil Exécutif, pour la famille d'Eugénie, pour Rodrigues et pour la République parce que ça a été diffusé en long et en large à la télévision nationale, MBC. C'est une honte, M. le président.

## /UNREVISED/

(Interruptions)

**Mr Baptiste:** Ce n'est pas ça, l'autonomie. C'est contre l'esprit de l'autonomie et ça, c'est jouer. Non, là... These are simple things that will give us important indications about the Commissioner that we have today to run the Social Security and Health. C'est pour ça c'est clair qu'on va se diriger directement vers le précipice avec ce Commissaire. Toujours concernant les centenaires, M. le président, il parle des *gifts given to centenarians*. Donc, d'ailleurs, tout ça, j'ai été quand même l'initiateur de ce projet et je suis heureux quand il annonce qu'il continue cette politique d'offrir des logements décentes et cetera. Mais qu'est-ce qui s'est passé ?

La dernière fois, lors du débat budgétaire, j'ai attiré l'attention du Commissaire qu'au moins deux de ces derniers centenaires n'ont pas eu de maison ou d'aide parce qu'ils méritaient ça. D'ailleurs, la Commission avait promis qu'on va aider ces centenaires concernés. Donc, il parle en grande pompe. '*Anons sa partou. Pe kas pake.*' Et malheureusement, si vous allez à Terre Rouge, par exemple, le centenaire habitant de Terre Rouge, à qui la Commission avait promis de construire des toilettes et salles de bain, ils n'ont même pas vu '*enn sel blok*' à ce jour. La célébration, je n'ai pas la date, mais c'était en 2023. '*Enn sel blok.*' Donc, c'est du bluff. Quand on donne...

Non. La route, *track road*; ce n'est pas pareil. Si vous allez à Maréchal, l'autre centenaire, depuis décembre, la maison est au beau fixe. On attend toujours les ouvertures. Entretemps, cette pauvre dame habite chez une proche dans une situation pas très, très appropriée, pas très confortable, parce qu'elle méritait mieux. On a démoli sa maison. On avait annoncé qu'on allait construire ça rapidement. Jusqu'à ce jour, rien. Si vous allez à Château D'Eau, encore une fois, l'autre centenaire qu'on a célébré en janvier de cette année, on a démoli sa maison. Elle est allée habiter chez sa fille qui quand même, habite dans une maison en dur mais quand même un petit peu étroite, un peu aussi encombrée. Voilà, en janvier, on a démoli cette maison-là, à ce matin. Regardez, '*ankor lor enn ranze blok*'. '*Depi fevrie, enn ranze blok.*'

Est-ce que c'est ça, le changement ? Est-ce que c'est ça, l'efficacité ? Est-ce que c'est ça qu'on attend ? Est-ce que c'est ça que mérite nos centenaires, M. le président ? Donc, il faut être sérieux et il faut prendre les choses au sérieux. M. le président, je vous parle maintenant du *respite*, un petit mot. Je sais que dans le passé, les membres de l'autre côté de la chambre qui étaient là, ont posé beaucoup de questions. Ils ont fait beaucoup de critiques

par rapport à ce *Respite Care Centre*. Mais heureusement qu'aujourd'hui, ils voient et ils comprennent la nécessité de ce fameux centre qui est très apprécié et par les mauriciens et par les réunionnais qui sont venus ici.

C'est une première. Ça n'existe pas sous cette forme à Maurice ni à La Réunion. Et je sais qu'il y a une institution de La Réunion, est venue voir pour s'inspirer de ce modèle-là pour aller répliquer ça à La Réunion. C'est ça, la capacité des rodriguais et l'autonomie. Malheureusement, depuis quelques temps, qu'est-ce qu'on constate, M. le président ? Normalement, selon les MOU de l'Assemblée régionale, il faut verser une allocation partielle de temps en temps dans... Je ne sais pas, j'ai oublié la fréquence mais je sais que selon le MoU, il faut verser ça. Tout comme pour Rodclean et cetera. L'année dernière au mois de mai/juin, il y a eu des retards considérables. Conséquences, les employés n'ont pas eu leur salaire pendant deux mois. Là, je ne parle pas de *overtime*. Leur salaire.

Malheureusement, ils n'ont pas pris la leçon. Même chose en janvier de cette année, janvier/février. Heureusement, on a donné une partie et moi, je pensais pour jusqu'à la fin de cette année financière. Ce matin, un employé m'a fait comprendre que jusqu'à maintenant, ils n'ont pas reçu leur salaire parce qu'il n'y a pas d'argent. Il m'a dit qu'on doit quémander de l'argent à la Commission pour faire rouler ce centre. Mais il faut il faut penser qu'il y a des personnes âgées, à mobilité réduite et ils ont besoin de ces personnes-là, de ces travailleurs-là. Le premier mai '*fek pase*'. Voilà, le traitement qu'on donne à nos travailleurs et ça, c'est la faute du *policy* de la Commission de la santé et de son Commissaire, M. le président. Il ne peut pas dire qu'il n'est pas au courant de cette situation.

Donc, c'est pourquoi je lui demande encore une fois de cesser avec les gaspillages à travers l'émission inutile qui coûte beaucoup d'argent aux contribuables, à faire, à multiplier des comités qui n'apportent pas forcément des résultats, qui n'apportent pas vraiment d'amélioration au quotidien de ces personnes vulnérables qui attendent beaucoup de nous. Donc, voilà ce que je voulais dire par rapport au *respite*. Et là, je vais revenir sur un autre projet. C'est vrai, le Chef commissaire adjoint a parlé de *empowerment*. Moi, je suis pour le *empowerment*. Et c'est pourquoi, M. le Chef commissaire, j'ai mis en place à l'époque, le projet de ERP, de PPT qui ne fonctionne pas autant qu'avant.

Et je pense que c'est important de faire relancer ces projets-là. Parce que pour moi, c'est beaucoup mieux quand je regarde, par exemple, si vous allez à Palissade, si vous regardez cette dame qui aujourd'hui gagne sa vie dignement à travers le projet qu'elle a eu

sous le PPT, elle a abandonné ses pensions, *social aid*. Ça, c'est une bonne chose. Même si vous allez à Mangue, vous allez voir la même chose. Mais le problème, maintenant... Auparavant, c'était ERP durait un an et puis, on aidait les PPTs pendant une année supplémentaire, pour ceux qui souhaitaient, bien sûr, à comment dire... améliorer leur condition de vie sans trop dépendre de ces prestations sociales. Mais maintenant, on a arrêté ça.

Parfois, on donne pour deux mois, trois mois. Donc, malheureusement, au final, on n'arrive pas vraiment à aider ces jeunes qui veulent vraiment sortir de cette situation de pauvreté. Donc, là, parlant justement combat contre la pauvreté. Il y a le fameux projet EU qu'on a beaucoup travaillé, qu'on a beaucoup parlé, qu'on a beaucoup discuté, qui a fait des débats effectivement même quand nous aussi, nous étions au gouvernement. Parce qu'il y avait une sorte de compétitions entre les Commissions. C'est pourquoi ce projet tombe sous la Commission de la sécurité sociale parce qu'il y a ce volet surtout de *empowerment* et de lutte contre la pauvreté.

Malheureusement, le Commissaire de la santé n'a pas bien compris ça. Il disait tout simplement mais la Commission de la sécurité sociale n'a pas les compétences requises pour mener à bien ce projet ; il fallait mettre ça sous la Commission de l'agriculture. Non, M. le président. Le projet est bel est bien là. Il avait dit : *there is no project write-up*. Alors, comment EU allait financer autant d'argent s'il n'y avait pas de *project write-up*? Ça se trouve bel et bien au sein de sa Commission. Donc, qu'est-ce qui s'est passé par la suite ? Le projet, on avait signé le contrat. Le projet avait démarré. Il fallait compléter ça en 2021 mais malheureusement, il y a eu le COVID. On a négocié avec EU et on a eu extension of time up to August 2023.

Donc, à cause de la COVID. Malheureusement, j'ai appris que quand la délégation est venue pour évaluer le projet, parce que les bénéficiaires étaient essentiellement des femmes, et surtout celles qui touchent une aide sociale. Donc, c'était un projet d'*empowerment* à Anse Ali et à Montagne Du Sable. Donc, Anse Ali, c'était pour un projet d'apiculture et limon. Donc, on a abandonné ce projet à un certain moment. J'ai posé des questions. Il fallait mettre de la pression. Mais heureusement que le EU, bien sûr selon ses règlements, ils ont mis de la pression. Vous savez qu'est-ce qui s'est passé là-bas ?

Quand nous avons quitté le pouvoir, il y avait 600 plantes de limon dans la pépinière à Anse Ali et ces dames-là devraient planter au moins 600. '*Tou inn mor laba.*' Le

**/UNREVISED/**

Commissaire ne sait pas si ça existe. Non mais les bénéficiaires étaient là. Ils attendaient. Non, il fallait faire le *derocking*. Il fallait préparer ça et on n'a rien fait. Et ça, c'est le Commissaire qui est l'entière responsable. Il y avait un comité. Et *co-chairing*, il y a Commission for Agriculture. Dans le *project write-up*, c'était clairement mentionné. On a eu des *Monitoring Committee*. Mme Audrey Tolbize à l'époque était sur le comité. Il y a le *Monitoring Committee*. Il y a les officiers de la Commission de l'agriculture, le Commissaire de l'agriculture, la Commissaire de la femme et le Commissaire de la sécurité sociale.

Donc, tout ça, c'est bien mentionné. C'est bien clair. Voilà qu'est-ce qui s'est passé. Qu'est-ce qui s'est passé maintenant ? A Montagne Du Sable, encore, grave. Plantation 'tipiman', un officier qui représentait la Commission est allé à Coromandel pour demander à ce monsieur qui a son pacemaker à Coromandel de préparer au moins 7000 plantules de 'tipiman' et que la Commission allait acheter ça pour le projet à Montagne Du Sable. Très bien, le monsieur avec tout son courage, lui qui aime travailler même avec son pacemaker. Et très intéressant, il avait à ses côtés, sa petite... Comment s'appelle, là ? Petite fille, '*so ti zanfán*'. Une jeune fille, jeune dame.

Et puis, un beau jour, ils ont appris que non, on ne peut pas acheter ça ; il y a des procédures, il y a ceci, il y a cela. '*Ek tou so ti pie piman, pov-diab, nek inn gate.*' Et le monsieur est venu voir le Commissaire ici, de la sécurité sociale. Non, je sais, peut-être qu'il n'est pas 100% responsable mais étant donné qu'il est le Commissaire, le *Policy maker*, il aurait pu quand même essayer de trouver un terrain d'entente, essayer de voir comment ne pas pénaliser complètement cette personne qui a pris autant de temps pour mettre tout ça en place. Donc, pour vous dire qu'il y a eu vraiment *a very poor management of this Commission* à tous les niveaux. On a parlé de la santé, de la sécurité sociale. Voilà, le projet de EU. Et malheureusement, à un certain moment, heureusement que ça ne s'est pas produit, on a appris à un certain moment...

**Mr Chairperson:** Yes, please. Please, conclude!

**Mr Baptiste:** ...Qu'on allait venir aussi avec... Donc, autant de problèmes. Voilà. Oui. Oui, M. le président, donc, comment faire confiance à un Commissaire de la santé qui n'a pas la capacité de mener à bien les responsabilités qui lui sont confiées ? Comment peut-on faire confiance à un Commissaire qui n'arrive pas à travailler avec ses plus proches collaborateurs ? Deux de ses nominés politiques, *Advisors* évidemment, oui, deux de ses bras droits ont démissionné de leur poste, notamment sa conseillère, Miss S. G. qui a choisi une

autre voie comme Healthcare Assistant plutôt que de continuer de travailler avec le Commissaire de la santé. Et je ne peux pas dire ce qu'elle a dit en partant. Ça, je ne vais pas dire ici mais un jour, vous le saurez.

Il y a aussi le *Health Advisory*, la *Chairperson du Health Advisory Committee*, Mme C. A. qui a aussi délaissé le Commissaire. Donc, ça nous fait poser des questions, M. le président et on a appris qu'il y a un autre *advisor* qui est sur la liste d'attente et peut-être bientôt aussi sa feuille de route. Donc, si un Commissaire n'arrive pas à travailler avec ses plus proches collaborateurs, donc, comment est-ce qu'on attend à ce qu'il arrive à gérer à bien cette Commission, M. le président. Il doit revoir sa copie. On voit un DH, son bras droit qu'il critique à travers les réseaux sociaux. Donc, il faut corriger ça pour donner de la confiance aux gens. On critique son ancien DH sur les réseaux sociaux. Là, je parle des choses publiques. On fait des commentaires par rapport à son directeur de la santé sur les réseaux sociaux. Le directeur.

*'Swa li ale, swa mo ale. Swa li ale, swa mo ale. Swa mwan, swa sa direkter-la. Ki sakenn pran so responsabilite. Travay-la ti pe bien marse. Nek pran pis met dan ...'*

Donc, voilà, qu'est-ce qu'on peut attendre, donc, de ces gens maintenant qui travaillent à l'hôpital. Je ne raconte pas des histoires, M. le président, mais c'est important. Pour nous, c'est de faire réfléchir mais malheureusement, il n'a pas eu le courage de s'asseoir ici pour écouter, pour essayer de corriger. Peut-être que si nous avons tort aussi, il aurait pu nous corriger. Donc, c'est ça le but de ce débat d'aujourd'hui. Donc, il y a beaucoup de choses à faire. Donc, les grands défenseurs aujourd'hui, les grands défenseurs que je connais soutenaient inconditionnellement le Commissaire de la santé, que ce soit au niveau des hôpitaux, des dispensaires, aujourd'hui, on le critique ouvertement.

Donc, c'est un problème ! Il doit se ressaisir, M. le président. Je suis d'accord, M. le Commissaire de l'emploi, quand vous avez parlé ce matin que les gens avaient confiance en lui, vous connaissez le monsieur très bien. C'est vrai. Ils vous ont donné 800 voix d'avance en 2022 mais comme mon collègue, Spéville a bien dit, heureusement que vous avez bien choisi vos mots. Vous avez dit 'il avait confiance'. Mais ils n'ont plus de confiance, M. le président ! Donc, c'était en février 2022. Maintenant, nous sommes en 2024. Les personnels hospitaliers sont tous en état de désolation aujourd'hui : pas d'*overtime*, pas de *bank allowance*.

**/UNREVISED/**

Donc, voilà. Vous savez, une personne, hier, m'a dit, « Vous savez, je suis allé à l'hôpital. » C'est la première fois que je vois ça. Une dame observatrice, a *layperson*, elle m'a dit ceci, «*M. Baptiste, mo sort lopital, mo trouv sa dokter-la ek sa bãnn infirmie-la pli strese ki mwan. Adir zot pli malad ki mwan.*» Vous savez... Non, c'est grave. C'est grave, M. le président. Donc, il y a pas mal de chose, beaucoup de choses que j'aurais voulu dire mais je vais terminer sur deux choses quand même assez importantes. Parce que c'est une motion de blâme, je dois montrer pourquoi il faut blâmer, il faut blâmer ce Commissaire. Vous savez, à travers les réseaux sociaux, lui-même, à travers les remarques, ses postes sur Facebook, les postes sur Facebook, ce qu'il a dit concernant les cabris :

*«Monn demänn watchmen; pa inn gengnin. Monn demänn .... Pa inn gengnin.»*

Quand il a parlé, il a fait des remarques par rapport à la Commission de l'agriculture, par rapport aux chiens errants. La Commission, personne n'est venue. Chacun doit prendre ses responsabilités. Donc, c'était adressé à son Commissaire en quelques sortes, son collègue Commissaire. Donc, si un Commissaire lui-même désespéré, comment un Commissaire qui s'est montré lui-même désespéré, comment est-ce qu'il va pouvoir donner de l'espoir ou de l'espérance ? *'Sa bãnn monper pou dir, lesperans.'* A ces patients ou ces personnes vulnérables qui attendent tant de lui pour améliorer leur sort.

Comment allez-vous booster, donc, moral *bãnn lieutenants et même quand vous, vous jetez l'éponge, vous sentez et vous dites ouvertement sur Facebook que vous ne pouvez pas faire mieux parce que j'ai fait ce que je pouvais.* Donc, *'se li mem li ki inn sansir li, inn met enn «motion de censure» kont li'*. Donc, il a concédé déjà la défaite à travers ses propres postes. C'est pourquoi nous lui demandons tout simplement de partir et de céder sa place à un autre membre, peut-être. Je ne sais pas. Mme Allas, pourquoi pas ? C'est possible. Non ? Donc, maintenant, ça, c'est très important. Comment avoir confiance à un Commissaire qui donne de fausses informations à cette Chambre ? Je vais *substantiate*, M. le président.

Ce matin, il a déposé *figures relating to deaths for 2022/23* et janvier 2024. 2022 – 137. 137 morts dans Rodrigues seulement pour l'année 2022, toute l'année et selon le papier déposé ce matin. 2023 seulement... *'Anfin, mo ti pou kontan mwan.'* 148 morts et en janvier 2024, 22 morts. C'est faux, M. le président. Pourquoi c'est faux ? Parce que... Je ne sais pas s'il est au courant. Selon les statistiques, voilà, moi, je... *I am referring to this economic and social indicators.* Non. Je vais vous dire pourquoi. Je sais ce qui s'est passé. Je peux même répondre à ça. Si vous posez des questions...

**/UNREVISED/**

*It is not out of context. We need to have proper information in this House. Birth rate. Oui, officially tabled this morning. I am not... According to the economic indicators, death rates, deaths in the Island of Rodrigues pour l'année 2022, c'est 357 morts en 2022. En 2023, c'est 290 morts. Donc, il a parlé de 137 mais le vrai chiffre, c'est 357. Il a parlé de 148 pour 2022 mais le vrai figure, c'est 290. Et ça, c'est grave. Centenaire, 'mem erer'. 'Sa kalite statistik-la' induire 'nou en erer'. Nous, à ce niveau, là. Ce n'est pas possible.*

**The Deputy Chief Commissioner:** Mr Chairperson, Sir, I am afraid the Member is misleading the House and astonishingly, he is a teacher and his friend who... aspirant lawyer. 2022 – right 237 etcetera. Cause of death, I have seen three causes of death. DM. I am not a doctor yet. HBP and HID. What is the problem with you? This is not the total death; this is cause of death DM. What is DM? Somebody is a... *docteur etcetera, là*. DM. Your paper, you said there was 137 in *ça*, he is wrong. 137 is for DM, HBP, High Blood Pressure, IHD... He said it but the paper says another thing. So, this is evidence.

*(Interruptions)*

**The Deputy Chief Commissioner:** Documentary evidence. He may have said it but he said it maybe by inadvertence. So, there is nothing to...

**Mr Chairperson:** I am sorry. I will come back with my ruling on this at a later stage. But if you have completed your speech, we will break for dinner. Because I told you to conclude.

**Mr Baptiste:** *'Total, pa koz.'* Okay. Donc, M. le président, quand on regarde les données statistiques, il ne...

**Mr Chairperson:** Conclude, please!

**Mr Baptiste:** Yes. I have never mentioned anything about cause of death; I have talked about deaths, just like what it is written there. Et j'ai compilé ça depuis 2014 selon les données officiellement publiées par le *Digest Statistics of Mauritius*. Moi, je me fie sur ces documents-là et je dois aussi mentionner parce que de toute façon, l'information n'est pas complète. Quand il parle de 22 morts en janvier, donc, ici, en janvier 2024, il y a eu 48 morts. *From statistics. Information collected from statistics. Yes, 48 morts pour le mois de janvier.*

*(Interruptions)*

**Mr Baptiste:** The question related to the number of deaths passé. Okay.

**Mr Chairperson:** Please, conclude. I will come back with my ruling on this later.

**Mr Baptiste:** *Okay.* Donc, si vous regardez les chiffres... Je ne parle des causes. Je ne m'aventure pas parce que je ne suis pas médecin, je ne suis pas technicien. Mais je parle simplement sur le nombre. Il y a quelque chose quand même qui est anormal. Si vous regardez les chiffres...

**Mr Chairperson:** Respected Member Baptiste, this issue, I told you I will come back later. So, conclude your speech.

**Mr Baptiste:** *I am not arguing about this, Mr Chairperson, Sir. I am just giving the figures to analyse what I have here. So, figures analysed, death's statistics by month of registration from 2014 à ce jour. Si vous regardez par exemple pour le mois de décembre, de 2014 à 2022, le plus grand nombre de décès pour le mois de décembre, c'est élevé à 31. 'Ti enan dan 2022, 31 dimoun ti mor' pour le mois de décembre. Non, 2020 – 35. Mais en décembre 2023, il y a eu 39 morts. Donc, c'est le plus grand nombre. Donc, ça veut dire qu'il y a quelque chose que nous devons essayer d'interpréter. Il y a.*

Maintenant, pour le mois de janvier, quand on analyse les chiffres de 2014, toujours à 2024 maintenant, le nombre de décès on aérage pour les mois de janvier, c'est 23. Avec allons dire, en 2021, il y avait 26, le plus grand nombre mais en 2024, il y a eu 48 morts. Ça veut dire, il y a quelque chose. Je ne sais pas quelle est la cause mais c'est le rôle de la Commission, du Commissaire et des médecins de voir pourquoi c'est arrivé exceptionnellement cette année. Donc, il y a quelque chose. Je ne sais pas. Je n'ai pas la réponse. Je ne vais pas m'aventurer à donner des interprétations de quoi que ce soit. Mais il y a quelque chose qui... Et voilà, en février aussi.

Ça, je voudrais juste pour le besoin, maintenant, il faut aussi analyser ça. On ne peut pas regarder ces chiffres en isolation. Il y a aussi le Digest Statistics, monthly statistics for Social Security. Tous les mois, c'est *released* ça. C'est *available on the Statistics Mauritius*. Donc, le nombre de personnes âgées aussi pour la première fois durant le mois de janvier, *we have experienced for the first time a fall of the number of pensioners, of people aged 60 and above*. Une baisse de 22. Normalement, le trend depuis des années, enfin, il y a depuis 2014 qui est *available*. J'ai regardé. Donc, chaque mois, il y a une augmentation peut-être de deux, trois, quatre. De temps en temps, 10.

## /UNREVISED/

Mais pour la première fois en février, il y a eu une baisse de 22 personnes âgées. Donc, pour vous dire qu'il faut analyser ça en tant que Commissaire de la santé, en tant que Commissaire de la sécurité sociale. Il y a quelque chose. It is a matter of concern. Voilà. Yes, it is a matter of concern. Donc, j'aurais voulu élaborer sur autre chose mais je vais essayer de raccourcir. Mais parce que vous êtes le Commissaire de l'eau, je vais prendre ça. A l'hôpital de Mont Lubin, il y a des signes de dégradations, il y a des signes d'abandon, sachant qu'il y a ce problème d'eau. On avait placé ces trois *water tanks* à Mont Lubin pour capter l'eau des pluies, derrière le fameux Jacqueline Félicité Area Health Centre.

**Mr Chairperson:** Order please!

**Mr Baptiste:** Voilà, c'est déconnecté, *enn inn devire. These are signs that things are not working.* Et juste à côté, il y a le *sceptic tank* avec tout ce qu'on veut voir derrière. Donc, je n'ai rien à me reprocher ou m'envier de ce qui se passe. Donc, il y a des problèmes, il faut trouver des solutions. Il y a aussi une petite maison, un petit abri en tôle là-bas pour les déchets. *Ni enn sali napa, inn met sa lor soz. Mo pa kone si napa larzan pou aste de poket simen ?* Ça aussi vous pouvez aller voir ça.

Donc, M. le président, pour conclure, je dois dire que la motion d'aujourd'hui nous permet de démontrer clairement qu'il y a un gros problème au niveau des Commissions. Donc, il y a le problème des pompiers. Juste un mot, à Roche Bon Dieu, il y avait un incendie malheureusement quelques semaines de cela, les gens étaient choqués de voir les pompiers échangeaient leurs gangs, *atan tour pou don legan lot apre lot napa legan ! This is the situation. This has happened at Roche Bon Dieu. You can ask. Because you know people there, you know what happened there.* Donc, pour vous dire que la situation est vraiment désolant, catastrophiques, *aret badine do your work.* Donc, un Commissaire qui a beaucoup de difficulté à travailler avec ces proches collaborateurs, *one man show*, il est responsable de cette baisse remarquable de la qualité des services de la santé publique, la population ne se sent plus en sécurité par rapport que ce soit service des pompiers, *mone dir ti pe sanz legan laba* - faute des moyens pas d'équipement. Les personnes âgées plus vulnérables – *avek sa chif ki mone gagne avek statistik la fer per !* Les personnes mal logées – *mo pan gagne letan pou elabor lor la, la prochaine fois.* Le Commissaire à un certain moment avait visité cette personne en particulier à Montagne du Sable. Il n'a pas mentionné le nom mais je connais cette personne. A Montagne du Sable – *la kaz koule !* Quand j'étais Commissaire, il est venu. Il y a deux ans, il n'a rien fait. Maintenant, qu'il est responsable du logement, j'espère qu'il

**/UNREVISED/**

va agir. *Li met sa 2021 pou kritik mwa, de zan li la li kon sa ka la ki ti grav a lepok zordi li nepli grav aköz li la ? Enan sa ka ki a visité à Mont Lubin, ankor parey.* Il y a cette maison qu'il a visite à Anse Nicolas, vide. *Enan enn lot Rivière Banane – vide.* Donc, il faut travailler, il y a des problèmes. *Bizin travay.*

Les personnes mal logées donc non plus d'espoir d'avoir une maison décente car aucune maison n'a été construite, n'a été complété en deux ans. Le service de la sante est malade. Comme j'ai dit, le système est à bout de souffle, il nous faut impérativement tourner la page pour permettre à la population Rodriguaise de respirer de nouveau. Il faut trouver un nouveau Commissaire de la Santé, c'est à vous de décider mais le Commissaire n'arrive pas à remplir ces fonctions. Donc, cette motion mettra chacun et chacune fasse à ces responsabilités et chacun et chacun doit prendre ces responsabilités et j'espère que chacun va pouvoir l'assumer en son âme et conscience. S'il vous plait, pas seulement en signe de solidarité ou en suivant la ligne du parti mais pour le bien-être de votre gouvernement d'abord. Si vous voulez rester comme ça et surtout aussi bien-sûr pour la population de Rodrigues. Merci, M. le président.

*(Applause)*

**Mr Chairperson:** Let us break for 45 minutes.

*At 8.45 p.m., the sitting was suspended for 45 minutes.*

*On resuming at 9.37 p.m. with the Chairperson in the Chair.*

**The Deputy Chief Commissioner:** M. le président, les Membres respectés de cette Assemblée régionale, depuis cette après-midi on fait le procès politique, administratif, comportemental d'un Commissaire de l'Assemblée Régionale comme-ci on voudrait l'emmener à 'Golgotha' pour le crucifier. J'ai écouté avec attention comme toujours tous les arguments et je dois dire franchement je n'en vois aucune qui soit valable pour condamner le Commissaire Volbert qui certes a son style propre a lui tout comme j'ai le mien et beaucoup d'autres ont leurs propres styles. Pour condamner quelqu'un *we need arguments.* On a besoin de preuve d'argument solide. Par exemple, j'ai passé les dernières 15 minutes à chercher sur internet *monthly deaths statistics for Rodrigues* et je n'ai pas vu. Ce qui veut dire que quelque part, je ne sais pas où le Membre Baptiste aurait eu les *monthly* – j'ai été assisté par quelqu'un qui connaît les statistiques, internet, très bien et je suis sûre que Google aurait donné malgré tous nos changements de *wording*, dans Google on a fait des recherches, plusieurs options, plusieurs variantes, on n'a pas trouvé de *death statistic* pour Rodrigues *per*

## /UNREVISED/

year pour décembre/janvier 2024. Le dernier document qu'on a trouvé sur le statistique c'est un document qui a été sorti en mars 2024 et qui donne le nombre de mort pour Rodrigues pour 2022 et 2023. 2023, je crois 290. Je ne sais pas si le Membre a une autre version d'un *web search engine*, peut-être qu'il peut me donner pour trouver ces statistiques en ligne. Et pour rester sur ce sujet, M. le président, même – je ne sais pas où il a trouvé ces statistiques. Même si selon lui il y a une baisse, une augmentation dans le nombre de décès pour décembre et janvier 2024. Cela ne veut nullement dire que c'est le Commissaire Volbert qui a provoqué directement si on peut utiliser. *But for Mr Volbert these persons would not have died.* Donc, il faut faire attention à ce qu'on dit et bien sûr s'il y a une augmentation du nombre de décès ça ne veut nullement dire que c'est la faute de la commission de la Santé parce que corrélation ou indication statistique ne veut pas dire causalité. Dr Henri Agathe à surement étudier un peu l'économétrie. Une des premières leçons qu'on nous enseigne en économétrie – j'ai étudié l'économétrie – je ne vais pas tirer de conclusion hâtive entre corrélation et indication statistique et cause réelle. Parce qu'on peut avoir une très grosse corrélation entre le nombre d'oiseau qui passe sur une ville par jour et l'évolution du cours d'une action d'une société en bourse. *If there is a causality this is another question.*

Je ne trouve aucun argument sérieux qui puisse nous indiquer qu'il faut voter contre le Commissaire Volbert. Toute au contraire, c'est un homme qui est dévoué à la cause de sa fonction, personne n'est parfait. J'ai eu l'occasion de partager pendant quelques jours sa compagnie comme nous avons été en Chypre pour une mission très fructueuse et ce que je peux dire c'est que *'mo ti inpe agase'*, parce qu'on réservait au jour le jour des Airbnb, c'est moi qui réservait et on avait chacun sa chambre. J'étais un peu agacé parce que le matin chaque jour, je crois qu'il y a un décalage horaire, on est plus tôt en Chypre et chaque jour le matin jusqu'à tard la nuit il est en train de parler et m'empêcher de dormir. Et il parlait tout le temps de résoudre les problèmes à l'hôpital, il n'y a pas d'eau, il n'y a pas cela, il parlait à tous ces collaborateurs, M. le président. *He is a man dedicated to his function.* C'est peut-être ça son défaut, je lui ai dit. *He is maybe too much dedicated.* Il devrait lever le pied un peu, M. le président. Et ces gens aujourd'hui à les écouter comme-ci le système de santé de Rodrigues et dans le ICU – ce qui est faux –, M. le président. Ce qui est faux. Arnaud Meunier serait mort. Ils ont dit qu'il n'y a pas de médicament pour les cardiaques à l'hôpital – qu'il n'y a pas de traitement. Il y a des gens qui sont partis à l'hôpital qui ont eus leurs traitements. Pourquoi dénigrer le système de santé de Rodrigues autant, M. le président ? Parce que c'est la frustration, M. le président.

## /UNREVISED/

C'est l'absence de lumière au bout du tunnel dans l'opposition. L'absence de lumière. Malheureusement, le tunnel sera long jusqu'à 2027. Peut-être il y a un espoir avec 'national' qui vient mais je ne crois pas trop au bout de notre performance et pour la fête du 1<sup>er</sup> mai avec Mourouk, une foule que moi je n'ai jamais vu. Les trous qui commence à se faire dans la foule. Les grands trous dans la foule à Malabar. Donc, il faut attendre, M. le président. Il faut attendre. Ils ont voulu, M. le président,... pourquoi ces motions ? Combien de motion ? On a eu une motion contre le Chef commissaire, le premier contre moi-même.

Pour moi ils ont dit que je ne pourrais pas rentrer de l'Australie, que je n'allais pas être candidat, que je n'étais pas qualifié. Ils sont allés en cour. *They went to the Supreme Court et they have lost. They do not accept. We are speaking about the motion. How many motion you have put? Pa fini!* Ils ont mis une motion de blâme contre moi. Que j'étais ceci, cela. Après, ils se sont attaques au Chairperson. Motion de blâme contre le Chairperson. Et maintenant, motion de blâme contre le Commissaire. Pourquoi ? Parce que selon eux il y a une situation chaotique. C'est le mot qu'ils ont utilisé dans leur motion. Il y a une situation chaotique mais le membre lui-même qui a présenté cette motion. Il présente sa motion, il dit qu'il y a une situation chaotique et qu'il a mis la motion – pas avec la gaieté de cœur. Mais c'est la gaieté de quoi. Il a mis la motion – pas de gaieté de cœur. Et un autre a répété. Qu'est-ce que vous voulez faire ? Vous voulez attaquer M. Volbert, vous ne voulez pas attaquer M. Volbert ? *Ou envi morde soufle, M. le président ? Either the arguments and you stand and you stand to your arguments. You do not come here you put a motion pas de gaieté de Coeur. What do you want to say? If you were an English judge, what will you say? You will say, you are not yourself convinced.* Vous n'êtes pas vous-même convaincu. Au fond de vous, vous aimez, M. Volbert. Je n'étais pas là, vous étiez dans l'opposition. Il y a une relation psychologique, amicale qui s'est développé entre vous dans le dernier mandat. Pas de gaité de cœur ! On a voulu faire croire que la situation, par exemple, de la dengue – on a de la chance à Rodrigues, que la dengue qu'on ait pu contrôler. Moi je me souviens, je m'étais réveillé par l'Adjoint au Chef commissaire à l'époque – le Commissaire n'était pas là. Nous sommes retrouvés un dimanche pour une réunion de crise au début de la dengue pour prendre des décisions pour louer des véhicules pour mobiliser des gens de Rodclean. Ils disent on n'a rien fait. On a mobilisé en permanence 25 personnes de Rodclean, on a loué des véhicules, on a fait venir des *fogging machines*. On a recruté des sanitaires, *Health Inspector, Public Health Officer*, parce qu'on ne peut pas utiliser un *fogging* sans un *public Health Officer*. Il y avait que deux ou trois *public Health Officer*. On a recruté cinq. Trois qui étaient des gens qui

**/UNREVISED/**

sont là. Un emergency. On a rien fait, M. le président ? Ils disent comme si on n'a pas fait *fogging*. On aurait pu faire *fogging* partout. Mais public Health Officer il nous dit *there is a protocol for fogging*. Il faut qu'il y est des cas détecter dans un endroit pour aller faire le *fogging*. Okay ? Quel est la situation de la dengue dans le monde en 2023. Regardez ce que dit le World Health Organisation: « *The incidence of dengue has grown dramatically around the world in recent decades, with cases reported to WHO increasing from 505,000 cases in 2000 to 5.2 million in 2019. A vast majority of cases are asymptomatic or mild and self-managed [...]*” Donc, il nous dit: “[...] *The disease is now endemic in more than 100 in the WHO Regions of Africa, the Americas, the Eastern Mediterranean, South-East Asia and the Western Pacific. [...] Dengue is spreading to new areas in Europe, the Eastern Mediterranean and South America.[...] The largest number of dengue cases was in 2023.[...]*”

*Therefore*, ce qui s'est passé à Rodrigues reflète ce qui s'est passé au niveau du monde.

So, we blame Mr Volbert for a world situation? We bring him to 'Golgotah', we say you are responsible for the world situation. I cite the WHO, the largest number of dengue cases was in 2023. So, we cannot blame the Commission for Health under aegis of Commissioner Volbert for the situation in dengue. We must congratulate him for his stand, for his courage and for all the efforts he has put into the fight into dengue. Otherwise, the situation would have been worst, Mr Chairperson, Sir. There is no issue with Rodrigues becoming endemic. La Reunion is endemic; I think since La Reunion exists. In Mauritius there is dengue always, Plaine Verte, where maybe some people come from the Comoro, etc. When I was a student in Reunion, you yourself, was a student, Mr Chairperson, there were dengue everywhere. We were told about dengue. We were told to be careful with mosquitoes repellent, etc. And then, they alarm the population. There is no specific treatment for dengue. You know it. Take paracetamol, non-steroidal anti-inflammatory drugs, like ibuprofen and aspirin are avoided. For people with severe dengue hospitalisation is also needed. So, there was a panic, Ministry of Health, Commission for Health in the beginning of dengue epidemic and everybody was kept in the hospital. And then, there was a new protocol telling if you have dengue you go home. And, nowhere is it mentioned that all people who report to the health authorities should be tested for dengue. It depends on all the symptoms because dengue you have fever, red eye. I am not going to elaborate on this but do you know better than a doctor?

The mover of the motion is saying that people were not tested. I have seen on Facebook people saying – how we have been to the hospital we have not been tested. Are you

**/UNREVISED/**

a doctor? Leave the jobs of doctors with doctors, Mr Chairperson, Sir. So, I do not see the argument that dengue, the Commissioner have not taken his responsibility. He has taken all his responsibility and I congratulate him for all the works that he has done. They have said amateurism in dengue, incoherence, *mauvaise planification*. Who has died of dengue in Rodrigues? Who has died of dengue but for other conditions, but for other medical condition that they had? We cannot answer. *Le nombre de mort qui coincide*. It can *coincide* but it does not mean it is... 'épée de Damoclès'. La risque de la maladie soit déclaré endémique. Je vous ai dit World Health Organisation, il y a eu 100 pays où s'est devenu endémique en plus. That is not a problem it becomes endemic because Rodrigues today is an open country. You have flights to Reunion Island. It can seize but it can come back any time with a passenger. So, we have to be careful. And, I congratulate, Mr Chairperson, Sir, the population has made the effort to clear, village communities. You should highlight this positive thing. Nobody is highlighting the contribution of the community. The Commissioner for Environment organised *campagne de nettoyage*. How many lorries did we remove of waste branches? *Comie?* Still not paid – a lot of money to be paid. *La souffrance de la population, M. le président. Quelle souffrance ?* Who has been to hospital since we have been in mandate and have been the subject of medical negligence? Who? I am not aware of any case of medical negligence whereby the negligence in action, bad treatment, bad medicine, someone has died because of this? Do you have any police case? No police case, Mr Chairperson, Sir. No police case. So, how do you substantiate that *souffrance de la population?* There is lack of medicine? Everywhere there is lack of medicine, everywhere there is logistical problem, there is lack of sugar - this is a good thing. There is lack of gas. In Mauritius also there is lack of medicine. Okay. So, it is the problem of Mr Volbert if there is lack of... There is a logistical problem since the end of COVID because the trade routes have not been established. So, it is Mr Volbert? So, the problem is Mr Volbert if there is a lack of medicine in the hospital and there is no medicine on the market? *Ki li pou fer li, li soz li koman apele dan Asterix seki fer medsin la? Mwa banla apel mwa Gro Simson.*

*(Interruptions)*

Est-ce que Volbert est un druide, M. le président ? Volbert peut faire la potion magique pour que personne ne meurt à Rodrigues ?

There is no police case. I am not aware of any medical negligence. Those people there doing a wonderful job, most of them. Even if there are some of them who are not doing their jobs. Look at the incident that happened at Roseaux where some people were injured

**/UNREVISED/**

including, our ICT Manager, Mr Sanio Henriette. We pray for them. These people stayed overnight to help support these people until the Dornier come to fetch them. This is patriotism. And, we appeal to all health workers to be patriotic towards their people.

I was speaking to the Chairman of Rodclean. You are speaking of amateurism, we are speaking of modernisation, cleanliness, hygiene. Before Rodclean – now Rodclean has 26 workers permanently in the hospital. We took the decision to put the Rodclean workers because there were lack of workers. Many have retired we have not got replacement. How were the toilets, the bathrooms some time ago before Rodclean cleaned? How was it cleaned? You know how it was cleaned? They would take a bucket of water and *swoop*, it is cleaned. Bucket of water and *swoop*, it is cleaned. I have been to hospital – I never wanted to stay in hospital but the longest time I spent in hospital is one night without even going to toilet or having a bath because the tiles were covered with dirt, with fungus. Today under Rodclean and the Commissioner for Health - go and see the hospital. The Chairman of Rodclean whom I speak to earlier in this House told me that patients say – *'kapav manze dan toilet'*. You are speaking about hygiene. Formerly, when - I go most to male ward to visit some people and friends, etc. I do not go much to other ward. Formerly, when you would go in the male ward, the stench, *l'odeur nauséabonde qui vienne vous chercher au bord de la porte, M. le président, mélanger avec l'odeur de l'alcool, médecine, etcetera*. It was *insupportable*. Today when you go to the same male ward, the situation in term of smell has improved much and the toilets are clean. *Ki hygiene?* Today hospital is clean. *Cabri? Lopital enan cabri li?* There are some *cabris* – everybody knows people have *cabris*. I do not know whose *cabris* it is – people of Creve Coeur. Some *cabris* have come under the veranda – it is a scandal. *Kot ti vini* – it is a scandal. Look at this, Mr Chairperson, Sir – former government: *"A Hospital attendant was issuing patient cards to go to see the doctor*. Look at the handwriting – Ismaël is Imael, Anse Goeland – Ance, Goeland – Jo. *Attendant tir cart*. Your time? But it may happen, *M. le président*.

*Donc, souffrance de la population. Il a parlé de la difficulté du personnel – démotiver*. But you chose to work in a health sector. It is a difficult sector, *M. le président*. *On connait tous ces histoires*. The difference between the approach. I have not been into labour. Do you know what some people to women who goes into labour? I do not know whether it is a joke or it is true. So, they tell these women: *"To ti kontan aster to pou criye*. Is this an approach? And, other insulting remarks that we cannot repeat here. One of the worst officers in the hospital, I do not know what is the problem there since I am a small boy it is

**/UNREVISED/**

like this, the Records. Have you heard how some people in the Records speak to sick people? Have you seen people sitting – it is like on Facebook in India, there are patients in front of them, they turn their back, they do not see – it is the problem of Commissioner? There is a doctor, Mr Chairperson, Sir, - my old mother, 84 years old, she is not educated, she has never been to school, she has a small phone and this phone rings in her bag, she has been admitted to hospital. This phone rings in her bag and by reflex she takes the phone and she is on the phone with some relatives. The doctor in the room, there was a woman doctor and this woman doctor tells my mother – *pa kone pa gegne drwa servi telefon la taler mo bez don ou desarz mo fer ou ale* – a woman doctor, Rodriguan.

*(Interruptions)*

Yes, I tell you, it is a woman doctor – *pa kone pa gegne draw servi telefon la taler mo bez don ou desarz*. Language – people working in the health sector, doctors, nurses, everybody, they must be prepared like teachers. You are teachers, there are so many teachers – how many times you want to say something to the student in your own language but you cannot. You said it in your heart. You have to be prepared. So, there is a question of – *difficulté du personnel*? Yes, we are not America; we are not in an ideal health sector; we are a poor country; we do not have enough money to run the health sector to buy what needs to be bought. Okay. You are speaking of buying medication. My mother, the same patient went to Mauritius, she has a major operation in Port Louis. For the first night she was given by the hospital a sort of serum, it is like some white milk in a serum because of her case, was Rs4,500, a serum for 24 hours. She needed about eight. You have to buy it. What do you do? They say they do not provide this in hospital. It is too expensive. So, I blame the system? The woman doctor who was here diagnosed with inflammation. When she went to Mauritius, Dr Kaitai, just saw her once and examined her and told us what was her problem. Very big issue. She had to go for a major operation. She did not want but she went for it. *Inflammation* – there but not this. Bigger issue. What is the training of the doctor? What is the diagnosis? Wrong diagnosis! How many people got wrong diagnosis here and then they went to Mauritius, *situation grav*. Another friend, Mr Chairperson, Sir, I am not blaming the health sector, I am just telling the truth – not blaming. Another friend, everywhere it happens. His wife has some acute pain, they even made her go for a pregnancy test, she is not pregnant, he gave her medication, she went home. She returned back it was so painful. The friend takes his wife to Mauritius – appendices. Severe – a burst and she went to Apollo – Rs 250,000. And, Apollo told them that her blood system has already started to be affected – had she not come

she would have died. *Appendice pa gegne detekte Rodrig?* This is a simple thing. So, what is happening? You blame the Commissioner for the incompetence or, I do not know, non-identification of the exact diagnosis by other doctors on the Commissioner? And, you say *difficulté du personnel – démotiver*.

Ambulance Drivers – all Ambulance Drivers agreed to be absent one day in order to paralyse the ambulance system. Is that patriotism? Maybe you are behind this. So, what will the Commissioner do? He will drive the ambulance?

**The Minority Leader:** Mr Chairperson, Sir, I think that the Deputy Chief Commissioner is exaggerating. On a point of order. How can he accuse us, imputing motive that we have been behind this?

**Mr Chairperson:** So, kindly remove.

**The Deputy Chief Commissioner:** I remove, Mr Chairperson, Sir.

So, would the Commissioner drive ambulance? In the extreme we would have called the SMF or Police Officers or I will go and drive the ambulance – in extreme case - Firefighters – the Firefighters or the ambulance. So, how is it – what is the statistical probability that all Ambulance Drivers *jete mem zour?* Is that not anti-patriotism. Anti-patriotism, Mr Chairperson, Sir. In my constituency, in my region, old people called for an ambulance. A man is in his wheel chair with his old or weak woman, accompanying person, the Ambulance Attendant comes and they ask for some help to put the person in the ambulance. He says it is not my duty to help to put you in the ambulance. Many persons in the health sector they are doing their job.

I am told by the Commissioner, our Chief Commissioner, a supplier of equipment arrives at the hospital for the commissioning of an equipment. A nurse, the person employed, a nurse upon seeing that this supplier is coming absent from work so that he does not have to commission health... *Boycottage!* Why do have to boycott your own job? Being a hospital worker is a vocation. You must have your hand as they say in Creole, have your hand on your heart. Do not think about politics. Stops putting politics everywhere. Stop putting politics everywhere. Do your job, clean the hospital, come early, visit your patient, speak well to your patient, take holidays if you need to take holidays. Yes, there are *difficulté du personnel*, we have not paid overtime, there is lack of money, there is no money in the commission. Sikamifer that you started, millions of rupees per month. Some people in the Sikamifer since one year, abuse of the system. They stay in Mauritius, they have some medical issues, they

**/UNREVISED/**

have appointment every 15 days or every week or every month, so they stay there. Some even organised parties, big parties, we see on Facebook parties, drinking parties. And then, we have problem, showing a bad image of Rodriguans there. Bringing relatives – abusing the system. *La faute du commissaire? Dimune bwar dan Sikamifer.*

*(Interruptions)*

He must be aware! Jean Rex Ramdally must be aware. The Commissioner is not... *Manque de place apparemment, manqué d'équipement.* Yes, *manqué d'équipement, Mr Chairperson, Sir. Manque d'équipement!* Old people will tell you that there was a hospital there where there is Roussety shop now. Okay. This is the place where we generally had the hospital. How was your tooth remove too in the time? Things have evolved. I was reading in the Muslim Presence in Rodrigues, the book, written by Mr Bhuglah. How did the first plane come to Rodrigues prematurely before its date? Because the daughter of Ajeebye Fatehmamode had a caesarean and she was having some complication. So, they had to take the plane and take her to Mauritius. So, *problème Rodrigues* did not start yesterday. We are a small island of 44,000. In a country like France with 20,000, they closed the maternity, they closed the ICU because it is not economical. And, they invest in ambulance that can transfer people. So, we are a small island. What do you expect? You expect world class health – free world class health standards? He took four points.

*Pas de fiche de paye.* Is it true that Government workers do not receive their *fiche de paye* ? Yes, yes, who are they? The new ones. How can a Government worker not receive his payslip? How? How? This is the fault of the Commissioner? *Li fer fiche de paye li?*

*(Interruptions)*

What are the people responsible for staff's doings? The human resource people at the commission? The Departmental Head? We are not responsible of staff matters; we are policy makers. So, do not blame the Commissioner if someone has not got his payslip. Blame the officers responsible for this. You blame the Commissioner because there is no payslip? It is not the fault of the Commissioner! It is the fault of the officer responsible of the procurement of the paper, of the printing. They have to take their responsibility. I will not take the responsibility and no Commissioner will take responsibility for operational matters. Printing of payslip! Because there is continuity of government. We are responsible for policy making not printing payslips.

*(Interruptions)*

**/UNREVISED/**

It is not a policy. There is budget for this. There is budget for this. They procure it by themselves. To do not need authority to procure for this, Mr Chairperson, Sir.

*(Interruptions)*

I agree, I have seen a *pompier* whose shoes were damaged. I have seen. I have taken the matter with the Commissioner. They are getting their equipment. People do not quote, *e-propre*. People do not quote in Rodrigues because we are on *e-propre*. They are not interested, Mr Chairperson, Sir.

So, all the four arguments taken by Mr Ramdally – les staffs dissent, je souffre, je travaille, je souffre et il/elle profite. Qui profite ici ? Profite de quoi ?

*(Interruptions)*

This is false. This is false. I am not aware that any public servant has not received his salary. If there is, there is an issue. For example, the new Healthcare Assistant, they have not received their salary because they have not been registered on the payroll. I work in government...

Mr Chairperson, Sir, ils ont parlé de confort et d'hygiène et parler de punaise. Do you know, Mr Chairperson, Mr Chairperson, Sir, that there is an *épidémie de punaise* in Paris?

*(Interruptions)*

*Zot mem kapav inn amen sa! Ban Français pa hospitalise ici ?*

Une *épidémie de punaise* à Paris au point où il n'y a plus de spécialiste, ceux qui traite les punaises. *Traite pinez ek medsin la*. Il n'y a plus de professionnelle disponible pour le JIOI 2024 qui arrive là pour traiter les *bugs* dans les villages des jeux. So, what have they got? *4 pinez zot fer scandal? 4 pinez, Mr Chairperson*. The logic is people takes their bags to hospitals, their bedsheets, their pillows, everything they take to the hospital. So, it must have come from somewhere because when government buys mattress – we do not buy mattress with *punaise*. So, it has come from somewhere. *Ah scandal! Scandal bizin ferm lopital*. So, the Commissioner breeds *pinaise*. I have not seen *punaise* at his place. I have seen many dogs, I think, I am not aware that he breeds *punaise* in hospital. So, we are a small country Rodrigues. Paris, the most beautiful city.

*(Interruptions)*

**/UNREVISED/**

No, Mr Chairperson, Sir. We are not specialist in treating *punaise*. I am not a *punaise* dealer. These are operational matters.

*(Interruptions)*

**Mr Chairperson:** I have said, order.

**The Deputy Chief Commissioner:** Manque de place dans l'hôpital. Manque de place. It may happen. Manque de médicament. M. le président, je suis tenté de dire, la santé à Rodrigues...

**Mr Chairperson:** I said, Order please!

**The Deputy Chief Commissioner:** la santé à Rodrigues ce n'est pas uniquement l'affaire de l'Assemblée Régionale, ce n'est pas uniquement l'affaire du Commissaire de la Santé. Alors, chacun veut prendre son problème personnel de santé et mettre sur le Commissaire et de dire le Commissaire n'est pas bon ou bien le gouvernement régional n'est pas bon. Il y a beaucoup de facteur, M. le président.

CT scan, bloc opératoire, infection des plaies après les opérations. Are you aware of this? You are not aware of this. How do you get this information? It means they are putting into doubt our health system just because they are in the opposition. I am sorry for you if you are in the opposition. Incidence des maladies non-transmissible. How many persons in Rodrigues takes care of their health? How many persons? I am speaking of the system. We have a problem with the system, the health system in Mauritius and in Rodrigues. In Rodrigues, we do not have autonomy in health otherwise we would have our own gynaecologist from somewhere, I do not know where. We approached the Indian High Commission to facilitate the recruitment of gynaecologist. What happened? We did not get approval. Section 26 does not give us autonomy in health. As if he should not even be called the Commissioner for Health. He is not the Commissioner for Health. Okay? He is the Commissioner responsible for Health Administration, just as I am the Commissioner not for Education, Commissioner of Administration of Education. You have seen in schools, in colleges, we can no longer recruit graduates. We should recruit graduates with PGCE. You think I do not want to change this. But can I change it? I am only responsible for the administration just like Mr Volbert is responsible for Health Administration. So, you blame him for every problem of health. The system, it is Public Health System which is free subject to ... How many people... we have a system here. What about the system? Can a doctor see hundred patients per day and then do his night if there is an emergency, attend to an

**/UNREVISED/**

emergency? Is this a system? It is not a good system. In other countries you have a GP, General Practitioner, family GP. If you feel ill, you call the doctor for an appointment and then the secretary of the doctor tells you, you come at 1.00 p.m. or he is already booked, you come tomorrow morning or... You take an appointment with your GP. You do not go to the hospital. And then, if you are realistic you need further treatment you will go for your test and then ultimately you will go to a specialist. Here you go to crowd the hospital. Go to the hospital in the morning. All sorts of people, people who have, maybe some women, old women they want some *roulement*, they go to hospital, *nou al konsilte*. This is...

*(Interruptions)*

This is the system, Mr Chairperson, Sir. This is the system. Okay. Do all these people need to see a doctor immediately? Some people go to the hospital they are waiting for 30 minutes, they put on Facebook and they blame the doctor. Some people beats doctors. They went beat the doctors, fight with the doctors. So, this is the problem. Who really needs health care? At times it is clog, is lost in the crowd because there is no pre-selection to know who should go forward. Okay. Every small bobo, people will go to hospital. People has forgotten about traditional medicines; people has forgotten about caring for their own health, not eating fat, people instead of drinking water – when some people come to Port Mathurin they are thirsty they will not buy a bottle of water, they will buy a bottle of sugary drink and then they have diabetes, and then they have cancer. What is the main cause of cancer? We are told – one of the main cause, is excess consumption of sugar, lack of exercise, first myself, Mr Chairperson, Sir. Lack of exercise, okay. Obesity, excess consumption of sugary drink, sugar, excess consumption of alcohol, of the fats.

*(Interruptions)*

Eating habits – if there is a birthday – there are not too much *mariage* today – if there is a birthday, *première communion*, we will fatten a pig and then we leave that pig until it is... This is Rodriguan tradition. And, some people tell you *la gres la samem nou kontan la*. And then you go to the hospital you have hypertension, you have cholesterol, you have excess blood sugar, diabetes. *Aprè ki enan ankor?* So and so. And then, you say, *ah dokter pa bon inn donn mwa Panadol*. Are you taking care of yourself? This is the message today also – people should start seriously taking care of their own health, have regular blood test. It is free. At least twice a year have a regular blood test and keep your blood test to compare what was your glucose. What was your glucose? Your first test during the year, what is your

**/UNREVISED/**

glucose? You have to improve. Drink a lot of water, exercise, etc. So, there is a responsibility of the patient also. Okay. Not only – *nek dir Komiser la Sante pa bon, Komiser pa bon. Non, non. Okay.* Personnel should adopt better approach. When you look at the demeanour – we speak of demeanour – *la cadence – l'apparence de certain travailleur à l'hôpital, leur tenue, leur proprete, leur langage, M. le président.* It is not conducive to health. Okay. Stop putting politics. There is much politics in health. Put a smile on your face, do your job with your heart. Change this culture of work. It is a hard work to work in a hospital. It is hard work. Okay. Many of them do big jobs, very good job. The people in the Operation Theatre, saving people, saving babies. They are doing a lot of good job but it is not the blame of the Commissioner only. Okay. The system is not conducive. The personnel – we have issues. Technique – he spoke of technique – *technicité.* Who do we have here? Who do have here to tell us this apparatus is not working – it is good/it is bad, Mr Chairperson, Sir. This is why I told the Council that when we but specialist equipment in the health sector, buy also the maintenance and maybe the operation. We cannot take a CT Scan costing Rs30 m. and gave it to somebody who do not know what he is doing. Most of the time it is like this. Desalination was like this.

We buy desalination of Rs15 m. and we give it to a General Worker, who do not know the meaning of PH and then it is broken down. So, what do we do? We should buy these specialists equipment. We must start, I am not afraid to say it, we must start privatising certain aspect of the hospital services. Maybe the catering. Let people work and provide the food. The cleaning, Mr Chairperson, Sir, the washing – laundry, in Mauritius all hospitals have private laundry. Here we are still putting clothing bed sheets to the sun to dry. What example are we giving? Let privatise laundry, the people from there they can do some other job. It is already being done by private service in Mauritius.

The food, Mr Chairperson, Sir. The provision of specialist services like medical imagery – X-ray and CT Scan, let a clinic, a specialised clinic from somewhere with specialised people, with the specialist who can read the file, who can speak to another specialist in Mauritius. There is skull fracture, head fracture, they can do the scan and then they can talk to the specialist. Sometime we have the equipment is correct, there is no person to interpret this. So, what is the issue of having it. We may transmit it to Mauritius. So, I invite the Commissioner and the Council to when we are going to buy the new equipment buy it with its operation so that we do not have any problem and the supplier must supply the services or he has to take care of the patient, Mr Chairperson, Sir.

**/UNREVISED/**

So, Mr Chairperson, Sir, Mr Henri Agathe, who has spoken about *mauvaise gouvernance en matière de santé* without substantiating. What are the facts? Look at the figures for infant death, are there more infant death? Is there more prevalence of *la gale* or I do not know what? Something that really indicate that there is bad governance. *Non*. He is implementing his policies, he has good relation with the Minister for Health and he is doing his job. La culture de l'hygiène c'est avant tout une culture, une pratique qui se vit tous les jours. Okay. Et ce n'est pas la responsabilité du Commissaire si cette culture d'hygiène et de propreté est absente. Ça prend du temps. Je vous ai parlé la Rodclean est venu – l'hygiène s'est amélioré. Okay.

*Donc*, I do not see, Mr Chairperson, Sir, really how the Commissioner *a fauté* and why we should vote for a motion of no confidence which has no basis. Okay. Instead of criticising and saying this and this, we should try to help. Okay. I do not say everything is fine but I have told you it is a system. It is a system, it is free and everything which is free you will not get the same service if it is contributory or it is selective. So, everybody who feels sick you go to the hospital anytime, they want to be operated immediately. In other countries you have a waiting list, up to one year to get an operation. But for my part, we still have trust, *pas* we still, we have trust in our health care system. Every time a relative has been ill, every time a relative has been sick, the people at the hospital have been there to help and to assist to the best. Maybe they can make some errors, they do not have the right equipment. Some people at the hospital they work too much, they have burnt out but there is no way that these people can teach us lessons. We have no debts on our conscience like those who have debts on their conscience during COVID. Okay. We have no debts on our conscience.

*(Interruptions)*

You are speaking of this. You have to prove correlation. We have looked for the figures. I do not know where you got the figures. There are no figures online. Where did you get this? *Ki site?*

*(Interruptions)*

Okay, you got the figures. We have to look at it, what is the cause of death. Yes, we will look at it. I agree with you. I am not here to deny figures but we have to show that it was due to Dengue. Maybe it was due to Dengue but what was there age? Yes, people say, a lot of

**/UNREVISED/**

people are dying. Is it not true? In our society a lot of people have died recently. *N'est-ce pas?*

*(Interruptions)*

So, Mr Chairperson, Sir, as a matter of conclusion, I would invite the opposition to stop harming the health sector because they are doing their job in difficult situation.

*(Interruptions)*

**Mr Chairperson:** Order! The Deputy Chief Commissioner is concluding.

**The Deputy Chief Commissioner:** They are doing their job. Yes, I know you are tired, Mr Chairperson, Sir. But whatever has been said here, whatever has been criticised are not policy matters. They have a good policy for health. Okay, even in the other sectors, the Social Security, I am glad that the Member showed that there has been reduction of people dependent on the social security system, it means that they are climbing the ladder, they have more revenue and they are moving out of the system. It is a good thing, Mr Chairperson, Sir. But of course, everywhere in all commissions, Mr Chairperson, Sir, there are things to improve. One of the main issues, I am not afraid to say it, is the attitude of some public people working in the public sector. Everywhere you have it. So, we have to improve. People has to be conscious that they are public servants, not going on Facebook, not giving sensitive information to the opposition. So, the Office of Statistics stops in 2023, the Member has statistics up to January 2024 and he is saying this is official statistics. I do not know where he got his figures maybe from insiders. But I invite all people in the health sector to think one minute, two minutes and to see that they have a *vocation* and to stand to their vocation. And, for the Commissioner, of course, I hope he has listen to certain remarks that have been made, *how did they say it? Gaieté de cœur – pas de gaieté de cœur. Et qu'il va prendre, où il y avait certain issues, il va prendre cela en compte et il va agir pour le bien de tous.*

*(Applause)*

**The Minority Leader:** M. le président, après avoir écouté le Deputy Chief Commissioner, je ne sais plus trop où commencer et...

*(Interruptions)*

Je veux dire si Serge Clair était là il allait dire : « *Be sa boug la inn desan enn nivo kapav akoz li nepli sef komiser ?* ».

**/UNREVISED/**

Non, mais, M. le président, *seriously*, j'ai été ahuri, j'ai été stupéfaite et je suis choqué de cette capacité de dire tous et son contraire dans le même discours. A un moment de dire que les femmes vont à l'hôpital pour faire roulement mais juste après dès que vous êtes malade il faut aller à l'hôpital. A un moment vous dites qu'il n'y a pas de problème et puis vous faites un chapelet de problème. A un moment vous dites qu'il faut faire confiance à cette hôpital et puis vous venez faire un procès qu'il ne travaille pas. Donc, toute est son contraire. M. le président, cela nous donne une indication de comment les affaires du pays sont gérées et comment parce que le Chef commissaire, son Adjoint, l'Exécutif ensemble avec le Commissaire de la Santé ils ont ensemble cette responsabilité de porter à cœur ce projet au niveau de la santé pour assurer le bien-être de la population et cette décente en niveau nous démontre que les choses ne sont pas prises au sérieux. Il y a une banalisation des choses, et il y a une relativisation des choses. C'est comme-ci toute est normale. Que les gens tombent malade c'est normal, parce que la dengue est dans plus de cent pays et que ça arrive à Rodrigues et tuent les Rodriguais, j'ai l'impression que ce n'est pas un problème. Donc, quelque part toute est normal parce que dans le monde c'est comme ça. Donc, je me demande aujourd'hui à quoi sert les autorités politiques ? Si on va raisonner de cette manière ben dans ce cas-là mieux vaut laisser les fonctionnaires se débrouiller et ne pas avoir des élections pour avoir des élus. Sinon quelle est notre responsabilité ?

Ceci dit, M. le président, je reprends ce que mon collègues, *the mover of the motion*, le Membre Ramdally a dit. En effet, ce n'est pas avec gaieté de cœur qu'on vient déposer une motion parce qu'on ne fait pas ça par plaisir. Par contre, nous avons, c'est vrai aussi, il la si bien dit on a une bonne relation humaine entre les collègues du gouvernement et de l'opposition. Ceci dit aussi chacun à ces responsabilités et chacun a le devoir de l'assumer jusqu'au bout d'où la raison de cette motion très justifier, d'ailleurs je félicite mes collègues parce que tout à tour nous sommes venus pas faire des démagogies mais donner des raisons et vous-même votre *body language* vous a beaucoup trahi quand mes collègues parlaient que vous regardiez.

*(Interruptions)*

Vous avez parlé d'hypocrisie politique. Je ne vais pas aller plus loin. Vous avez fait preuve de ça et bien sûr on n'est pas venu dire avec cette motion que rien ne se fait mais on vient dire qu'il y a des cris de la population et qu'il y a un besoin que l'Exécutif entendre pour que les choses s'améliorent. C'est ce qu'on est venu dire ici. Quoique c'est vrai aussi, on a vu il y a eu un magazine bilan. Heureusement, qu'on a le débat aujourd'hui, la motion,

**/UNREVISED/**

on a vu le magazine bilan. Ce que moi j'appellerais plutôt un magazine souvenir. C'est vrai, parce que si vous regardez.

*(Interruptions)*

Non, c'est important d'avoir un magazine souvenir pour garder, oui.

*(Interruptions)*

Oui, allez, si j'ouvre ce... allez, je ne sais pas

*(Interruptions)*

Regardez, par exemple, on voit les élèves du département de SEN Antoinette Prudence RCEA, très bien, *there is nothing policy in that*. Mais c'est bon d'immortalise les évènements. Si vous regardez le Commissaire saluant un officier, très bien pour ça mais en termes de *policy decision*, de bilan pour la population, ce n'est pas vraiment la même chose. Donc, moi, je trouve louable ce travail mais ce n'est pas un magazine bilan pour moi qui vient répondre à cette motion de blâme. C'est un magazine souvenir que je félicite le Commissaire parce que c'est important. Je n'ai pas fait... J'ai fait électronique. Non mais c'est pour ça. Je n'ai pas fait parce que je connais la différence. C'est pour ça aussi.

M. le président, on ne veut emmener le Commissaire de la sante ni à Golgotha parce que comme j'ai dit, nous sommes venus avec des preuves. Moi, je suis contente que le *Deputy Chief Commissioner*, même s'il dit tout et son contraire, mais il relate les expériences des Rodriguais et des Rodriguaises. L'expérience de sa maman, l'expérience de cet ami... Non, on va voir après comment il a... Parce que les motions de blâme, il y a deux choses. Les motions de blâme existent. Dans le Parlement, ça existe. Depuis 2002, il y a des motions de blâme ici. Vous avez mis des motions de blâme. Mais quel est le problème si on vient mettre une motion de blâme ?

*This is your opinion*. Deuxièmement, depuis quand est-ce que la Commission de la santé a seulement l'administration et pas la politique ? J'ai entendu Mme la Commissaire reprendre ça. Depuis 2002. Mais oui, c'est pour ça. Ce n'est pas récent. Ce n'est pas parce qu'il y a un nouveau Commissaire que c'est administration. *It is policy*. Et derrière chaque souci, à la fin de la journée, *the accountabilities, the policy-maker*. Et ça, il faut savoir le reconnaître. Si on ne le reconnaît pas, il faut dissoudre cette Assemblée et ne plus avoir de *Chairperson* et de président et de... Parce que ça ne sert à rien. Pour changer la mentalité, il y a des choses qu'on peut faire, les actions.

**/UNREVISED/**

Vous parlez des infirmiers/ères, certains qui crient ainsi de suite. Je vous pose la question. Si vous étiez un infirmier, vous quittez chez vous, vous faites *day, night* et *day* d'affilé, 36 heures, vous faites plusieurs fois ça par mois, vous quittez vos familles au lieu d'aller planter... *Opportunity cost*. Vous, M. l'économiste. M. l'économiste, c'est *opportunity cost*. Vous laissez votre famille. Vous n'êtes pas avec votre enfant. Vous allez travailler parce que vous voulez faire rouler le système sinon le système est mort. Les patients, '*mem pou al fer roulman*', n'ont pas d'aide. Arrivé en fin de mois, vous n'êtes pas payés, vous continuez à faire un sourire comme si de rien n'était ? M. le président, et le Chef commissaire adjoint, quand il était... Donc, c'est pour ça, M. le président, c'est pour ça que je trouve qu'on prend les choses à la légère. Des fois, on dit que quand il était Chef commissaire et Commissaire des finances...

*(Interruptions)*

Quand il était Chef commissaire et Commissaire des finances, il disait toujours quand on parlait des dettes, des bills non payés, il disait toujours qu'il y a beaucoup d'argent et les DH ne payent pas. Aujourd'hui... Oui, plusieurs fois, vous avez dit ça ici. Il y a de l'argent et les DH ne payent pas. A l'époque, non, il n'y avait pas parce que le nouveau Chef commissaire est entré cette année et les gens ne sont pas payés depuis juin de l'année dernière. Vous étiez Chef commissaire. Les gens ont travaillé, maintenant, il faudrait que les syndicats viennent ? Non, vous prenez les choses à la légère et tant que vous continuez comme ça, le pays et les gens seront frustrés parce que vous n'auriez jamais quitté votre famille pour aller travailler sans être payés pendant une année. *Overtime* ou quoi que ce soit, ils ont travaillé. Et moi, ce que je trouve aberrant, j'ai entendu... Je ne vais pas trop... Tout à l'heure, j'aurais l'occasion de retourner un peu sur ce que vous avez dit. Quand j'ai entendu le Commissaire de tutelle aujourd'hui dire que les officiers '*pran loan lor bank*'. Il se peut que c'est un fait. Je ne connais pas le...

*(Interruptions)*

This is not your problem then. But now, it is your problem if he is working and you are not being paying them. And, what happens when you go on mission? Before you go, you ask for your per diem and you have not worked for that. No, this is the fact. No!

Vous partez aux Seychelles, vous avez votre per diem après ? Et pourtant, vous avez pour toute la semaine alors que vous n'avez pas travaillé pour la semaine. Mais ces gens-là ont travaillé. S'ils prennent leur *loan* avec ce *bank allowance*, c'est leur droit, c'est leur dû.

**/UNREVISED/**

C'est le jour où vous ne les faites pas travailler, c'est là. Et moi, je trouve que c'est un *shame*...

*(Interruptions)*

On a parlé ce matin. Mon collègue a parlé de *Elderly Committee* où le Commissaire est payé *legally* pour *chairing the Elderly Committee*. Non, *okay*. Ce que moi, je trouve aberrant, parce que je sais aussi que quand il y a eu la réunion telle date, dans the *next payroll, paycheet*, je ne sais pas comment on appelle ça, le Commissaire exige son argent parce qu'il a travaillé. Pourquoi est-ce que cet infirmier n'a pas le droit d'exiger son argent ? Pourquoi il n'a pas le droit de faire les emprunts sur cet argent tant qu'il sait qui travaille ? C'est son argent, voilà. C'est ce qu'il faut que vous reconnaissez et c'est pour cela que vous avez cette responsabilité pour assurer que les gens ont travaillé, il faut leur payer.

Donc, policy decision, policy makers, you should negotiate for the budget. *Et quand on a vu ce qui s'est passé l'année dernière, on a eu ce même problème. Cette année encore, on a ce problème. L'année prochaine, on l'aura encore parce que les dotations budgétaires n'ont pas changé dans ces items. Donc, the problem, if it is not the one of the Commission for Health, I would like to know whose problem it is. If there is not enough money to pay workers, whose problem it is? Whether it is the problem of the mover of the Motion or the Opposition. This is your responsibility. The Commissioner for Health is not the Commissioner for Finance. So, it is the responsibility of the Chief Commissioner who is the Commissioner for Finance.*

So, do you want us to sit *tranquille, calmes dans notre coin, on fait comme si rien ne se passe alors que les officiers souffrent* ? Vous nous reprochez de prendre notre responsabilité au nom du peuple ? Non, M. le président. Avec autant ce qu'on a dit, je continue. Et quand on parle aujourd'hui du non-paiement, ce n'est pas seulement les infirmiers, *night shift, bank*. Les ambulance drivers, les *ambulance attendant*. On a les personnes qui, un jour quand vous allez *privatise* laver, ça, c'est autre chose. Mais aujourd'hui, neuf mois, ils n'ont pas payé. J'ai rencontré une dame. J'ai vu... Oui mais elles font le lavage à la main depuis le matin jusqu'au soir.

Hier, par hasard, je croise une dame. Je la reconnais parce qu'elle travaille dans la lingerie. Je lui demande comment ça se passe. Surtout parce que j'avais parlé de cette question de lingerie et j'ai appris après que les officiers ont été secoués pour ça. Comment est-ce que Mme la *Minority Leader* sait que les gens lavent à la main. Mais c'est ça. Et vous

savez, quand je demande à la dame comment ça se passe, elle me montre sa main. Cors. Elle me dit-elle lave à la main 50 draps par jour et elle fait le repassage de 50 draps et dans cette unité, il n'y a que cinq femmes. Il y a cinq femmes : un en dedans quand il y a des gens qui sont absents. *One outside, one inside*. Quand il y a quatre personnes, deux en dehors, deux à l'intérieur.

Comment vous voulez qu'au niveau d'hygiène, les choses vont marcher ? Comment on va changer les draps ? Vous pensez que ce n'est pas un problème et on va rester à la maison, on va s'asseoir sans rien vous dire ? Non, M. le président. Ce n'est pas comme ça que les choses se passent. Quand vous imaginez au niveau de ces *human resource*, aujourd'hui, c'est vrai, il faut le dire, nous avons un staff affable, dédié avec les moyens qu'ils ont, ils font leur travail. Et même si des fois, on les accuse de politique, on voit aussi que ce n'est pas nécessairement vrai parce que si on comprend que même vos alliés aujourd'hui ne sont plus ces allies. Ils étaient vos allies. Et même les bras droits vous ont lâchés.

C'est-à-dire que ce n'est pas un problème politique ; le problème est ailleurs. Quand le Commissaire donne des instructions pour que les officiers qui travaillent *day, night, day*, les infirmiers, les infirmiers at one go, ils ne peuvent plus avoir un repas à l'hôpital. They are entitled because in the PRB report, it is clear and in Mauritius, I verified. It is clear that they should both should have. And I will invite the Commissioner for Health and the Chief Commissioner to read this section of the PRB report. It is clear that we recommend... Recommendation 1, the latest PRB Report 2021:

“[We recommend that employees who are] unexpectedly retained on duty after a normal day's work for at least three hours beyond the normal working hours...”

They are retained three hours beyond. If you are working the whole day... *Ecoutez*. Pas tout le monde. I continue. I will skip *ça*.

“[Should either be provided with meals] where catering facilities are available, or paid a meal allowance of Rs [150] for each meal.”

Secondly, we further recommend that:

“Notwithstanding the above provisions, a Supervising Officer of an Organisation may grant a meal or a meal allowance of Rs 150 for each meal to officers although they have been given advance notice and retain beyond their normal working hours for urgent work.”

**/UNREVISED/**

And, today, this is not the case. And, do you know what is the problem? The Commissioner on Facebook talked about meal allowance. When he steps in and talk about meal allowance, what do you want the Nursing Officers to do? Is it normal? So, I would ask that this is immediately taken into consideration and these people should have the dues respected, immediately. And, these are reasons why people are frustrated. These are reasons though...

Je ne vais pas cautionner cette attitude. Ils vont crier après votre maman, ils vont crier après la mienne parce qu'ils sont frustrés. Ils sont frustrés; *this is not a reason but you, yourself, when you are...* Non, non, non. Les gens, quand ils sont frustrés, si vous leur provoquez, vous ne leur donnez pas leur dû... Comme il y a une chanson qui dit, '*Enn zom ki faim, li res amerde.*' Voilà. Donc, immédiatement, le Chef commissaire doit veiller à ce que cette recommandation du PRB soit appliquée, soit remédiée surtout parce que c'est un dû et *their counterparts in Mauritius, they have it*. M. le président, à qui on doit s'adresser s'il y a eu un recrutement dans la fonction publique au niveau de la santé, une vingtaine de *trainee nurse*, après un an, ces personnes ne sont pas envoyées en formation et ils perdent une année de service.

Doit-on s'asseoir et faire comme si rien n'était ? Et il y avait de la place. C'était une mauvaise organisation. On avait mis des questions ici ; on avait eu des réponses. Donc, doit-on s'asseoir ici ? Oui, il y avait de la place. Je vous invite pour aller vérifier. Et pourquoi on les a retenus ? Parce qu'on voulait ouvrir l'école ici. On voudrait ouvrir l'école ici et ces vingt jeunes ont été victimes d'une mauvaise décision et aujourd'hui, jusqu'à la fin de leur carrière, ils vont être pénalisés parce que *the policy decision, the right one has not been taken at the right time*. ET parmi, il y a trois jeunes qui ont fait leur formation au niveau du PML. PML, je les respecte. D'ailleurs, vous allez être d'accord que c'est l'ancien gouvernement qui a fait venir PML. Je suppose que vous êtes au courant. Vous n'avez pas signé d'accord avec eux. Donc, je ne pense pas qu'ils viennent comme ça. On croit dans leur travail. Cependant, aujourd'hui...

*(Interruptions)*

Oui, ça, c'est clair, parce que vous avez détourné un endroit. Non. Donc, trois de ces jeunes recrutés, jusqu'aujourd'hui à l'heure où je vous parle, ne savent pas qu'est-ce qu'ils vont advenir de leur avenir. Pourquoi ? Ils ont fait leur formation au niveau de PML. Ils ont été recrutés par la PSC. Ils n'ont pas été envoyés dans le même batch pour leur formation à

**/UNREVISED/**

Maurice comme *trainee nurse*. Et à ce jour, on ne sait pas s'ils vont devoir rejoindre une formation. Et à ce jour, la PSC n'a pas de données, son aval ni au niveau de Maurice. La PSC n'a pas donné son aval pour recruter des jeunes dans le secteur public.

*(Interruptions)*

Non, ce n'est pas le problème du Commissaire parce que ce n'est pas lui qui regarde qu'est-ce qui se passe de ces officiers.

*(Interruptions)*

Surement non. Donc, il va s'asseoir et les choses vont se faire.

*(Interruptions)*

Dans ce cas-là, le Commissaire ne donne pas instruction pour qu'il reste à Rodrigues. Qu'il reparte à Maurice pour leur formation. Aujourd'hui, ils sont ici et c'est.... M. le président, si aujourd'hui, je parlais de finance tout à l'heure-là. Les paiements des fournisseurs de légumes. Encore une question, M. le président, moi, je veux savoir. Le Chef commissaire va parler après moi. Je voudrais qu'il nous donne aujourd'hui une réponse et une garantie que ces employés vont être payés leur dû au plus vite, que les fournisseurs, ceux qui donnent des légumes, ceux qui donnent du lait à l'hôpital, quand est-ce que ces *backlogs will be cleared*. Le Chef commissaire doit nous dire parce que c'est à lui comme le Commissaire des finances d'aller discuter avec le Ministre des finances pour avoir le budget.

Et, M. le président, je continue. Les officiers...

*(Interruptions)*

Qui c'est qui *'fer dominer'*?

*(Interruptions)*

This is not our problem; we are in the opposition. This is your problem.

*(Interruptions)*

M. le président, quand le...

*(Interruptions)*

Vous allez en mission, vous faites quoi ? Le Chef commissaire...

*(Interruptions)*

**/UNREVISED/**

Le Chef commissaire vient de rencontrer le Premier ministre. Je suppose qu'il a pris le temps de présenter un bon dossier à ce niveau et j'espère qu'il nous donne la réponse parce que c'est important et je pense que toutes ces personnes dont la Commission a des engagements financiers, ils sont en attente. Ils veulent savoir qu'est-ce qui va advenir de leur demain. Quand le Commissaire, on apprend que le Commissaire préside le management meetings with the HODs qui est bien pour faire le suivi. Quand il y a le DH à côté, je pense que c'est bien. Quand on préside et tout ce qu'on dit ici, le Chef commissaire, l'adjoint est au courant parce que ce sont des choses qui... Je ne pense pas que les gens viennent dire à l'opposition et ne vous disent pas à vous. Je ne vais pas croire ça. Dans les *management meetings*, les officiers, ils sont dans la crainte aujourd'hui. On nous dit qu'il y a trop de menace, trop d'accusation, des noms cité bric-à-brac. Un langage...

*(Interruptions)*

Facile de dire. C'était pareil avant. Non, ça, c'est vous qui cherchez ça auprès des.... Nous, non. Et vous savez, quand dans une réunion, dans les management meetings répétitifs, moi, je viens relater ce que les gens témoignent. Langage ordurier. Excusez-moi, M. le président, comment vous pouvez tenir une réunion, un Commissaire, un leader quand vous êtes un Commissaire ? Le langage, c'est, '*Zot pou bez dan kaso! Zot pou bez dan kaso!*' A chaque fois dans une réunion, est-ce qu'on avoir... M. le président, vous présidez une réunion avec votre staff, vous avez ce langage-là ? Si c'est un langage acceptable pour vous, là, on ne sait plus où nous allons et je pense qu'on est dans la mauvaise direction.

Et je continue, M. le président. Je parlais tout à l'heure-là, de tous ces problèmes de *staffing*. Mais on peut remédier. Il faut donner aux gens les formations. Il faut donner les formations pour que les gens progressent. A qui la responsabilité ? C'est à vous. *You as policymakers, you should see where is the problem and you should give training, coaching, continuous development programme.* C'est votre responsabilité et ce n'est pas la responsabilité de l'opposition ou de Jean Rex Ramdally. Qu'est-ce qu'on reproche aussi encore ? Je parlais toujours d'aide. Ces professeurs, ces miss qui travaillent au niveau des écoles pour les enfants qui portent un handicap. Depuis janvier, c'est là... *Special Education Needs Authority*. Comme toujours. Mais ici, ces profs, ces écoles sont orphelins. Personne ne sait. D'après vous, la miss de Malabar de chez Mme Suzanne va prendre son téléphone, va aller chercher le PS ou le SCE du Ministère ?

*(Interruptions)*

## /UNREVISED/

Vous devez le voir. C'est votre responsabilité. Et elles ont la charge des enfants handicapés. Le jour où elles ne viennent plus, qui c'est qui est responsable ? Elles sont payées mais depuis janvier, il y aurait dû avoir une augmentation de près de 6000 par mois. Donc, six mois, on va... Elles sont qualifiées. Donc, six mois, on va... Je pense que ce serait bien. Le Commissaire des finances, avec cette facilité avec laquelle vous répondez aux choses, je pense qu'il faudrait nous aussi réduire notre salaire pendant six mois. Et puis, on va voir comment ça se passe. Je pense qu'il faudra le faire. Comme ça, on est comme tout le monde. Et on va voir qu'est-ce que ça dit. C'est bon que vous prenez des notes. C'est pour ça que vous avez beaucoup... Quand on est Chef commissaire, on ne prend pas que des notes ; on prend des décisions et on réalise les choses.

M. le président, ce qu'on reproche aussi, ce que les gens nous disent, on a vu, on a... Je disais ça pendant le discours budget. Cette hâte. C'est important de faire les choses vite. M. le Commissaire Wong So ce matin a parlé a parlé que son colistier est loyal... On ne parle pas de loyauté. Enfin, ça aussi, situation oblige. Il faut parler comme ça. Mais je pense aussi. Je me disais que le Commissaire du tourisme surement a peur qu'on lui prend le tourisme et on lui donne la santé, on fait le *swapping*. Pour en finir, il ne fait que...

(Applause)

Non, il peut. Mais *opportunity cost*. Non, ce n'est pas la cuisine ; c'est les affaires du pays. M. le président, si c'est vrai que c'est important d'aller vite dans les choses, dans les décisions, mais on voit que répétitivement, il y a des décisions prises vite qui aussi s'estompent vite. Mon collègue parlait tout à l'heure-là de cette signature avec the *Breast Cancer Care*. Je pense que c'est ça. Qu'est-ce que le Commissaire de la santé n'a pas dit à notre égard ? Parce qu'on avait pris le temps pour signer cet accord. La question n'est pas que d'être correct. On a pris un engagement au niveau du gouvernement. Ce n'est pas correct, moi et Mme untel ; c'est l'institution que je représente. Et j'ai appris que pas une seule patiente depuis mars 2022 qui cherche du logement à Maurice et pourtant, c'est Rs200 par jour, manger, repas et sont parties pour des traitements au niveau du cancer du sein.

Et moi, j'ai demandé à plusieurs dames qui souffrent du cancer de sein qui partent pour les traitements à Maurice, je leur ai demandé mais pourquoi elles ne choisissent pas là-bas. Elles nous disent : mais personne ne nous informe qu'il y a ce centre-là, personne ne nous informe. Pour Rs200 par jour, elles ont une chambre, elles ont à manger. Pourquoi ces huit femmes, huit personnes qui vont en traitement qui auraient eu avec... Non, ce n'est pas

**/UNREVISED/**

vrai. Je vous demande de vérifier parce que ce n'est pas vrai. Moi, je vous ai dit je peux vous donner au moins le nom de deux patientes qui cherchent... Je sais parce que j'ai eu le témoignage. Donc, bien rapidement, on signe les choses et puis après, aussi rapidement qu'on a signé, donc, «*tioup, tiap*». Que s'est-il passé avec le *Food Clinic with Rainbow Association* avec M. Parsooramen ?

*(Interruptions)*

Une personne est malade, une association... Non, M. le président. He is the founder but... Non. Et on avait mis. On a rapidement...

*(Interruptions)*

Et aussi, qu'est-ce qu'on n'a pas dit ?

*(Interruptions)*

Qu'est-ce qu'on n'a pas dit à M. le fondateur de cette association ? Nous, on n'a pas de volonté, nous, on ne veut pas ceci. Vous signez depuis 23 février 2023, vous dépêchez un infirmier pour travailler là-bas et puis, d'un coup, vous retirez ? Les décisions ne sont pas prises comme il se doit à la hâte et puis après, cogner. Qu'en est-il aussi, M. le président, quand je parle des décisions prises à la hâte, de ce bâtiment rénové à Crève-Cœur pour je crois stocker les médicaments au cout de Rs6 millions ?

*(Interruptions)*

Moi, je ne sais pas qui est derrière quoi. Le problème, c'est que vous méfiez tout le monde. Même votre ombre, vous commencez à méfier aujourd'hui. Vous voyez en tout le monde en ennemi. Votre problème, c'est ça. J'ai l'impression que des fois, même vos collègues, quand j'ai vu ce matin cette... Je ne sais pas si vous êtes catholique. Donc, je ne sais pas mais je trouve bien ce matin au niveau de ce que vous avez dit, ce que vous avez copié. Marc. Non, moi, je ne suis pas sur Facebook. J'ai eu *screenshot*. J'ai des *screenshot* à longueur de journée. Donc, quand vous parlez de... Le chant de coq. Quand le coq chantera deux fois, vous m'aurez renié trois fois.

C'est un signe de méfiance terrible, ça, M. le président. C'est un signe de méfiance à outrance. Et si on méfie ses collègues à ce niveau, c'est très... Non, nous, on n'est pas de votre... On ne peut pas. On n'est pas des vôtres. Donc, on ne peut pas vous renier. Et je parle du bâtiment de Crève-Cœur, qu'est-ce que le Commissaire va répondre ? On a investi Rs6

**/UNREVISED/**

millions pour *upgrading*. Facile. Le Conseil exécutif, c'est quoi alors ? Un éléphant blanc ? Un Conseil exécutif sous un Chef commissaire. Non.

*(Interruptions)*

Puis-je reprendre ? Puis-je reprendre encore une fois l'exemple de l'ancien Chef commissaire ? M. le président, puis-je reprendre encore une fois l'exemple de l'ancien Chef commissaire....

*(Interruptions)*

**Mr Chairperson:** Order, please! Allow the Member to speak.

**The Minority Leader:** Under the old man of 80 years, this thing would never happen. How can you, a Chief Commissioner of 40 years, you accept that? 40, 47, even 50, even 60. A Chief Commissioner *avec toute sa tête*. *Un officier prend la décision d'upgrade un bâtiment de Rs6 millions sans votre aval, sans l'aval d'un Conseil exécutif ? Non.*

*(Interruptions)*

No tendering procedures? No. Then, you should go! Then, you should go! You are not taking...

*(Interruptions)*

Vous n'êtes pas responsable? M. le président, là, c'est grave.

*(Interruptions)*

Non. Vous faites quoi là, votre autorité ? Qu'est-ce que vous faites ? C'est quoi votre responsabilité ? Qu'en est-il... Allez, quelqu'un d'autre. Quelqu'un d'autre au cœur de Port Mathurin. Et ça, je me souviens. J'avais vu. Qui a donné l'instruction ? Je ne sais pas. Moi, j'avais vu. Je conduisais. Je venais à Port Mathurin. Je voyais le Commissaire de la santé avec ses officiers visitant un bâtiment au cœur de Port Mathurin en face de l'Alfred North-Coombes.

*(Interruptions)*

Non, je n'ai pas fini. Pourquoi est-ce que vous ne me laissez pas parler ? Dans ce bâtiment, on a demandé à cette personne de rénover ce bâtiment au cout de plusieurs millions comme pour Crève- Cœur. Parce qu'on va venir... Oui, quand je dis rénover veut dire adapter pour les besoins des bureaux. Cette personne a modifié si vous voulez. C'est toujours une rénovation. Une modification, c'est une rénovation pour le besoin. Et savez-vous qu'on a

**/UNREVISED/**

fait cette personne-là investir des millions pour partitionner et aujourd'hui, la veille au lendemain, on lui dit non, on n'a plus besoin de votre bâtiment ? Vous auriez été d'accord, M. le président ? Le Commissaire et le DH viennent chez vous, ils vous disent que : Je fais venir loger 10 personnes chez vous. Réservez votre chambre pour une année. Et puis, vous avez annulé tous les rendez-vous. Arrivé la veille, vous dites non, je ne veux pas. Non, M. le président. Vous êtes en train de jouer avec les gens. Et c'est pour ça, je trouve qu'on tombe amoureux trop vite. On trouve un bâtiment, on est content. Oui. Après demain, on a... Je pense qu'on va voir dans les budgets. Ce n'est qu'après qu'on va voir dans les budgets si on a de l'argent. Qui est responsable ? Qui est responsable de ça ? Le Chef, c'est seulement l'officier ? Si c'est l'officier seulement, veut dire que vous devez rester à la maison ; vous n'avez pas votre raison d'être. M. le président, je continue. D'autres reproches. Ce que j'ai aimé aussi ce matin depuis ce midi, depuis cet après-midi que le débat est lancé, j'ai aussi écouté attentivement Mme la Commissaire joliment habillée pour l'évènement. Je lui ai fait le...

*(Interruptions)*

Vous aussi, M. le ça. Mais je pensais qu'elle allait porter du rouge aussi. C'est pour ça. Et, M. le président, soyons sérieux. J'ai écouté avec attention Mme la Commissaire qui parlait ce matin de justement administration ainsi de suite. Donc, je pense et je crois qu'elle a besoin aussi de faire preuve de *collective responsibility*. Des fois peut-être, je ne sais pas si c'est de gaité de cœur. *No, I do not know anything. But still*, M. le président, je vais revenir après sur ça. J'allais dire qu'elle a parlé, elle a dit bien sur des choses en faveur de la Commission et du Commissaire. Mais quand mes collègues parlaient, elle aussi, son *body language* la trahissait. Et même notre sage, le Commissaire de l'agriculture. Non, non mais ça se voit.

Quand mon collègue, le membre Lisette parlait de *adding insult to injury* quand il disait que le Commissaire de la sante portait déjà un poids de 100 kg qui s'écroulait et vous venez ajouter encore un poids sur lui. Le Conseil exécutif au niveau de *housing*. Oui, *killing him softly*. Je voyais que ça vous parlez. N'est-ce pas, le Commissaire de l'agriculture ? Cela vous parlait. Maintenant, parlons des équipements. On a parlé du scanner. Toujours ce qui est mauvais dedans, vous êtes dans l'accusation des fonctionnaires. C'est comme qui dirait ces personnes-là qui mal utilisent ces équipements et qui fait que l'équipement ne marche pas ou sabotage. Si c'est du sabotage et que vous avez des preuves, transférez l'officier. Si c'est du

**/UNREVISED/**

manque de formation, donnez de la formation. Mais de grâce, faite réparer cet appareil parce qu'il y a beaucoup de personnes qui souffrent et beaucoup de personnes partent.

*(Interruptions)*

Il y avait apparemment déjà une réparation de près de Rs50000 faite. Apparemment, il faut faire quelque chose de plus pour Rs1.8 millions ou presque Rs2 millions. M. le président, savez-vous que pour le mois de janvier, cette année, à ce jour, à l'heure où je vous parle, il y a environ 275 patients qui sont partis pour les traitements à Maurice ou bien des diagnostics. De janvier à ce jour, janvier, février, mars, on va dire avril, quatre mois, 275 patients. Si on multiplie par deux, ça fait 275 fois deux – Rs550. Parce qu'il y a toujours un parent qui accompagne. Dans plusieurs cas, il y a un médecin ou un infirmier. Il y a une cinquantaine de civières. Non, il faut le faire partir. Il faut. Mais vous imaginez le manque à gagner ? Ne serait-ce que pour le billet, c'est plus de Rs6 millions pour quatre mois. Et vous n'avez pas cet argent-là.

Au lieu de réparer pendant autant de mois, vous ne réparez pas pour avoir autant de personnes ? Et vous savez vous-mêmes, quand ces personnes vont à Maurice... Tout à l'heure, on va parler de logement. Oui, moi, je visite souvent les personnes qui partent en traitement. Donc, je ne sais pas comment elles s'appellent. Mais je vais à l'hôpital chaque fois que je pars en mission. Pour la réunion de MARENA chaque mois, je prends une demi-journée, je visite les patients à Rose Belle. Comme quand j'étais Commissaire, je visite à Jeetoo et à Candos. Bagatelle aussi, j'y vais oui parce que j'ai mes sous et je n'ai pas besoin de rendre compte à personne.

Et, M. le président, c'est...

*(Interruptions)*

Quand on était enfant, on disait '*dan nou linz*', '*nou fer gran-fanm dan nou linz*.' Donc, c'est notre... Voilà, vous rentrez dans des choses que vous ne devez pas. Et vous savez, M. le président, on n'a pas parlé de logement, là, quand je parle de Rs6 millions ; on ne parle que de billet. Donc, sûrement, ça coûterait au moins Rs10 millions pour quatre mois. Donc, le budget que vous avez besoin pour aider ces patients parce que le scanner est en panne, je suis sûre qu'à un moment, vous allez devoir priver vos collègues de beaucoup de projets pour avoir... Et c'est ce qui s'est passé avant. Donc, M. le Commissaire de l'agriculture va devoir prendre de l'argent chez lui pour payer les patients. Non, pas capital. Il y a d'autres financements, des *schemes*, par exemple. Je sais ce qui s'est passé pour dévier...

**/UNREVISED/**

D'ailleurs, l'audit vous reproche ça. Et quand je parle de ça ici, la réparation du scanner, un moment, je voyais quand le Commissaire de la santé parlait du budget, donc, faisait son intervention, il donnait l'impression qu'il ne va pas aller sur ce scanner-là pour faire la réparation parce qu'il va acheter un autre. Déjà, il sait que le montant qu'il a eu pour le scanner ne sera pas suffisant et de deux, avoir deux scanners, un backup, ce ne serait pas de trop pour lui.

*(Interruptions)*

Je n'ai pas besoin de secret d'Etat. J'ai besoin que la population ait le service, ils n'ont pas besoin d'aller à Maurice pour avoir autant de difficultés. ET là, je me souviens. Un petit brin d'histoire en 2013, M. Ali Mansoor était le *Financial Secretary*. Nous, on venait d'être au gouvernement en 2012 et il était venu ici pour discuter de la dotation budgétaire. Vous savez, quand le Chef commissaire d'alors, Serge Clair, donnait les statistiques, quand on donnait les statistiques, on avait une réunion du Conseil exécutif avec l'équipe de la finance, on lui montrait les chiffres, on dépensait beaucoup et on voulait convaincre pour avoir un scanner. Vous savez qu'est-ce qu'il a dit ? Economiste comme...

*(Interruptions)*

Il est de formation économiste quand même. Et vous savez qu'est-ce qu'il disait ? Pour la population de Rodrigues, je pense qu'on n'était pas à 40000. Donc, une petite population, le nombre de patients qu'on va devoir diagnostiquer avec un scanner, ça a coûté plus de Rs50 millions. Je pense Rs56 millions. Il disait : « Non, ça, on ne va pas faire. » Mais vous savez, le Chef commissaire a dit : « Soit vous nous donnez du budget ; soit vous ne donnez pas. » Il a tapé sur la table et il a dit : « Vous savez quoi ? Pour nous, chaque vie compte. » Et le Chef commissaire d'alors faisait le témoignage d'Antoinette Prudence qui est partie, qui est décédée parce qu'elle devait être diagnostiquée avant de voyager.

On l'a fait voyager et c'est ça qui a causé son décès. Et Serge Clair lui a dit déjà : « Je vous témoigne le cas d'une personne. Il n'y aura pas deux dans ce sens-là. Vous devrez nous donner ça. » Et on a eu les Rs56 millions. C'est pour ça que je ne sais pas comment le Commissaire de la santé parle souvent d'un scanner second-hand. Donc, il y a eu les Rs56 millions parce qu'on a négocié *hard*, parce que la vie de chaque personne compte et que pour nous, ce n'est pas '*enn dimounn inn mor, enn malad partou.*' Ce n'est pas ça. Quand ce n'est pas votre famille, c'est bon. Quand c'est un des vôtres, voilà. M. le président, on a eu les X-rays en panne récemment. Et X-ray, vous savez, on me dit qu'un moment, les médecins

devaient aller faire lire les images sur leurs portables. Certains médecins voulaient ; d'autres ne voulaient pas. Et ça aussi, il faut faire attention. Des fois, on fait venir des gens pour donner des rapports. Je parle d'expérience. On a vu des personnes (je n'accuse pas toutes les personnes de Maurice), qui étaient venu pour nous dire que :

« Le scanner que vous avez, c'est un Mercedes et ça, c'est trop pour Rodrigues, il faut l'emmener à Maurice. Le X-ray machine que vous avez, c'est trop sophistiqué ; vos employés ne savent pas l'utiliser ; il faut l'envoyer à Maurice. On va vous donner un autre. »

Faites attention de faire venir n'importe qui pour n'importe quel problème. Faites attention parce que... Faites attention. Voilà. Donc, M. le président, les appareils sont tombés en pannes. On vient accuser aujourd'hui les fonctionnaires. Je ne sais pas à quel point le Commissaire a raison ou a tort. Mais je sens que c'est là où le bât blesse, le fait d'à chaque fois de méfier tout le monde. C'est normal, on travaille dans un pays, un petit pays comme le nôtre. Nous aussi, nous avons travaillé avec des gens qui ne votent pas pour nous. Mais, M. le président, cela ne fait pas de tous nos collaborateurs nos ennemis. Cela ne fait pas que je me méfie de mon ombre parce qu'il ne vote pas pour moi. Et c'est ça, le problème aujourd'hui. Et moi, je demande au Commissaire de la sante de... C'est vrai, vous devez faire attention mais vous devez avoir confiance dans ces personnes qui travaillent avec vous.

M. le président, management de la dengue. Mes collègues ont dit beaucoup de choses. On a eu des questions ici. Ce qui se passe aujourd'hui, l'adjoint au Chef commissaire a parlé. Je vais voir un peu après le langage du Chef commissaire par rapport à ça. Je vois qu'il rit beaucoup, il plaisante beaucoup. J'espère qu'il prend ça plus au sérieux parce qu'aujourd'hui, il n'est plus l'adjoint ; il est Chef commissaire et cette situation de la dengue reste préoccupante même s'il y a plus de 100 pays au monde qui sont infectés. Ce n'est pas une raison pour nous de laisser faire comme ça. Savez-vous que bon nombre de personnes sont allées à l'hôpital, il n'y a pas de test, ni de test rapide ? Et savez-vous qu'aujourd'hui, le cas sur le terrain n'est pas différent de ce qu'on avait vu avant.

Donc, la situation persiste. Les gens sont malades. Vous dites que les gens ne se soignent pas, avec tisane ainsi de suite. C'est ce qu'ils font parce qu'ils n'ont plus confiance. Et quand les gens vous écoutent, si quelqu'un qui n'est pas élu écouté votre discours, personne n'aura confiance dans le service de la santé. Ce n'est pas nous qui blâmaient le service ; c'est vous. Après le témoignage que vous avez fait, si on emmène quelqu'un, un jeune, un enfant ici, après votre discours, il dira que *'pa amenn mwan dan sa lopital-la.'* Parce que

**/UNREVISED/**

vous blâmez ça. Vous prenez trop à la légère la dengue et aujourd'hui... Le Commissaire de la santé est venu ici nous dire qu'il y a deux équipes de DMU. Peut-il venir nous redire ça aujourd'hui ? Il n'y a jamais eu deux équipes de DMU. Il n'y a jamais eu à l'Assemblée ici dans les PQs. C'est ce qu'il a dit. Donc, il nous a induit en erreur parce qu'il y a une équipe et il n'y a que six personnes.

Aujourd'hui, j'ai l'impression que tout le fardeau de la dengue est mis sur le dos de ces six personnes. J'étais sur le terrain avec les amis pendant le weekend. J'ai vu ces personnes quitter leurs voitures. On sait comment ça se passe à Rodrigues. Les voitures ne peuvent pas entrer dans toutes les... Ils marchent avec leurs équipements près d'un kilomètre. Il n'y a que six personnes dans l'équipe de DMU. Six. Donc, vous mettez la crise, l'épidémie de la dengue sur le dos de six personnes dont Mme Dr Drac qui est responsable avec ça. Et ces personnes s'écroulent. Et très souvent, j'ai appris qu'ils n'ont pas de transport pour aller sur le terrain et le suivi n'est pas fait régulièrement. Ce n'est pas mon problème s'ils ne savent pas le faire. Vous devez voir avec votre DH. Vous voyez avec votre DH. Votre DH voit avec son directeur et la chose est faite. *'Pa konsern ou, ou nek met dan kwin?'* Non, je n'ai pas...

*(Interruptions)*

M. le président, moi je trouve qu'ils prennent trop ça à la légère parce que depuis le 05 mars, il y a eu un nouveau Chef commissaire. Je ne suis pas sûre s'il a tenu une réunion avec au côté de son collègue, le Commissaire de la santé, pour faire un état des lieux de la situation de la dengue à Rodrigues. L'a-t-il fait ? Non, l'a-t-il fait ? Quel est le retombé ? Qu'est-ce que vous nous dites ? Vous devez dire au peuple quelle est la situation. Et qu'en est-il au niveau de *fogging* ? Vous avez parlé de *fogging*. *'Non, pa zis gete. Ou zis pran note. Pa pe azir. Si ou inn gete...'*

*(Interruptions)*

*'Pa zis Rodclean.'* Ecoutez, là, il y a une équipe sur le terrain pour faire du *fogging*. Une équipe pour faire le *fogging* à travers Rodrigues. Et vous savez comment le *fogging* est fait ? Le *fogging* est fait par région. Donc, *'zordi nou pran tou rezion 6. Savedir dan letan ki rezion 6 fer fogging, lezot rezion bizin pa malad.'*

*(Interruptions)*

Et vous savez quoi ? Ces officiers que vous avez pris, vous n'avez pas suivi les procédures. Je suppose... *'Ankor pa ou, M. le Komiser.'* Vous aussi, vous ne savez rien de ce

**/UNREVISED/**

qui se passe. Non mais, écoutez, dans ce cas-là, je me demande qu'est-ce que vous dites dans vos management meetings à part de...

*(Interruptions)*

Très bien. Après que le conseil a pris la décision, vous suivez chez vous dans votre management meeting. Vous ne demandez pas à votre... Dans votre management meeting, il n'y a pas de *procurement*, vous ne discutez pas ?

*(Interruptions)*

Non, je n'ai pas besoin de prendre la santé. Je connais c'est quoi être Commissaire. J'ai fait dix ans dedans. C'est pour ça je vous parle de ça. Mais peu importe...

*(Interruptions)*

'*Zot kann zis grad.*' C'est ça le problème. C'est ça, grade. Pour vous, c'est... '*Al dan rezion 3*', c'est un plaisir. C'est chez mes familles. Mes proches sont là-bas. Et, M. le président, transport pour *fogging*, un transport pour une équipe alors que la dengue est répandue partout. Qu'en est-il de *larvae siding*? Zéro. Zero *larvae siding* actuellement. Et le Commissaire me dit qu'il y avait une réunion ? Mais le *fogging* marche avec le *larvae siding*. Comment vous voulez éradiquer la dengue ? Je parlais de ce recrutement. Vous avez fait des recrutements, trois : *Acting Assistant Health Inspector*. On avait posé la question et c'est durant le *Committee Stage* quand on votait le budget. Mais après, j'ai appris que tout de suite après quand il y a eu des commentaires sur Facebook dessus. J'ai appris que sur Real Talk. Le lendemain... Non, moi, je ne suis pas sur Real Talk. Mais j'ai comme je vous dit, beaucoup de *screenshot*.

*(Interruptions)*

C'était vous, ça. Moi vous dire. C'est parce que vous jouez trop que vous n'avez pas le temps de travailler. C'est pour ça. Je comprends bien votre problème, aujourd'hui. Et vous savez quoi ? Quand Real Talk a mis...

*(Interruptions)*

Quand Real Talk a mis, écoutez-moi, ces trucs sur Facebook, le lendemain, on donne une lettre à ces trois personnes pour leur demander de partir. On n'a plus besoin de leur service. Vous nous dites que vous n'êtes pas responsables ? Si vous êtes sûrs, M. le Chef commissaire, M. le Commissaire de la santé, que vous avez fait les choses bien, pourquoi

**/UNREVISED/**

vous faites partir ces jeunes que vous avez recrutés alors que la dengue bat son plein encore actuellement ? Combien...

*(Interruptions)*

*'Non, nou pa ti dir fer ale. Nou ti demande koman inn rekrite. Nou ti demande koman rekrite.'* Combien de morts, combien de personnes sont décédées. On sait aussi, M. le président. On a eu des informations. N'est-il pas vrai qu'on donne des instructions pour que sur les *death certificates*...

*(Interruptions)*

Oui, M. le président. On peut ne pas savoir. On peut faire comme si on ne sait pas. N'est-il pas vrai ? Non, je pose une question.

**Mr Chairperson:** It was not a question. So, please withdraw.

**The Minority Leader:** *I withdraw.* Et je demande combien de morts, combien de personnes sont décédées de la dengue aujourd'hui à Rodrigues. Et moi, je connais des gens de cette Chambre qui peuvent témoigner de comment ils ont perdu leurs proches par rapport à la prise en charge de la dengue. Et moi, je peux aussi témoigner le 13 février, je pars à l'hôpital avec ma maman de 72 ans à Mont Lubin. Trois fois, elle va à l'hôpital. Troisième fois, elle va être admise. Et le Commissaire parle des sept ambulances additionnelles ? Savez-vous qu'une personne, 72 ans, sciatique, dengue, s'assoit sur une chaise de 16 heures à 22 heures attendant l'ambulance pour être admise à Crève-Cœur ? Savez-vous ? Et vous parlez d'ambulance.

Vous nous dites qu'on doit rester tranquille ? Là, je parle de mon cas. Et nous, on aurait pu emmener notre maman à Crève-Cœur. C'est que vous ne gérez pas bien vos affaires. Vous ne prenez pas les cas. C'est ça, votre problème. Donc, vous prenez à la légère. Et moi, j'ai parlé de mon cas. Donc, mon collègue, le membre Baptiste a parlé de son cas. Donc, la gestion de la dengue, une catastrophe. Et il faut... Non mais c'est des témoignages vivants. Quand on parle de ce que les gens disent, ce n'est pas bon. On parle de notre... Et je suis sûre qu'il y a d'autres...

*(Interruptions)*

Non, moi, je ne vais pas faire ça. Alors, quand même. Non, je ne vais pas aller téléphoner le Commissaire pour... C'est son rôle.

**Mr Chairperson:** I am sorry. Please, no interruption. Allow the Member to continue her speech. It is not a joke.

**The Minority Leader:** M. le président, quelle est la situation au niveau des visites des médecins spécialistes aujourd'hui à Rodrigues ? On a des patients qui restent au soleil. On parle des patients '*pou tir kart Mont Lubin dan soley, block Administratif*'. A Crève-Cœur, allez voir. Il y avait un spécialiste cette semaine, là. Les patients attendent au soleil. Savez-vous qu'au niveau des spécialistes, il y a le spécialiste des yeux qui était venu en mars. Des gens qui avaient rendez-vous pour les opérations des yeux, je ne sais pas si c'est cataracte. Quand ils arrivent à l'hôpital, le spécialiste dit à ses patients : « Donc, vous avez le choix. L'appareil laser ne marche pas. On peut opérer votre œil mais on va coudre. » Mais ça n'existe plus à Maurice.

Et ils ont fait coudre les yeux de plusieurs de nos personnes âgées comme ça parce que l'appareil laser est en panne et ils ont renvoyé beaucoup de personnes. Non, c'est normal, cette situation ? On parlait de gynécologue. C'est vrai, le Commissaire avait un moment fait état d'une de ses missions en août 2022. Il avait parlé de gynécologue qui sera posté en permanence. Ça avait été un souhait de tout le monde depuis le début, depuis beaucoup de temps parce qu'on connaît le besoin. Cependant, M. le président, même si on n'a qu'administration, on avait pu recruter en Inde, le Dr Sharma qui était venu à Rodrigues. Vous savez, posté en permanence qui était apprécié de toutes les femmes. Et il était posté ici et on avait un *gyneco on tour*.

Pourquoi est-ce que vous ne pouvez pas négocier pour aller recruter un gynécologue en Inde pareil alors que vous promettez ? Pourquoi ? Pourquoi est-ce que vous n'avez pas recruté ? Prenez vos responsabilités au lieu que de promettre. Et je vais faire aussi une proposition par rapport aux services gynécologiques. Qu'est-ce qui se passe aujourd'hui ? Le gynécologue qui est posté à plein-temps, il ou elle n'a pas le temps de faire les opérations régulièrement. Il y a beaucoup d'urgence. Je demande à ce que le Commissaire, le Conseil exécutif négocie avec le ministère tout comme les spécialistes des yeux, des ENT qui viennent à l'intervalle régulier pour les opérations qui à un moment, deux spécialistes qui viennent que pour opérer les femmes. Il y a des femmes qui attendent les opérations obstétriques après plus d'un an.

Parce que celui qui vient là pour le *review*, il donne rendez-vous dans un mois. Arrivé dans cette période-là, il a besoin de partir. Il n'opère pas cette femme. Beaucoup de femmes

sont victimes de ça. Donc, il faut négocier pour avoir des *visiting specialists* que pour les opérations au niveau gynécologique au lieu de perdre le temps d'aller lire ce que les autres ont dit sur Facebook. Si je vous parle des médecins spécialistes, aujourd'hui, donc, j'ai vu aussi le Commissaire parler de la formation d'un Rodriguais pour devenir spécialiste à Bordeaux. Donc, je sais que c'est la formation.... Donc, il y a trois ans à Maurice et une dernière année à Bordeaux. Qu'en est-il de la formation d'autres spécialistes Rodriguais pour qu'enfin, nous puissions dépendre de moins en moins de service de Maurice ?

Si vous allez former un spécialiste à la fois, donc, ce n'est que dans 30 ans qu'on va pouvoir terminer. Il faut investir. Nous, on avait pris les décisions. On avait développé un *scheme* pour les encourager à partir. Il y avait le MOU avec La Malaisie. Là aussi, ce n'est pas la Commission de la santé. Elle ne peut pas faire ça. C'est la Commission de la formation parce que c'est un travail collectif. Ce travail collectif, ce n'est pas que c'est moi parce que je suis le Commissaire de la santé, je dois le faire. Je dois regarder la population. Et moi, j'invite Mme la Commissaire aussi de s'intéresser à cette question de santé des femmes. C'est important parce qu'il y a beaucoup de nos femmes qui souffrent. Quand vous entendez parler au niveau du conseil d'un dossier sur la sante, vous devez... Je ne sais pas comment ça se passe.

Je vous dis, je vous propose. Vous devez voix aux chapitres au nom de toutes ces femmes dans la population qui attendent des services et qui sont victimes. Donc, il faut plus d'engagement à ce niveau. Je vous ai parlé, donné des propositions pour gynécologues. Il faut aller de l'avant et permettre à ces femmes d'avoir leur service au plus vite. Au niveau, je voulais parler de la femme et de la santé. Donc, je parlais tout à l'heure-là des femmes qui ont le cancer de sein. Il faut leur exposer à cette possibilité d'aller à *Breast Cancer Care*. Même si vous avez Link to Life. Vous avez *Breast Cancer Care*, aujourd'hui *Link to Life*. Si ces dames peuvent avoir ce service, il faut les encourager à partir là-bas parce qu'elles sont en sécurité.

Et, M. le président, aujourd'hui, au niveau de la sante, nous avons une recrudescence des femmes. C'est un fait qui consomme de l'alcool. Il y a l'alcool et la grossesse. Je n'entends rien qui se fait à ce niveau. Donc, c'est soit la Commission de la femme soit la Commission de la santé mais c'est un problème. C'est une bombe à retardement parce qu'après, on aura des enfants avec beaucoup de difficultés. Il y avait une association avec qui on travaillait à La Réunion, Le SAF Océan Indien. Ils étaient venus. Je ne sais pas pourquoi... Ils ont leur financement. Ils peuvent donner des formations. Je ne sais pas

pourquoi mais les choses depuis deux ans, parce que j'écoute la radio chaque matin, donc, il n'y a pas eu de sensibilisation. Donc, encore une fois, la santé des femmes, importante.

L'étude sur le cancer dont vous avez parlé. On n'entend plus rien. Quand on parle de la santé des femmes, je ne peux pas parler de ces *Midwives*, *Senior Midwives* aujourd'hui qui ont encore des difficultés. Ils parlent de nomination comme personnel. Ah, vous le comprenez aujourd'hui. Avant, vous disiez le contraire. Mais cependant, ces dames qui sont nommées sur *Senior Midwives Personnel* et sont en charge des salles, elles doivent avoir leur *allowance*. Aujourd'hui, sept mois, elles sont nommées. Pas un sou. Elles vont continuer à être motivées pour travailler ? Il faut tout de suite remédier à un problème de ces femmes. Qu'en est-il de l'admission ?

Tout à l'heure-là, je pense que l'adjoint au Chef commissaire n'avait pas compris quand mon collègue, M. Ramdally avait parlé des médicaments dans les petites salles. Vous parlez des petites salles. Aujourd'hui, Mme la Commissaire de la femme, '*dan tou ti trou pe met madanm admet dan lopital Crève-Cœur*'. Savez-vous, ça ? Aujourd'hui, il y a des personnes âgées qui n'ont rien à voir avec la maternité. Elles sont malades. Elles sont admises à la maternité. 80 ans aussi à la maternité. Vous prenez les choses en badinage. Savez-vous aussi qu'il y a une petite salle, on appelle ça annexe ? C'est dedans que mon collègue, Ramdally, disait que dans cet année-là, on met huit femmes. Il n'y a pas d'équipements du tout. Pas de médicaments. Il n'y a rien. Et ces personnes-là, ces dames-là '*marse ek zot robe-desanm anba lebra al fer zot twalet dan lasal madanm lao e retournin*.' La raison, c'est que vous avez fermé l'hôpital de La Ferme. Vous auriez pu. Parce que si c'est huit places, il y a 17 lits là-bas, ces dames aurez pu être admises là-bas. Vous avez mis du temps. J'espère que ça se fait le plus vite. Ça, c'est une urgence. Et savez-vous qu'aujourd'hui, il y a plus de trois-quarts du nombre de lit dans la salle GOS dans cette salle orthopédique, gynécologique. C'est quoi ? Je ne sais pas. Surgeon. *Surgical*, *Orthopaedic* et je crois *Gynae*. Je ne sais pas. Plus de trois-quarts de ces lits sont occupés par des femmes qui cherchent des soins qui n'ont rien à voir avec ces services qui sont donnés, là.

Donc, il y a un sérieux problème au niveau des admissions au niveau de l'hôpital et on ne peut pas rester tranquille et ne rien dire par rapport à ça. Et c'est là que je viens sur aujourd'hui ce projet de 'New Hospital – Modern Hospital'. Vous pouvez avoir votre politique, vous allez construire à Plaine Mao ? Camp Pintade ? Aujourd'hui, vous avez pris une décision au Conseil pour faire le motocross. C'est quoi ? le motocross, c'est le 'Modern Hospital' ?

**/UNREVISED/**

*(Interruptions)*

Ça fait du bruit ce motocross-là !

On avait, M. le président, le Commissaire est au courant ce...

*(Interruptions)*

Il ne peut pas ne pas savoir parce que dans une de ces réunions au début même de son mandat il a demandé de stop le projet parce que ce plan ce n'est pas seulement le plan. Le plan complet dans le budget 2021-2022 avec *project value* Rs721,065,000, avec un budget pour démarrer Phase I qui allait coûter Rs300,000. Au moment où on faisait ce document-là avant d'avoir annexe ainsi de suite on avait 194 lits à travers Rodrigues, on n'avait pas fermé Mont Lubin encore. Avec cette première phase qui était déjà budgété, Central Procurement Board (CPB) avait déjà approuvé le document – Tender Board. On devait seulement lancer. Le budget était là. Aujourd'hui, vous recommencez à zéro pour aller demander maintenant *consultancy*. Ça va prendre 10 ans, croyez-moi.

*(Interruptions)*

Ça prend beaucoup de temps, oui, sept ans. Et pour négocier pour avoir le budget et vous savez j'ai lu la réponse du ministre de la Santé par rapport à une question de l'honorable Membre Léopold. Ah ben, il explique les procédures. Ça va prendre 10 ans. Donc, on a mis du retard en terme de nombre de salle parce que vous n'avez pas voulu continuer un projet pour le peuple, pas pour nous, qui nous aurait donné au total, à la fin du projet 442 lits. Avec des salles spécialiser, Phase 1 – ICU, ICCU. On parle ici du Emergency Unit, *new hospital block*. Donc, toute est défini dedans. *14 beds* !

*(Interruptions)*

Voilà ! *Pa ti prepar laboratoir*, parce que c'était... Et le budget était là !

*(Interruptions)*

Ce consultant, e consultant, Financial Services Consultative Council FSCC de l'Inde, il était venu... Laissez-moi vous dire combien on aurait eu. Premier phase – *142 beds; ICU – 15 beds; ICCU – 14 beds; Isolation wards – 48 beds*. Voilà, cardiaque, ainsi de suite. Le budget était là, le tender document était là, vous avez mis de côté, le peuple souffre. Dans dix ans vous allez venir pour... Si, ça dépend ! Tout à l'heure-là vous savez l'Adjoint au Chef commissaire a parlé de son expérience avec l'ancien *Financial Secretary*. On avait pu secourir le budget avec le Financial Secretary Manraj. Donc, j'espère, je vous souhaite que....

Voilà ! Il ne sera pas là tout le temps vous savez je pense. Lui, il avait compris. Et lui, c'est vrai parce qu'il a le cœur pour Rodrigues c'est pour ça. Donc, vous avez gâché votre avenir en terme de ça, vous allez devoir demander et chercher encore longtemps. Et c'était lui qui avait fait venir le FSCC pour faire ce document à Rodrigues. Donc, vous nous mettez en retard. Aujourd'hui, nous peinons avec l'admission et nous continuons à mettre des dames dans des petits trous et ils n'ont pas les services qu'il faut.

La mammographie inaugurerait en octobre 2022, un don du gouvernement Japonais, je crois, aussi ça a pris beaucoup de temps. Je peux savoir du Commissaire de la Santé depuis octobre 2022, il y a eu octobre 2023, on est aujourd'hui en mai 2024, est-ce que c'est vrai qu'on a fait zéro utilisation de cette équipement ?

*(Interruptions)*

On test ? Or ?

*(Interruptions)*

Non, c'est important de savoir parce que octobre 2022... Et c'est vrai vous couper les rubans rapidement mais après les choses se ferme comme pour Mon Plaisir, ainsi de suite, comme pour Dental Clinic. Il faut faire les choses mais il faut faire les choses de manière réfléchi et bien.

Je parlais de ces dames qui font des lavages à la main. M. le président, c'est clair aussi le *double washer*.

*(Interruptions)*

*Non, zot pa kapav kas li.* Les machines domestiques ne peuvent être utilisé pour laver les linges de l'hôpital – *heavy duty* !

M. le président, il y a des critères, des conditions bien spécifiques que le World Health Organisation préconise pour le lavage des linges de l'hôpital. A la main aujourd'hui on vous parle de comment - "*All dirty linen must be handled with care, to minimise transmission of micro-organisms via dust and skin scales.*" D'après vous les gens vont laver à la main avec des gangs ? Est-ce que ça peut se faire ?

*(Interruptions)*

Entretemps ces dames vont mourir, elles ne sont pas payées, elles ont des cors. Je ne les vois jamais en PPE. On demande des PPE.

**/UNREVISED/**

*(Interruptions)*

Et vous savez depuis quand ils attendent ? Vous étiez dans le l'opposition et vous faisiez du tapage par rapport à ça.

Donc, au niveau de la santé beaucoup de chose. Et je reviens avec... je crois que c'est la première visite de l'ancien Chef commissaire, le 14 mars 2022. « *Le Commissaire de la Santé et moi-même avons effectués une visite de constat à l'hôpital de Crève-Cœur hier dimanche.* » Vous allez encore les dimanches, pour visiter ? Enfin, il y avait aussi des réunions à Montagne Cheri qui ... les dimanche midi. Ça continue ? Donc, et le Chef commissaire d'alors, aujourd'hui Adjoint au Chef commissaire disait : « *Certains aspects nous écœure. Je suis de forte consistance mais dans la cuisine malgré mon masque j'ai presque vomi.* » Il a été deux ans Chef commissaire, il vient de rendre son tablier. Je veux qu'il nous dise du 14 mars 2022 à aujourd'hui, au 5 mars 2024 qu'est-ce qui s'est passé au niveau de la cuisine de l'hôpital de Crève-Cœur ?

*(Interruptions)*

*Be ki fer ou ti al laba ? Ki fer ou ti al laba ? Ki fer ou ti al laba ?*

*(Interruptions)*

*Ameliorer la cuisine ! La cuisine !*

*(Interruptions)*

C'est vrai, ils étaient excités au départ, ils pensaient que tout aller être tellement facile.

M. le président, donc, au niveau de l'hôpital beaucoup de problème. Peut-être je vais parler des logements des patients et des *stipends* avant d'aller sur la prison, je ne vais pas être long après.

Aujourd'hui, cette question de logement...

**Mr Chairperson:** ...

**The Minority Leader:** Yes, I know, Mr Chairperson, Sir. We will not have another motion on health soon.

*(Interruptions)*

M. le président, le logement des patients à Maurice – le Commissaire parle toujours qu'on a donné un contrat pour un logement à Sikamifer sans tender. Oui, on l'accepte, parce

## /UNREVISED/

qu'on était au moment de COVID. On a eu le temps d'expliquer. Je ne vais pas prendre le temps de la Chambre pour ça. On devait prendre en urgence un bâtiment pour avoir les gens qui vont pour leurs problèmes de santé parce qu'il y avait *lockdown*, pas de bus, ainsi de suite, il pouvait marcher. Maintenant, qu'est-ce qui se passe ? Un gros *backlog* au niveau de paiement. Comment est-ce que le Commissaire de la Santé et la Commission va faire pour payer, je ne sais pas. Entretemps aujourd'hui, qu'est-ce qui se passe ? Quand les patients partent pour leurs soins à Maurice déjà on leurs dit – *ou bizin fini dir kot ou pou al reste parski pena plas*. Je ne sais pas s'ils ont le projet de faire arrêter ce projet logement, si c'est le cas je leurs accusent de ne pas avoir pris la décision, au moins augmenter le *stipend*. C'était Rs 300, on ne peut pas payer à l'hôtel, ah ben trouver un moyen pour aider ces personnes-là. Savez-vous aussi que les gens depuis l'année dernière, plus d'un an ils ne sont pas payés leurs *stipend* de Rs 300 pour ceux qui n'habitent Sikamifer. D'après vous on doit rester tranquille sans ne rien dire.

### (Interruptions)

Je vous le jure ! Même pour les facilités pour ceux qui vont faire des diagnostics ou des traitements privés à Maurice, le *scheme* que vous avez ça donne l'impression que ce n'est que des proches et ce n'est pas vulgarisé et les gens de la population ne savent pas. Ceux qui savent je suppose écrive mais au niveau du public. C'est-à-dire, vous n'avez pas une dotation budgétaire pour ça. Donc, je ne sais pas comment vous faites.

Et la prise en charge des patients à Maurice de moins en moins organiser. Je vous disais, je visite régulièrement les patients à l'hôpital de Nehru, comme je le faisais avant, de Jeetoo ou de Candos et savez-vous qu'il y a tout un travail à refaire pour la prise en charge des transferts des patients à Maurice. Je vous donne deux cas. J'aurais pu vous donner dix.

Une personne quitte Rodrigues, prend le vol pour aller chercher du soin à Maurice pour l'opération de genou. Avant que la personne parte, avant que... je ne sais pas quand ça a commencé à changer, si c'est hier ou avant-hier mais il y a eu un changement. Quand ces personnes partaient à Maurice, déjà l'hôpital avait déjà pris contact avec l'hôpital à laquelle la personne va être admise et même le rendez-vous pour l'opération, la chirurgie était déjà faite. Le rendez-vous est déjà prise. Aujourd'hui, non ! Cette personne-là arrive devant le médecin et on leur demande – *ki oune vinn fer la ?* La personne dit mais j'étais envoyé de Rodrigues. Mais vous êtes responsable parce que la prise en charge s'il y a un problème vous

**/UNREVISED/**

devez aller voir avec le ministre avec le Senior Chief Executive (SCE) comment faire ? Et nous on le faisait.

*(Interruptions)*

Vous avez quoi ? Je me souviens il y avait une réunion avec feu Ismaël Valimamode et Serge Clair à l'époque avec le ministère de la Santé, pas nécessairement le ministre, dès fois on n'a pas besoin du ministre parce que ces des arrangements au niveau administrative comme vous dites. Et c'était là qu'on avait mis en place ce protocole – cette personne quitte Rodrigues aujourd'hui, admise directement à l'hôpital, donc il y a des tests préliminaires, le lendemain ils sont ça... après cinq/six jours ils retournent. *Non, pa kapav pren enn biye avion* – il y a une personne qui est partie en mars l'année dernière pour opérer en mai. Billet d'avion – il reste à Maurice tout ce temps-là !

*(Interruptions)*

Voilà ! Savez-vous aussi, j'ai eu un cas d'une maman, récemment là dans le mois d'avril, qui est partie à Maurice pour faire l'opération de son enfant. Elle a quitté l'hôpital à midi, il y a eu retard dans le vol – ça vous n'êtes pas responsable le retard dans le vol – mais la prise en charge des patients, c'est votre responsabilité. Donc, le vol part à 4hr, on le transfère à Candos pour les soins. Arriver à Candos, on lui dit non, ce n'est pas ici, c'est à ENT, arriver à ENT à 10hr du soir, vous savez ce que le spécialiste lui dit à l'hôpital – « *Mais madame vous êtes venu pour un review pas pour être admise pour une opération. Vous devez rentrer.* » Et vous imaginez, cette dame me dit, quand elle est partie à Candos ce n'est pas comme à Rodrigues ça, vous allez à l'hôpital *ou bizin enn lanbilans ariv La Ferme ou organize ou telefon enn dimoun ou kone.* Elle a dû faire la queue, *konsilte so zanfan dan Candos, docter get li alor ki li sipose al opere la ain. Kan li ariv dan Candos sa ler la konsilte so zanfan lerla pou kapav don li enn lanbilans pou amen li ENT parski sinon pa ti pou enan transpor.*

*(Interruptions)*

Non, faire la queue, ce n'est pas un problème mais cette organisation, ce soir-là l'hôpital lui dit – « *Madam ou pe vinn ene review, pa kapav vinn ene review sa ler la. Ou pa lor la list opere ou bizin al kot ou.* » Vous savez quoi, la dame me dit elle a pleuré devant le staff, c'est là que le staff a appelé celui qui est en charge de l'hôpital pour lui faire rester ce soir-là. Non ça c'est une question de prise en charge, *pa koz mwa ni Social Worker ainsi de suite la ain.* C'est tout le processus qui doit être revu et ça c'est *policy decision/policy maker.* N'allez pas

**/UNREVISED/**

voir le ministre tous les jours. C'est avec les Social Workers, vous avez les problèmes pratiques et là vous pouvez réfléchir quelle décision prendre et c'est après ça que vous faite...

*(Interruptions)*

*Tou zafer administratif!* Monsieur l'Adjoint au Chef commissaire vous devez quitter votre bureau parce que toute est administratif. Rien n'est *policy*, donc je ne vois pas le pourquoi d'un Conseil Exécutif.

*(Interruptions)*

Aujourd'hui dans nos hôpitaux de Rodrigues, savez-vous que depuis un an il n'y a pas de papier pour le Medical Certificate ? Pour les prescriptions médicales ? Pour les papiers de transfusion ? On parlait tout a l'heure-là laboratoire.

*(Interruptions)*

Un an ! Savez-vous que vous faites les officiers travailler dans l'illégalité, ils prennent des papiers ils font des photocopies ?

*(Interruptions)*

Une personne prend sa retraite...

*(Interruptions)*

It is a legal document. If tomorrow you want to... It is only the Government Printing can do that.

*(Interruptions)*

Only! Yes! Only! The Commissioner for Health is aware.

*(Interruptions)*

This is why you are failing because you do not listen.

*(Interruptions)*

So, you do your photocopy as you want! Okay, you are always right!

*(Interruptions)*

**Mr Chairperson:** Order please, no cross talking.

*(Interruptions)*

**Mr Chairperson:** No cross talking, please!

**/UNREVISED/**

**The Minority Leader:** *The continuation sheet* à l'hôpital depuis un an. Quand j'étais partie avec ma maman j'ai vu une dame *avek enn kantite papie pe koupe*. Je dis : « Madame vous êtes Miss l'école maternelle vous faites collage ? *Pe pren enn sizo !* »

*(Interruptions)*

Non, à Maurice il y a.

*(Interruptions)*

Vous allez me dire qu'à Maurice on fait des photocopies de ces documents légaux ? Non !

*(Interruptions)*

Vous plaisantez. Et demain s'il y a un parent qui veut poursuivre l'Assemblée Régionale, c'est un droit.

*(Interruptions)*

Ben, c'est un cas ! Le papier qu'il aura, peu importe le papier qu'il a aujourd'hui c'est...

*(Interruptions)*

Vous connaissez tous ! C'est ça votre problème.

*(Interruptions)*

There is a number on that.

*(Interruptions)*

Okay, go and put it then.

*(Interruptions)*

Can you not lend him for some days the post of Chief Commissioner again?

*(Interruptions)*

M. le président, un sérieux problème au niveau de la Prison encore. Il y avait, je ne sais pas si le Commissaire sait que la construction de ce nouveau bâtiment c'était en lien avec les recommandations du Human Rights Commission.

*(Interruptions)*

Mais entretemps on continue a incarcéré les gens dans les conditions pas normales. Et deux ans sont passés. Il y avait un budget pour un mur. Dans ce budget je n'ai pas vu votre budget pour le mur.

**/UNREVISED/**

*(Interruptions)*

Donc, j'espère au plus vite. Savez-vous qu'au niveau de la Prison...

*(Interruptions)*

**Mr Chairperson:** Order, please!

**The Minority Leader:** Comme au niveau de l'hôpital, il y a le même souci au niveau de la Prison. Les prisonniers ont droit à des produits hygiéniques chaque mois – rasoir, dentifrice, brosse à dent. Savez-vous que les prisonniers n'ont plus ça aujourd'hui parce qu'il n'y a pas de sous ? Et on demande à leurs parents d'emmener.

*(Interruptions)*

*Pa dir non !* Allez voir. Moi, je ne vais pas venir faire du bluff ici. D'ailleurs, les collègues on vient d'apporter des témoignages, des situations concrètes pour vous dire qu'il y a des problèmes. Si vous continuez à ne pas m'écouter c'est là où...

*(Interruptions)*

*Be sirman mo travay avek ou laba mwa ?*

*(Interruptions)*

M. le président, donc chacun dans son rôle...

**Mr Chairperson:** Minority Leader, please. One and a half hour in two minutes. So, try to be quick. Then I will ask on both sides of the House stop interrupting the Minority Leader. Right? Stop interrupting the Minority Leader. So, no cross talking.

**The Minority Leader:** M. le président, je ne vais pas être long comme je vais conclure. Ceci pour vous dire que même si c'est vrai que vous passez votre temps à dire qu'on a qu'*administration and not policy*. Nous on a pris beaucoup de décision *politic, policy decisions. Les stipends pour patients.*

**Mr Chairperson:** Address the Chair to avoid cross talking, please.

**The Minority Leader:** Le logement pour les patients, la décentralisation du service de santé dans les centres de santé quand on a rénové. *Is it not policy decision?* Les Agents de Santé Communautaire – *it is a policy decision*. Les Family Doctors qu'on a commencé même si on n'a pas pu concrétiser mais qui était accepté à Maurice. Le *scholarship* pour *doctors*,

**/UNREVISED/**

qui avait commencé ? Is it not a policy decision ? Le *e-health*. Aujourd'hui Maurice investi Rs 500 millions pour développer son *E-Health System*. Nous je crois on met à côté.

*(Interruptions)*

This should not be an excuse that you only have administration and not policy because it is the case since 2002. Your colleagues, so you form part of the same executive.

Donc, M. le président, je demande au Commissaire de la Santé, au Chef commissaire de prendre les choses un peu plus au sérieux. Nous ne sommes pas venus ici pour parler de coffre-fort, pour parler d'allocation et corruption. On n'est pas venu pour ça nous ! On n'est pas venu ici pour parler de favoritisme, il y a beaucoup de chose qui se dit. On n'est pas rentré dedans.

*(Interruptions)*

Non, on n'a pas. Pour vous dire que nous on vient pour les choses fonder, à l'heure où on vous parle on a des témoignages concrets et surtout parce que nous voulons qu'il y a un changement concret et que le Chef commissaire nous montre son intérêt, son amour pour cette population.

Je rejoins mes collègues pour dire que la charge est lourde. Et d'ailleurs, le Commissaire en a beaucoup parlé, il attendait son Chef commissaire, son leader pour devenir Chef commissaire pour qu'on lui ôté cette responsabilité de la sante, n'est-ce pas ? Parce qu'il me disait à chaque fois...

*(Interruptions)*

Avec vous aussi. M. le président, nous avec tous ce qu'on a dit ici on croit qu'il faudrait que toute suite que le Chef commissaire, au nom du peuple prend la décision qu'il faut. Le Commissaire avec les preuves à l'appui avec beaucoup de difficulté, vous lui avez donné plus de charge, il ne pourra pas continuer comme ça. Et le peuple va souffrir. Surtout le peuple va souffrir. Et quand je vois cette attitude. Cette attitude, pourquoi il y a quelqu'un d'autre qui voulait prendre ? Quand je vois cette attitude nonchalante, cette attitude de badinage, pas sérieux. D'ailleurs, le Commissaire n'a pas beaucoup écouté aujourd'hui, il est parti, je ne sais pas pourquoi ? Mais s'il était là pour écouter, il aurait compris pourquoi. Donc, il ne faut pas balayer d'un revers de la main ce que nous venons dire ici parce que nous avons dit vrai. Donc, les reproches que nous faisons, le gouvernement est aujourd'hui dans le déni, ils font comme-ci rien, comme-ci tous marchent, comme sur des roulettes. Je vois aussi qu'il y a

**/UNREVISED/**

beaucoup d'egos et moi je me dis je pense qu'on a rendu service au Conseil Exécutif en venant de l'avant avec cette motion.

*(Interruptions)*

Non, parce que c'est notre job ! Je suppose que, peut-être le caractère de la personne, peut-être il faut qu'il entende des choses, d'autres voix.

M. le président, beaucoup d'ingérence, absence de subsidiarité. Je condamne cette attitude de toujours blâmer les fonctionnaires et je...

*(Interruptions)*

Non, blâmer, dans les réunions, accuser. Je suis désolé vous allez revenir sur ce que vous voulez mais le langage est important au niveau d'une réunion officielle.

Donc, ceci dit, M. le président, je soutiens à 1000% la motion de mon collègue, au nom de la population que nous représentons et au nom de toute la population en générale et nous voulons du changement rapide, concrète et il y a des choses qui peuvent se faire de manière imminente si vous aimez ce peuple sinon on va venir de l'avant avec d'autres actions toujours dans l'intérêt de la population. Donc, merci, M. le président.

**The Chief Commissioner:** M. le président, nous prenons notes de ce qu'a dit Madame la Minority Leader et tous les autres Membres de la minorité. C'est vrai qu'on a, comme vous l'avez dit, peut-être qu'on a... On est de bonne humeur aujourd'hui on a pris les choses comme vous l'avez dit des fois, un peu avec l'humour mais c'est vrai qu'on entend et c'est vrai qu'on va voir comment bien sûr améliorer le système, bien sûr avec l'aide du Commissaire. Et, il est vrai aussi que, j'en ai parlé au Minority Leader, je vais d'ailleurs l'inviter à mon bureau très prochainement afin qu'on puisse parler, afin qu'on puisse partager sur tout ce qui est les sujets que la minorité ont à cœur et on va voir ensemble comment régler et être à l'écoute de la minorité. Parce que je pense, M. le président, ils sont venus avec une motion de blâme mais ils ont aussi beaucoup dit et nous bien sûr on va voir ensemble comment régler certain problème.

M. le président, j'ai connu beaucoup de Commissaire de la Santé. Au départ il y avait, M. Sooprayen et puis Mme Lindsay Castel, Lordana Meunier, Alan Ladd Emilien, feu Ismaël Valimamode. On a eu Simon Roussety et aujourd'hui on a le Commissaire Nicolas Volbert. Vous savez, M. le président, et vous de l'autre côté qui avait assumé la fonction de commissaire, vous avez tous eus cette bonne volonté d'aider Rodrigues. Je dis par-là que tous

**/UNREVISED/**

les Commissaires de la Santé, ils sont venus avec cette bonne volonté de venir régler les problèmes dans nos hôpitaux, dans le service de la santé, en général. Mais laissez-moi vous dire, M. le président, mon expérience personnelle, le Commissaire, Nicolas Volbert, n'était pas au pays, j'ai assumé l'intérim pendant quelques jours mais laissez-moi vous dire une chose, M. le président, ce n'est pas facile. Ce n'est pas facile d'être Commissaire de la Santé. Et là, je trouve que lui il a beaucoup de courage, il a beaucoup de sincérité. Puis vous pouvez questionner, comme vous pouvez questionner sur la commission des responsables des Eaux, la commission de l'Agriculture, la commission des Femmes, etcetera, etcetera. Vous vous pouvez sur différentes commissions. Mais la commission de la Santé est une commission très complexe, délicat, sensible parce qu'on traite des gens qui sont malades, qui sont diminués avec des staffs dès fois qui sont fatigués. Ce sont des humains, M. le président. Et, vous êtes venu avec une motion de blâme mais il faut comprendre un jour vous serez, si Dieu le veut, Commissaire de la Santé et vous allez vous rappeler ce que j'ai dit aujourd'hui. C'est compliqué et ça restera compliqué. Et c'est la raison aujourd'hui pour laquelle on doit nous, de côté de la Chambre, apporter notre soutien à notre ami le Commissaire Volbert. Et ce que je trouve aberrant aujourd'hui, M. le président. Vous êtes venu critiquer, critiquer, critiquer. Le Commissaire Lisette, le respecté Membre Lisette, pardon, a parlé de *litany of failure*. Personne n'a parlé de proposition. Quelles sont vos propositions ? Qu'est-ce que vous avez proposé à cette Chambre ? Qu'est-ce que vous avez proposé au Commissaire ? Mais il faut dire une chose, M. le président, il y a eu pas mal d'amélioration dans le service de la santé. Je vais prendre quelques exemples parmi tant d'exemples qu'il y a.

On prend l'exemple de *unsorted OPD* à l'hôpital de Crève-Cœur. C'est nouveau. Vous savez combien ça aide, M. le président, à décanter la pression sur l'OPD dans l'organisation. Et j'ai entendu quelqu'un, un *senior* infirmier qui me dit – pourtant, je sais très bien il n'a pas supporté l'Alliance – et ce gars me dit – il y a une chose que je dois respecter, une décision que le Commissaire a prise c'est d'avoir ce *unsorted OPD*. Vous ne voyez que *cabris*, vous voyez que les cabris qui ont passés une nuit là-bas. Vous ne voyez que ça vous. Mais vous ne voyez pas le service comment ça a diminué la pression sur l'OPD central, M. le président. Ça c'est un exemple.

Deuxième exemple, à Maurice il n'y a pas, ici il y a l'air conditionner dans les salles. Est-ce que vous avez parlé de ça ? Est-ce que maintenant vous pouvez dire que, par exemple, les dialyses. Qui c'est qui ne se rappelle pas des eaux contaminer qu'on a emmené à l'hôpital pour traiter les patients de dialyse ? Qui c'est qui ne se rappelle pas des patients qui devaient

**/UNREVISED/**

être transférés à Maurice ? Les patients de dialyse. Est-ce que pendant ces deux ans là, il y a eu des patients qui ont été transféré à Maurice ? Non. Il y a eu des améliorations mais c'est vrai qu'il y a eu un problème. Il y a un problème dans le système. Je vais revenir là-dessus après.

Johnson a parlé de *cleaning*. Oui, maintenant nos hôpitaux sont propres avec l'aide de Rodclean. Moi, maintenant comme Chef commissaire qu'est-ce que je fais ? On n'a pas hésité à mettre les gars de Rodclean. On n'a pas hésité à dépêcher les gars de Rodclean pour aller faire du *fogging*. Nous avons participé, M. le président. Non, vous parlez de *failure*. Vous parlez de *repeated failure*. *We saw you fail*. Le Membre Lisette, non. Mais qu'est-ce que vous avez proposé ? Rien ! Imaginons que vous étiez toujours au pouvoir. Comment est-ce que vous auriez traité ce dossier ? Traiter ce problème de Dengue ? Sachant que ce que vous avez fait pendant le COVID vous amène à être aujourd'hui dans l'opposition. Comment est-ce que vous avez traité aussi le dossier de fièvre aphteuse. *Nou pa blie nou. Masak !* Massacrer les animaux. Alors, vous venez dire ici, *litany of failure*. Pendant juste deux ans nous sommes là. M. le président, c'est vrai nous avons notre part de responsabilité. Aujourd'hui, moi je suis Chef commissaire, oui on peut bien rire mais seulement c'est du sérieux. Demander au Commissaire de la Santé. On a mis en place un comité pour suivre les projets, pour voir quels sont les problèmes qu'il y a dans les commissions, pour accompagner les fonctionnaires, pour les motiver à travailler, à donner plus d'eux-mêmes et bien sûr toute en respectant leurs conditions de travail. Nous avons fait la réunion. Et, la Minority Leader a posé la question – est-ce que j'ai rencontré le Commissaire ? Oui, hier il était dans mon bureau. Nous avons parlé des problèmes. Nous avons eu des Management Support Officer (MSO), nous avons eu 40 MSO. Je lui ai donné neuf MSO pour justement faire booster son travail, donner plus de service, améliorer le service. Qui c'est qui ne se rappelle pas de problème de diesel lorsque vous étiez au pouvoir ? A un certain moment je me rappelle très bien que le *filling* de Port Mathurin, ils ont cessé de donner de diesel au véhicule du gouvernement. Pourquoi ? Parce que vous n'aviez pas d'argent. Cette histoire de ne pas avoir d'argent là, ça ne date pas de deux ans, M. le président, ça date de longtemps, c'est endémique. C'est endémique ! Si vous qualifiez que s'est empiré, câble veut dire ça exister et vous êtes d'accord. Mais pourquoi est-ce que vous venez dire aujourd'hui qu'il n'y a pas d'argent, mauvaise gouvernance, etcetera, etcetera.

Laissez-moi vous dire une chose vous parlez de budget il n'y a pas d'argent. Qu'est-ce qu'on a fait, M. le président ? Ce n'était pas prévu dans le budget d'avoir la Dengue. On

n'a pas prévu. Qu'est-ce qu'on a fait ? Qu'est-ce qu'on nous a dit de Maurice et Johnson, la expliquait ? On nous a dit aller y faire des campagnes de nettoyage, organiser, faire des dépenses et on va vous rendre l'argent. On attend toujours l'argent ! J'en ai parlé au ministre des Finances. De la liquidité on attend toujours. Rs 42 millions ! C'est là qu'est le problème. Venez avec les questions, on va répondre. Venez avec vos questions, M. le président. Le problème ce n'est pas seulement un problème humain ni un problème de matériel à l'hôpital ou de médicament, il y a aussi d'autre problème. Et, c'est là comme j'ai dit, tous les Commissaires ont de la bonne volonté mais il y a un problème commun. Dans tous les gouvernements nous avons ce problème commun, c'est les moyens. Moyens pour faire les choses, moyens pour faire avancer les choses. Vous parlez de l'hôpital modern, vous aviez eu le budget – où est passé le budget ? Où est passé le budget ? Non, non. Où était l'argent ? Oui, on vous a dit *100x millions has been earmarked*, où était l'argent, de la liquidité, est-ce que vous l'aviez ? Non. C'était un problème, M. le président, ça vient toujours un problème de moyen. Et en parlant de COVID qui a explosé. Nous nous savons qu'à Mourouk il n'y a pas de moustiques. Vous à Malabar, il y a des moustiques. Si on avait dit par exemple, fallait pas faire de rassemblement le 1<sup>er</sup> mai à cause de la Dengue. La cour ! Qu'est-ce que vous avez dit ? Vous venez critiquer. Est-ce que vous vous rendez compte que vous, en faisant le rassemblement à Malabar le 1<sup>er</sup>, vous avez aidé à proliférer la Dengue. A Mourouk il n'y a pas de moustiques, M. le président. *Hein zot sote !*

*(Interruptions)*

M. le président, c'est facile de venir ici et de dire à un Commissaire de partir. Non, non, il fallait venir avec des propositions. Il fallait venir. Moi, je vous aurai admiré si vous étiez venu avec des propositions. Là je vais dire *wey, sa wey !* Vous répandez l'alternance. Vous êtes venu que dans votre tête. La prochaine fois que vous venez avec une motion de blâme venez s'il vous plait avec des propositions. S'il vous plait, M. le président. Et la Minority Leader, malheureusement elle a parlé de fonctionnaire, blâmé les fonctionnaires. Elle sur Facebook elle a blâmé aussi les fonctionnaires, M. le président, je vais lire ce qu'elle a dit sur un poste. Je cite : « *Le rodrige li mem bizin komens get so manier de fer dabor. Get manier nou fonksion publik etc. Majorite public officer pa kas tet ek gran sos dan zot travay. Se rodrige ki bizin revey li avan tou. Nou travay au petit Bonheur, nou kontan zis promosion ek la pay apre nek met blam lor lezot. Tank ki rodrigue pa sanz so manier travay saken fer kan mem zis travay pou ki li gegne paye, ni cab optik, ni lindepandans, ni narnie pa pou amen vre sanzman. Vre sanzman se sak rodrigue dan so manier travay.* », fin de citation.

**/UNREVISED/**

Vous aussi changez votre manière de travail. Lorsque vous venez avec une motion de blâme, venait avec des propositions.

Alors, quelque part vous vous rejoignez de dire qu'il y a un problème. Il y a un problème, M. le président. Il y a un vrai problème. Alors, dans la lutte contre la Dengue, M. le président, qu'est-ce qu'on a fait ? Le Commissaire est venu, plusieurs fois on s'est rencontré, la commission de l'Environnement est *in* à 100% jusqu'à ce que des fois j'ai des discussions avec Rosaire parce qu'il néglige les bordières des routes. Il néglige les espaces publics. Pourquoi ? Qu'est-ce qu'on a fait ? On mobilise tous les staffs dans les école – taille l'herbe, dans les espaces publics, dans les hôpitaux. L'équipe qui fait le *fogging*, *larviciding*, etcetera, etcetera, M. le président. Ils les font mais ils les font peut-être à un rythme moins qu'avant mais ils le font, M. le président. Et là, on va recruter encore une centaine de personnel de Rodclean. Lundi vous allez voir, on va prendre ces gens-là et on va aussi les aider. On a aussi impliqué les villageois. Ce matin j'ai rencontré le Président du Rodrigues Council of Social Services (RCSS). Nous avons beaucoup parlé contrairement à certain qui dise que ça... On a une très bonne relation et nous avons...

*(Interruptions)*

*Oui, zot travay, mo pe travay mwa, ki zot le mo fer ?*

M. le président, nous avons travaillé ensemble, nous avons relancé les campagnes de nettoyage, nous allons relancer tout ça, avec les écoles, avec les ONGs. On va travailler ensemble, M. le président. Nous sommes en train de travailler... pas seulement la commission de la Santé, c'est l'affaire de tous les commissions. La Sports Company est aussi... nous aide énormément, M. le président. Donc, venez nous dire qu'on a mal géré le problème de COVID... Et puis c'est le problème de tout un chacun. Nous avons une fois donné une démonstration pour dire aux gens, incité les gens à comment faire repousser les moustiques. Mais le souci à Rodrigues, c'est qu'il y a beaucoup de moustiques. Ce qu'on nous a expliqué c'est qu'avec la végétation il y a des corridors, c'est-à-dire, par exemple, si on va à l'Accacia, les moustiques vont à Fond l'Accacia. Donc, il y a des corridors où les moustiques vont et après la fumigation ils retournent. Oui, ils retournent.

*(Interruptions)*

*La limier pa touy moustik li ! In minuit la hein !*

M. le président, donc, il y a un problème. Alors, que fait l'opposition ? *Payendee tou letan in dir* – nous retourner la balle. L'ex commissaire Payendee. Que faites-vous ? Quel

**/UNREVISED/**

exemple vous donner ? Vous avez une radio, 'Radio I Love', que faites-vous ? Que faites-vous ? Est-ce que vous sensibiliez les gens ? Jamais! *Mo fek trouv zot dehor la pe koze pa kone ki pe radote! Dehor la !*

*(Interruptions)*

*Pe koze.*

M. le président, que faites-vous ? Quelle est votre responsabilité devant ce problème ? Est-ce que c'est le problème de la Dengue ? Par exemple, est-ce que c'est le problème seulement de la majorité ? C'est le problème de tout le monde. Vous représentez l'alternatif. *Ah be*, que faites-vous, M. le président ? Avant de venir blâmer le Commissaire et de lui dire de partir. Que faites-vous, M. le président ? Venir ici accuser quelqu'un, ce n'est pas correct. Vous vous devez être des gens responsables. Oui, il y a des failles. Je reconnais en tant que Chef commissaire, il y a des failles. Mais si vous vous entiez Commissaire, pareil, M. le président.

Le respecté Membre Lisette, il avait des bonnes intentions concernant l'eau à Rodrigues mais il n'a pas pu nous donner l'eau une fois par semaine, M. le président. Non. L'ex-Commissaire Baptiste, il avait des bonnes intentions mais il n'a pas pu donner à *ton ...* son *track road*. Il a failli. La Minority Leader, qui était Deputy Chief Commissioner à l'époque, elle avait des bonnes intentions, elle a voulu faire du jus de limon – *sipa lesens limon, kot été ?* Elle a failli. Comment pouvez-vous aujourd'hui venir dire qu'un Commissaire... Nous reconnaissons qu'il y a des problèmes.

*(Interruptions)*

*Enn ta lakaz !*

Nous reconnaissons, M. le président, qu'il y a des problèmes dans chaque commission. Oui, il y a des problèmes. Vous aussi vous aviez des problèmes mais quand même vous aviez des bonnes intentions. Mais il y a une question de moyen. Il faut comprendre que nous à Rodrigues on a un problème de budget. C'est vrai on a eu une augmentation dans le budget, c'est vrai aussi qu'on a augmenté le budget de la santé, on a été très généreux concernant le... Toutes les commissions on a donné, avec l'augmentation on a partagé. Mais la santé aussi on a donné un peu d'argent pour pouvoir justement combattre les maladies, combattre les épidémies. Mais on a un problème de budget. Il faut le dire, M. le président, on peut avoir tous les bonnes intentions du monde mais le moyen fait défaut et c'est ça qui fait que nous avons ces soucis à Rodrigues. Bien sûr, M. le président, nous n'allons pas rester insensible à ceux qui ont des arrérages sur les *overtime*. *Okay*. Tous les travailleurs de Rodclean sujet à

**/UNREVISED/**

*available of fund*, on va voir. Bien sûr. Mais *subject to*. Est-ce que vous aviez un coffre vous ? Est-ce que vous aviez un coffre à l'administration dans lequel vous retirez de l'argent. Il faut demander, M. le président. Et là, j'ai parlé au ministre des Finances et là je lui ai dit, écoute – je lui ai donné un gros dossier – j'ai même parlé au Premier ministre, j'ai parlé au ministre des Finances. Et j'ai parti à Maurice, il va étudier le dossier et là on va discuter justement lorsque je vais partir sur Maurice pour voir. Il est venu, il est venu bien sûr pour le budget mais on ne va pas tous vous dire aussi *do*. On ne va pas tous vous dire. Donc, rendez-moi un service, on est un gouvernement, il y a un Conseil Exécutif. Il y a des choses comme vous le savez qui doivent rester secret, secret du gouvernement, M. le président.

Donc, voilà, M. le président, on ne peut pas venir accuser un Commissaire aujourd'hui au petit bonheur comme ça car vous savez très bien qu'il y a des problèmes communs. Il y a des problèmes que vous avez fait face dans le passé et il y a aussi des problèmes ici mais je rassure la Chambre qu'on a pris note de vos doléances et ensemble on va essayer de régler les différents problèmes. Merci, M. le président.

*(Applause)*

**SUMMING UP**

**Mr Ramdally:** M. le président, avant de conclure sur la motion, je vais revenir sur quelques points seulement. Je ne vais pas tous dire.

Donc, le Chef commissaire vient de parler du *unsorted*. Donc, moi-même dans mon discours j'ai fait mention de ça. Donc, c'est une bonne initiative de la part du Commissaire mais quand même les officiers ont constaté des manquements au niveau de ce service. Par exemple que la distance entre le *unsorted* et le *casualty*, c'est énorme. Donc, s'il y a un problème avec un patient dans *unsorted* donc ça va être difficile de l'emmener au *casualty*. Donc, je relate ce qu'a été dit par les professionnels. Il y a normalement un triage qui est fait parmi les patients qui sont dans le *casualty* et là aussi il y a un problème, M. le président. Quand le triage est fait par un officier expérimenté, un Nursing Officer expérimenté, c'est okay mais dès qu'on change d'infirmier, on met les moins expérimentés donc là il y a un souci à ce niveau. Donc, c'est à considérer.

Donc, le Deputy Chief Commissioner même s'il a dit tout et son contraire comme la mentionnée la Minority Leader. Donc, ce qu'il a témoigné en terme de souffrance des Rodriguais/es me conforte par rapport à la motion d'aujourd'hui. Donc, contrairement à lui

par contre, je suis d'avis que la responsabilité du Commissaire est pleinement engagé dans les différents problèmes qui ont été mentionné.

J'aimerais aussi faire une petite remarque à l'intervention de la Commissaire Agathe. Donc, elle a parlé de discrimination en matière de santé dans notre République donc entre Rodriguais et Mauricien. Donc, j'aurais aimé lui demander pourquoi son gouvernement à abandonner justement le projet de modernisation du Queen Elizabeth Hospital (QEH). Donc, si ce gouvernement était cohérent, M. le président, il n'aurait pas abandonné ce projet pour courir derrière un projet que tout le monde sait d'aboutira pas avant la fin de leur mandat. Donc, ça c'est une question de *policy*, que de décider de ne pas aller de l'avant avec un projet, M. le président.

Et pour revenir au Commissaire Volbert lui-même. Donc, je pense que au fond de lui il reconnaît les manquements qu'on lui reproche mais s'est dommage qu'il n'était pas là pour écouter tous les Membres comme la bien souligner le Chef commissaire.

Et en faisant allusion au panne récurrente sur des appareils à l'hôpital, il a fait planer un spectre d'une enquête. Donc, une enquête sur quoi, M. le président, ? Donc, j'espère vivement que l'on aura pour très bientôt les conclusions de cette enquête contrairement à certaine enquête qui ont été fait et jusqu'à aujourd'hui on attend toujours les conclusions.

Sikamifer, M. le président, les Commissaires a dit comme si c'était lui qui était à l'origine de ça mais moi je sais que c'est l'OPR qui était à l'origine de ça, M. le président. Vous avez parlé de Ciel D'été, Beau Soleil, de Sunshine, je ne sais pas. Donc, il a aussi dit qu'on lui reproche les pannes du CT Scan. Non, M. le président. Ce qu'on lui reproche ce sont ces actions à la suite de ces pannes, M. le président. Il a parlé aussi de l'unité de gastroscopie. Et, M. le président, j'ai eu une conversation avec des officiers de sa commission et on m'a chargé de lui demander, apparemment ils ne se rencontrent pas, on m'a chargé de lui demander s'il connaît toutes les possibilités de la gastroscopie, les kits de la colonoscopie et pourquoi ils ont pris la décision de stopper l'envoi des Nursing Officers en formation. Donc, ça se sont les questions qu'ils posent. Actuellement, M. le président, les officiers qui y sont attachés dont avec cette unité ne fait que laver et stériliser le gastroscopie. C'est ça leur *job*, M. le président. Voilà, quelques petites remarques. Donc, je vais conclure.

M. le président, je vous remercie de m'avoir donné l'opportunité d'intervenir sur cette motion et je remercie tous les Membres qui ont intervenus lors de ce débat et sur cette motion

de blâme contre le Commissaire de la Santé en rapport avec sa gestion chaotique dans le secteur.

Lors de son intervention, le Commissaire est revenu sur les manquements d'il y a une dizaine d'année. Nous ne sommes pas ici pour nier qu'il n'y avait pas de manquement mais étant donné qu'il dénonçait ces manquements dans le passé on aurait cru qu'il allait balayer d'un revers de main tous ces manquements après deux ans qu'il est à la tête de cette commission. Tel n'est pas le cas, M. le président. Donc, mes camarades ont suffisamment et bruyamment détailler les différents points qui ont été soulevé pour soutenir cette motion.

M. le président, nous avons essayé de montrer ici les difficultés que la population fait face. Donc, nous avons pris des exemples concrets pour illustrer nos propos. Donc, nous n'avons monter des scenarios fictifs pour faire croire que l'on fait bien notre travail. *Donc, nou pa p ranz narnie pou fer krwar, M. le président.* Donc, la santé, M. le président, est quelque chose d'immédiate, quelque chose d'actuel. Donc, la population n'est pas intéressée avec ce qui a été fait ou pas il y a dix ans. Ce qui l'intéresse c'est sa santé à l'heure actuelle. C'est pourquoi, M. le président, je trouve cela absurde et irresponsable pour le Commissaire d'aller dix ans en arrière pour venir ici justifier son incompetence dans sa présente gestion dans ce secteur. Donc, nous l'avons suffisamment répété dans nos interventions de ce côté de la Chambre, M. le président. Donc, avec cette motion, nous avons brillamment montrer de ce côté de la Chambre ce que le publique vit en terme de souffrance, en terme d'inquiétude et d'incertitude en rapport avec leur santé physique et mental. Donc, être pris en charge dans le secteur de santé publique actuellement à Rodrigues constitue une réelle source d'inquiétude pour la grande majorité de notre population. Donc, la population a perdu confiance dans notre système de santé publique et ça c'est grave, M. le président.

Les personnes âgées, comme la dit mon collègue, Daniel Baptiste se sente encore plus vulnérable a cause de ce qui se passe dans nos hôpitaux. Des personnes mal logées non plus d'espoir d'avoir une maison décente car aucune maison n'a été construite en deux ans. Nous faisons un appel au Chef commissaire à prendre ces responsabilités. Si vous ne pouvez pas parler à votre commissaire de la Santé, M. le Chef commissaire, nous vous avons donné les arguments nécessaires pour mettre devant lui pour lui faire entendre raison. Mais au vue de l'attitude du commissaire de la Santé par contre, M. le président, j'ai des sérieux doute quant à un dénouement positif dans cette entreprise. C'est pourquoi nous demandons au Chef commissaire de prendre ses responsabilités et d'enlever ce portefeuille de la santé avec ce commissaire.

**/UNREVISED/**

Voilà, M. le président, mon mot de la fin donc pour cette motion. Je vous remercie.

*(Applause)*

**MOTION**

*On question put, the motion was defeated.*

**Mr Ramdally:** Mr Chairperson, Sir, I would like to have a division of vote on this issue.

**The Chairperson:** Yes, according to the provision of Standing Order 47(3), when there is a challenge by any Member the division bell shall be rang for two minutes. The division shall be taken by the Clerk asking each Member separately in accordance in that precedence beginning with the Member which stand last in that order. I accordingly instruct division bell to be rang and that the Clerk proceeds with the taking of Members' vote.

*At this stage, the bell is rung for two minutes.*

**The Clerk:** Standing Order 47(3) requires me to ask each Member to express his vote. I shall proceed by asking every Member to vote the three ways of either AYE, NO or DECLINE TO VOTE, in line with the working of the Standing Order. I shall start with the Member who stand last in that precedence:

Mr Jean Paul Spéville	Aye
Ms Karine Roussety	Aye
Mr Jean Rex Ramdally	Aye
Ms Marie Norja Raffaut	Aye
Mr Nicolson Lisette	Aye
Mr Louis Daniel Baptiste	Aye
Mrs Marie Ange Ludmie Allas	No
Dr Henri Agathe	Aye
The Deputy Chairperson, Mr Justar Tolbize	No

**/UNREVISED/**

The Minority Leader, Mrs Rose Marie Franchette Gaspard Pierre Louis, CSK	Aye
The Commissioner, Mr Joseph Varok Ravina	No
The Commissioner, Mr Jean Alain Wong So	No
The Commissioner, Miss Marie Christiane Agathe	No
The Commissioner, Mr Jean Nicolas Volbert	No
The Commissioner, Mr Louis Ange Perrine	No
The Deputy Chief Commissioner, Mr Johnson Roussety, GOSK	No
The Chief Commissioner, Mr Franceau Aubret Grandcourt, GOSK	No

**The Clerk:** Mr Chairperson, the Members have voted as follows:

<b>AYES</b>	<b>NOES</b>	<b>DECLINED TO VOTE</b>
8	9	NON

*The motion was defeated.*

**ADJOURNMENT**

**Mr Chairperson:** The House stands adjourned to Tuesday 04 June 2024 at 10.30 hours.

*At 00.43 a.m., the Assembly, was, on its rising, adjourned to Tuesday 04 June 2024 at 10.30 a.m.*